

Vierzehnte Sitzung – Quatorzième séance

Donnerstag, 20. Juni 2013
Jeudi, 20 juin 2013

08.00 h

12.016

Volksinitiative «für den öffentlichen Verkehr» und Finanzierung und Ausbau der Eisenbahninfrastruktur

Initiative populaire «pour les transports publics» et financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 18.01.12 (BBI 2012 1577)
 Message du Conseil fédéral 18.01.12 (FF 2012 1371)

Ständerat/Conseil des Etats 29.11.12 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 03.12.12 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 10.12.12 (Frist – Délai)

Nationalrat/Conseil national 04.06.13 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 05.06.13 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 05.06.13 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 05.06.13 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 13.06.13 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 17.06.13 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 19.06.13 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 20.06.13 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 21.06.13 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 21.06.13 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses 1 (BBI 2013 4721)

Texte de l'acte législatif 1 (FF 2013 4187)

Text des Erlasses 2 (BBI 2013 4725)

Texte de l'acte législatif 2 (FF 2013 4191)

Präsidentin (Graf Maya, Präsidentin): Wir führen bereits heute die Schlussabstimmung über die Vorlage 2 durch, das heisst über den direkten Gegenentwurf zur Volksinitiative «für den öffentlichen Verkehr». Wir tun dies, damit bei einer allfälligen Ablehnung des direkten Gegenentwurfs noch die Abstimmungsempfehlung in der Vorlage 1, im Bundesbeschluss über die Volksinitiative, angepasst werden könnte. Dies ist der Grund, weshalb die Schlussabstimmung über die Vorlage 2 schon heute Morgen und nicht erst morgen Freitag erfolgt.

Der Ständerat hat den Bundesbeschluss zum direkten Gegenentwurf bereits gestern in der Schlussabstimmung angenommen.

Giezendanner Ulrich (V, AG): Ich darf Sie informieren, dass die Mehrheit der SVP-Fraktion diese Vorlage ablehnt. Ich begründe das.

Die vorgesehene Reduktion des Pendlerabzuges ist gar nichts anderes als eine indirekte Steuer. Weiter soll die Mehrwertsteuer beigezogen und um 0,1 Prozentpunkte erhöht werden. Wir erhöhen also die indirekten Steuern und nachher auch noch die direkten Steuern. So kann doch das nicht weitergehen! Jedes Mal kommt man mit der Mehrwertsteuer; das ist der Topf, den wir für alles brauchen.

Ich persönlich sage Ihnen, dass ich erstaunt bin: Der Bundesrat wollte rund 3,5 Milliarden Franken; dahinter stand ein Konzept. Dann kam der Ständerat; das Resultat war nichts

anderes als ein Wunschkonzert der Regionen – konzeptlos! In diesem Konzept müsste eigentlich auch der Verlagerungsauftrag für den Güterverkehr enthalten sein; da tun wir aber gar nichts. Wir machen heute gar nichts, wir haben keinen Wisenbergtunnel, der die Güterzüge ins Mittelland führen würde. Es wurde einfach nur auf die Regionen geschaut, damit man diese Vorlage mit 6,4 Milliarden Franken durchbringt. Das ist keine saubere Politik. Bedenken Sie, dass wir in der nächsten oder übernächsten Session eine weitere Milliarde für den Huckepackkorridor beschliessen werden. Das wären dann bereits 7,4 Milliarden Franken.

Merken Sie, wohin das führt? In dieser Session hat in diesem Parlament kein Parlamentarier und keine Parlamentarin von den Folgekosten gesprochen. Es gab eine Interpellation Laubacher (06.3077); da hat uns der Bundesrat die Frage beantwortet, was das kostet.

Bleiben Sie seriös, sagen Sie Nein, und dann machen wir nachher etwas Gescheites!

2. Bundesbeschluss über die Finanzierung und den Ausbau der Eisenbahninfrastruktur (direkter Gegenentwurf zur Volksinitiative «für den öffentlichen Verkehr»)
2. Arrêté fédéral portant règlement du financement et de l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (contre-projet direct à l'initiative populaire «pour les transports publics»)

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 12.016/9088)

Für Annahme des Entwurfes ... 116 Stimmen

Dagegen ... 33 Stimmen

12.098

Gegen Masseneinwanderung. Volksinitiative

Contre l'immigration de masse. Initiative populaire

Erstrat – Premier Conseil

Botschaft des Bundesrates 07.12.12 (BBI 2013 291)

Message du Conseil fédéral 07.12.12 (FF 2013 279)

Nationalrat/Conseil national 20.06.13 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 20.06.13 (Fortsetzung – Suite)

Präsidentin (Graf Maya, Präsidentin): Wir führen nun eine allgemeine Aussprache zur Volksinitiative. Ich gebe zuerst den Berichterstatterinnen das Wort, dann wird der Minderheitsantrag Fehr Hans begründet, schliesslich sprechen die Fraktionsvertreter und die Rednerinnen und Redner auf der Rednerliste. Anschliessend erhält die Frau Bundesrätin das Wort und zum Schluss noch einmal die Berichterstatterinnen. Das Geschäft wird uns den ganzen Tag beschäftigen, denn wir haben sehr viele Wortmeldungen.

Moret Isabelle (RL, VD), pour la commission: L'initiative populaire «contre l'immigration de masse» a été déposée en date du 14 février 2012 avec 135 557 signatures valables. Cette initiative propose d'inscrire un nouvel article 121a avec pour titre «Gestion de l'immigration» dans la Constitution fédérale.

L'alinea 1 prévoit d'indiquer que la Suisse gère de manière autonome l'immigration des étrangers. L'immigration doit être considérée au sens large du terme, c'est-à-dire qu'elle doit inclure aussi bien les titulaires d'autorisations de séjour temporaires et les travailleurs frontaliers que les requérants d'asile. Par le terme «autonome», les initiateurs veulent signifier que les autorités helvétiques sont les seules à même de décider de la politique d'immigration.

L'alinéa 2 vise à introduire des contingents annuels d'immigration. Il est fait mention dans le texte que ces plafonds et contingents portent sur l'ensemble des autorisations de séjour soumises au droit des étrangers, et donc également de l'asile.

Il est précisé que la limitation peut porter sur le droit au séjour durable, au regroupement familial et aux prestations sociales.

L'alinéa 3 prévoit que la fixation des plafonds et contingents annuels pour les étrangers exerçant une activité lucrative doit respecter deux conditions: cette fixation doit être faite «en fonction des intérêts économiques globaux de la Suisse et dans le respect du principe de la préférence nationale». Les critères pour l'octroi d'autorisations de séjour sont mentionnés, à savoir «la demande d'un employeur, la capacité d'intégration et une source de revenus suffisante et autonome».

Enfin, l'alinéa 4 interdit la conclusion de traités internationaux contraires à la nouvelle norme constitutionnelle proposée, c'est-à-dire de traités qui vont à l'encontre d'une gestion autonome de l'immigration. Le but de cette disposition, selon les auteurs, est de limiter le risque de contradictions entre la Constitution et les traités internationaux.

Le nouvel article 197 chiffre 9 concerne les dispositions transitoires. Son alinéa 1 prévoit que les traités internationaux en vigueur et contraires aux dispositions de l'article 121a devront être renégociés et adaptés dans un délai de trois ans à compter de l'adoption de l'initiative.

Cela serait notamment le cas de l'Accord sur la libre circulation des personnes. L'alinéa 2 indique que «si les lois d'application ... ne sont pas entrées en vigueur dans les trois ans à compter de l'acceptation de l'article 121a par le peuple et les cantons, le Conseil fédéral édicte ... les dispositions d'application nécessaires par voie d'ordonnance».

Au niveau de la compatibilité de l'initiative avec le droit international, comme l'initiative peut être interprétée de manière qu'elle soit compatible avec les règles impératives du droit international en ce qui concerne le principe du non-refoulement, elle peut donc être considérée comme valable.

La commission a auditionné un représentant du comité d'initiative en la personne de notre collègue Luzi Stamm. Le représentant du comité présente l'initiative comme un moyen pour la Suisse de gérer sa politique migratoire de manière autonome. Les initiateurs estiment que la population souhaite changer le régime des migrations. Selon eux, par cette initiative, le peuple pourra faire pression sur les autorités pour mettre un frein à l'immigration. Ceci notamment en vue de la prochaine échéance que constitue l'extension de l'Accord sur la libre circulation des personnes à la Croatie.

Le comité souligne les chiffres de l'immigration des dernières années, une immigration brute d'environ 140 000 personnes par année et une immigration nette d'environ 70 000 personnes de plus par an. Les contingents permettent de choisir précisément quelles catégories d'immigrés peuvent venir s'établir en Suisse. Le texte se base sur l'idée d'un système à points, lequel serait optimal pour disposer de l'immigration strictement nécessaire au pays.

La commission a procédé à plusieurs auditions. Tout d'abord, la Commission fédérale pour les questions de migration (CFM) estime que le fait de mettre les domaines de l'asile et de la migration économique sous le même toit est potentiellement inapplicable. Cela aboutirait à des conflits d'intérêts entre les deux politiques. Avec une forte affluence de demandeurs d'asile à cause d'une crise dans un pays, l'initiative populaire obligera à réduire en conséquence l'immigration de travailleurs. L'économie se retrouverait ainsi étranglée à cause d'un contingentement global. Aucun pays ne pratique le système de contingents en mélangeant l'asile et l'immigration économique.

La CFM estime que le système de contingents est étatique, bureaucratique et qu'il a toujours un temps de retard sur les besoins. Des contingents trop élevés pourraient entraîner une immigration excessive lors d'une crise économique, en décalage avec les besoins réels des entreprises. A contrario, des contingents trop bas seraient dommageables, car ils

pourraient induire une pénurie de main-d'œuvre si le chiffre fixé est déjà atteint alors que l'année n'est pas terminée. Même avec un système de points, le retour aux contingents serait inefficace en regard de ce qu'offre l'Accord sur la libre circulation des personnes avec des mesures compensatoires de surveillance du marché du travail.

Aux yeux de la CFM, rapporter les problèmes de travail, de logement ou d'infrastructure exclusivement à l'immigration est un mauvais raccourci et ne règle pas les problèmes. La CFM estime que la meilleure manière de juguler l'immigration est une meilleure utilisation des ressources déjà disponibles dans le pays; elle cite par exemple les femmes qualifiées mais non actives, lesquelles représentent un énorme potentiel. La CFM reconnaît aussi l'utilité des mesures d'accompagnement et le rôle important qu'elles jouent dans le monde du travail.

Elle estime que des signaux doivent être fournis dans les domaines du logement et des infrastructures, afin de maintenir la confiance de la population dans la libre circulation des personnes. En conclusion, la CFM considère que les propositions de l'initiative sont irréalistes et contraires à l'intérêt national. L'initiative met en péril l'ensemble des accords bilatéraux avec l'Union européenne. La CFM recommande donc de rejeter cette initiative.

De son côté, l'Union patronale suisse (UPS) estime que l'initiative entre en conflit avec la libre circulation des personnes. Celle-ci répond aux besoins de l'économie helvétique. L'engagement d'un étranger doit rester facilement négociable pour l'employeur, l'employé et les autorités. A cet effet, la libre circulation des personnes facilite le recrutement à l'étranger, grâce à des mesures ciblées comme la reconnaissance des diplômes et le pilotage par la demande. Selon l'UPS, la migration a rendu possible la croissance entre 2003 et 2008 et a ainsi soutenu la conjoncture de notre pays. L'UPS reconnaît cependant que la migration peut entraîner des effets secondaires indésirables, mais considère que la libre circulation des personnes a surtout accentué des problèmes déjà existants. En outre, l'UPS est d'avis que la libre circulation des personnes n'a pas significativement influencé l'évolution des salaires. L'association patronale considère que l'initiative conduirait à plus de bureaucratie et à une économie planifiée. La mise en place de contingents exigerait un immense appareil administratif. En tenant compte des permis B et L, des personnes issues de l'immigration européenne, ainsi que des frontaliers, l'UPS estime qu'entre 150 000 et 200 000 octrois devraient faire l'objet d'un contingentement.

Une renégociation de la libre circulation des personnes avec l'Union européenne de 27 pays membres est sans espoir aux yeux de cette association. Elle souligne qu'une rupture de l'Accord sur la libre circulation des personnes entraînerait celle des six autres accords des Bilatérales I en raison de la clause guillotine. Le pays se retrouverait donc dans la délicate position de demandeur. L'UPS craint que la fin des Bilatérales ne mène à une discrimination des entreprises suisses pour l'accès au marché intérieur de l'Union européenne. L'organisation a aussi rappelé que les exportations en direction de l'UE, avec plus de 60 pour cent des exportations totales, sont centrales pour notre économie. En conclusion, l'UPS recommande de rejeter l'initiative.

Votre commission a également auditionné un représentant de l'Union suisse des arts et métiers (USAM). Elle souligne aussi que l'Accord sur la libre circulation des personnes permet un allègement administratif conséquent pour les PME. Dans les secteurs principaux de l'USAM, 50 pour cent des employés sont des ressortissants de l'UE. L'USAM souligne également la lourdeur d'un mécanisme de contingents et de plafonds. La question de leur fixation est complexe et pourrait mener à une asymétrie entre les petites et les grandes associations économiques.

Les grands organismes pourraient donc obtenir leur contingent alors que les petites associations risqueraient de ne pas trouver leur compte. Pour l'USAM, ce serait tout simplement un retour au système des années 1970, avec comme conséquences une perte de temps, d'argent et de sécurité



juridique. L'USAM estime aussi que la libre circulation accentue les problèmes existant en matière d'infrastructures de transport et de logement. Pour régler ces problèmes, l'USAM préconise plutôt l'accélération des réformes dans le domaine des infrastructures, de la lutte contre la concurrence déloyale et les abus dans les domaines des prestations sociales. Vous l'aurez compris, l'USAM recommande aussi de rejeter cette initiative.

De son côté, l'Union syndicale suisse (USS) soutient aussi la voie bilatérale et estime que l'Accord relatif à la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité est le plus important économiquement, car il permet un accès au marché. Or, de l'avis de l'USS, l'initiative n'est pas compatible avec les accords bilatéraux. L'USS note que la mise en place de contingents n'empêchera pas une immigration importante. C'est ce qui a été constaté pendant les années 1970, période pendant laquelle la Suisse connaissait le régime des contingents. L'USS souhaite que la stratégie actuelle soit maintenue: elle recommande donc le rejet de l'initiative.

De son côté, Travail Suisse estime que la libre circulation des personnes est décisive pour le pays et les travailleurs. Elle relève qu'il existe déjà aujourd'hui des moyens de lutte contre le dumping salarial et que toutes les entreprises actives sur le territoire suisse peuvent être contrôlées en tout temps. Travail Suisse défend les mesures d'accompagnement, car celles-ci ont permis de renforcer le partenariat social. L'association recommande également le rejet de cette initiative, mais elle exige toutefois que d'autres mesures soient prises pour faire progresser l'acceptation de l'immigration auprès de la population.

Enfin, l'Union suisse des paysans (USP) rappelle que la main-d'œuvre étrangère représente une part non négligeable de la force de travail dans le monde agricole. Elle considère que cette initiative mettrait en danger l'Accord sur la libre circulation des personnes et, par la même occasion, les autres accords bilatéraux. Les exportations agricoles, notamment le fromage, souffriraient massivement des conséquences négatives de la rupture des Bilatérales. L'USP craint également que l'agriculture se trouve du côté perdant dans le cadre de l'attribution des contingents, compte tenu du fait que le secteur recrute essentiellement de la main-d'œuvre uniquement qualifiée dans le domaine agricole et qui ne gagne pas beaucoup. L'USP recommande aussi le rejet de cette initiative.

Lors de ses délibérations, la commission s'est demandé quel niveau doit atteindre une immigration adéquate pour le pays, car les dispositions du texte n'indiquent aucun chiffre précis.

La majorité de la commission se rallie aux divers arguments invoqués par les associations auditionnées.

En résumé, la majorité considère que cette initiative n'a pour seul but que de donner l'illusion de contrôler une situation qui est déjà sous contrôle, tout en ne s'attaquant pas aux effets secondaires inhérents à la libre circulation. La solution à ces problèmes passe par l'amélioration des mesures d'accompagnement et à des réformes politiques. Il revient au marché de déterminer le nombre de permis et c'est à l'Etat de mettre en place les conditions-cadres capables d'atténuer les effets secondaires de l'immigration.

La commission vous invite, par 18 voix contre 7, à adhérer au projet du Conseil fédéral et donc à proposer au peuple et aux cantons de rejeter cette initiative populaire sans lui opposer de contre-projet.

Humbel Ruth (CE, AG), für die Kommission: Die Volksinitiative «gegen Masseneinwanderung» wurde am 14. Februar 2012 mit 135 557 gültigen Unterschriften bei der Bundeskanzlei eingereicht. Die Initiative verlangt eine grundsätzliche schweizerische Zuwanderungspolitik durch eine eigenständige staatliche Steuerung der Zuwanderung.

Gemäss Artikel 121a Absatz 2 des Initiativtextes soll die Zahl der Aufenthaltsbewilligungen durch jährliche Höchstzahlen und Kontingente für sämtliche Bewilligungen, unter Einbezug des Asylwesens, begrenzt werden. Der Anspruch

auf dauerhaften Aufenthalt, auf Familiennachzug und auf Sozialleistungen kann beschränkt werden. Absatz 3 will jährliche Höchstzahlen und Kontingente für erwerbstätige Ausländerinnen und Ausländer auf die gesamtwirtschaftlichen Interessen der Schweiz ausrichten, dies unter Berücksichtigung eines Vorranges für Schweizerinnen und Schweizer; Grenzgängerinnen und Grenzgänger sind einzubeziehen. Gemäss Absatz 4 dürfen keine völkerrechtlichen Verträge abgeschlossen werden, die gegen diesen Artikel verstossen. Die Übergangsbestimmung verlangt, dass dem Verfassungsartikel widersprechende völkerrechtliche Verträge innerhalb von drei Jahren neu zu verhandeln sind.

Die Staatspolitische Kommission hat die Volksinitiative an ihrer Sitzung vom 2. Mai dieses Jahres beraten und Hearings mit Vertretern des Schweizerischen Arbeitgeberverbandes, des Schweizerischen Gewerbeverbandes, des Schweizerischen Bauernverbandes, des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes, Travail Suisse und der Eidgenössischen Kommission für Migrationsfragen durchgeführt. Alle Teilnehmer der Hearings sprachen sich klar gegen diese Initiative aus. Bei allen bestand Einigkeit darüber, dass eine Annahme der Initiative der Schweizer Wirtschaft massiv schaden und die bilateralen Beziehungen zu unseren europäischen Partnerländern infrage stellen würde, denn die vorgeschlagene Regelung ist mit dem Freizügigkeitsabkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union sowie mit der entsprechenden Efta-Konvention nicht vereinbar. Die Zuwanderungspolitik der Schweiz basiert auf dem Freizügigkeitsabkommen mit der EU sowie einer beschränkten Zulassung von Angehörigen der übrigen Staaten aus wichtigen wirtschaftlichen Gründen; dieser Grundsatz hat sich bewährt.

Die Initiative will die generelle Kontingentierung der Zuwanderung wieder einführen und den Inländervorrang in der Verfassung verankern. Damit würden wir unser duales System aufgeben und die Steuerung der Zuwanderung den Behörden überlassen. Anstelle der Steuerung der Zuwanderung über die wirtschaftliche Situation in der Schweiz und die damit verbundene Nachfrage nach qualifizierten Arbeitskräften kämen bürokratische Behördenentscheide zum Tragen. Kontingente führen nicht ohne Weiteres zu einer tieferen Zuwanderung. Wir, jedenfalls die Älteren in diesem Saal, erinnern uns an die 1970er Jahre, als die Zuwanderung trotz Kontingentierung höher war als heute. Denn wer bekommt die Kontingente? Nach welchen Regeln werden sie verteilt? Bekanntlich haben wir in der Schweiz trotz der Zuwanderung qualifizierter Personen einen Fachkräftemangel. Der Schweizer Wirtschaft fehlen nach eigenen Angaben insgesamt 10 000 gut ausgebildete Berufe. In gewissen Branchen melden viele Firmen Schwierigkeiten bei der Rekrutierung von Fachleuten an. Es fehlt in der Schweiz medizinisches Gesundheitspersonal, und es hat auch zu wenig Ingenieure, Informatiker und Bauführer. Experten warnen gar, dass der Mangel die wirtschaftliche Entwicklung abwürgen könnte. Von den Vertretern des Schweizerischen Arbeitgeberverbandes, des Schweizerischen Gewerbeverbandes wie auch des Schweizerischen Bauernverbandes wurde in der Kommission ausgeführt, wie wichtig die Rekrutierung des Personals aus dem Ausland sei. Alleine in der Landwirtschaft hat es über 10 000 Angestellte ausländischer Herkunft.

Es ist klar, dass ein Kontingentierungssystem zu einem Verfeilkampf um ausländische Arbeitskräfte führen würde und die Behörden enorm unter dem Druck der Branchen stünden. Ich erinnere nur an die negativen Reaktionen gewisser Branchen auf die Anrufung der Ventilklausel durch den Bundesrat. Kontingente sind komplex, willkürlich und führen zu einem bürokratischen Aufwand. Die Wirtschaft kennt ihre eigenen Bedürfnisse besser, als es die Behörden tun.

Die Initiative äussert sich denn auch nicht zur konkreten Ausgestaltung von Kontingenzen bezüglich Höhe und Zuteilung. Doch die Frage nach der Zuteilung ist zentral, weil eine Kontingentierung unter dem Druck der Branchen zu einer grösseren Zuwanderung führen könnte, als wir sie heute haben. Was passiert, wenn die Zahl der Asylsuchenden aus



politischen Krisenregionen steigt? Werden dann die Kontingente einfach erhöht, oder werden weniger Aufenthaltsbewilligungen für erwerbstätige Ausländer erteilt? Wir haben das Glück, in einem schönen, attraktiven Land mit hoher Lebensqualität und einer prosperierenden Wirtschaft leben zu dürfen. Die Schweiz gehört zu den wettbewerbsfähigsten Ländern der Welt und hat erfreulicherweise eine vergleichsweise sehr tiefe Arbeitslosigkeit. Wir sind ein Einwanderungsland, allein schon deshalb, weil unsere Geburtenrate zu tief ist, um langfristig das Überleben unserer Gesellschaft sicherzustellen. Solange wir Wirtschaftswachstum wollen, brauchen wir die Zuwanderung. Die ausländische Wohnbevölkerung leistet im Übrigen einen grösseren Beitrag an unser System der sozialen Sicherheit, als sie Leistungen bezieht. Insbesondere AHV und IV haben in den letzten Jahren von der Zuwanderung profitiert und sich finanziell stabilisieren können. Das sind die Fakten.

Personliche Wahrnehmung und gefühlte Wahrheit sind etwas anderes: Die Bevölkerung ist verunsichert, man steht mit dem Auto Tag für Tag im Stau, empfindet grösseren Druck am Arbeitsplatz und beklagt hohe Mieten.

Das schweizerische Wirtschaftswachstum und die damit einhergehende grosse Zuwanderung stellen uns zweifellos vor grosse Herausforderungen, insbesondere bei der Integration sowie in den Bereichen Infrastruktur- und Raumplanung, Wohnungsmarkt, Verkehr, Arbeit, Bildung sowie Umwelt- und Sozialpolitik. Geeignete Massnahmen müssen in den jeweiligen Handlungsfeldern getroffen werden, wie beispielsweise mit dem Raumplanungsgesetz oder bei den Verkehrsinfrastrukturen. Probleme in diesen Bereichen, insbesondere was das Wohnen betrifft, können allerdings nicht einfach auf die Zuwanderung zurückgeführt werden. So hat beispielsweise die Wohnfläche in den letzten dreissig Jahren von 34 Quadratmetern auf heute 50 Quadratmeter pro Person zugenommen. Wohnungsknappheit und steigende Wohnkosten sind primär eine Folge des gestiegenen Wohlstands.

Das Freizügigkeitsabkommen hat seit seiner Einführung insgesamt positive Auswirkungen auf das Wachstum, den Lebensstandard, die Schaffung von Arbeitsplätzen und die Sozialwerke. Das wurde an der Kommissionssitzung von allen Hearingsteilnehmern bestätigt. Mit den flankierenden Massnahmen konnten Missbräuche im Bereich der Lohn- und Arbeitsbedingungen weitgehend verhindert werden. Mit Anforderungen an den Nachweis der Selbstständigkeit zwecks Bekämpfung der Scheinselbstständigkeit wie auch mit der Verschärfung der Solidarhaftung für Erstunternehmer wurden die flankierenden Massnahmen verstärkt.

Die Personenfreizügigkeit gehört zu den zentralen Grundfreiheiten, die aus Sicht der EU mit einer Teilnahme am europäischen Binnenmarkt verbunden sind. Bei einer Annahme der Initiative wäre die Weiterführung des Freizügigkeitsabkommens infrage gestellt. Ein solches Szenario hätte gravierende Konsequenzen für die Schweizer Volkswirtschaft, die jeden zweiten Franken in der EU verdient.

Das Freizügigkeitsabkommen ist eines von insgesamt sieben sektoriellem Abkommen, welche gleichzeitig zwischen der Schweiz und der EU abgeschlossen wurden. Bei einer Kündigung des Freizügigkeitsabkommens würden die anderen Abkommen automatisch hinfällig. Zudem würde die von der Initiative geforderte Zulassungsregelung sowohl für die schweizerischen Arbeitgeber als auch für die Arbeitsmarkt- und Migrationsbehörden der Kantone und des Bundes zu einem erheblichen bürokratischen Mehraufwand führen.

Abschliessend noch kurz zu den aktuellen Zahlen: Im letzten Jahr betrug die Nettozuwanderung 73 287 Personen. Von 20 000 Personen, die im Rahmen des Familiennachzugs aus Drittstaaten in die Schweiz zogen, kamen 8000 wegen einer Heirat mit einem Schweizer oder einer Schweizerin. Das sind viele, aber von Masseneinwanderung zu sprechen ist übertrieben und populistisch. Im letzten Jahr sind im Übrigen auch etwa 30 000 Schweizerinnen und Schweizer ausgewandert. Rund 716 000 Schweizerinnen und Schweizer leben im Ausland; das sind 10,4 Prozent aller Schweizer Staatsbürgerinnen und Staatsbürger. Auch Schweizerinnen

und Schweizer, welche im Ausland leben, müssen in die Überlegungen mit einbezogen werden. Diese Initiative dürfte auch ihr Schicksal betreffen; sie betrifft sicher diejenigen, welche von der Personenfreizügigkeit mit Europa profitieren. Die Kommission beantragt Ihnen mit 18 zu 7 Stimmen Zustimmung zum Antrag des Bundesrates, Volk und Ständen die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen. Namens der Kommission bitte ich Sie, diesem Antrag zu folgen.

Fehr Hans (V, ZH): Insbesondere an Frau Humbel und Frau Moret gerichtet muss ich sagen: «Die Botschaft hör ich wohl, allein mir fehlt der Glaube.»

Wir alle sind seit Jahren Zeugen einer Masseneinwanderung, einer unkontrollierten Zuwanderung in unser Land. Auf Dauer ist das nicht verkraftbar. Berücksichtigen Sie, dass jedes Jahr netto 80 000 Ausländer neu zuwandern – das ist die Zahl derjenigen, die kommen, abzüglich jener, die weggehen; der Überschuss beträgt rund 80 000 pro Jahr. Das entspricht der Bevölkerung der Stadt Luzern oder der Stadt St. Gallen. In den letzten fünf Jahren betrug die Nettozuwanderung etwa 380 000, das entspricht der Bevölkerung der Stadt Zürich. Auch wenn man nicht Wissenschaftler ist, weiss man – im Volk draussen ist es klar –: Das geht auf Dauer nicht, das ist nicht verkraftbar.

Der Bundesrat hat Varianten zur Entwicklung der Bevölkerungszunahme ausgearbeitet. Eine Variante, die Normalvariante, besagt, dass wir 2035 mit 10 Millionen Einwohnern in unserem Land rechnen müssen. Aber wo hört das auf? Wollen Sie Zustände wie in Taiwan? Dort geht es nicht auf Fahrlässigkeiten, auf politische Fehler, sondern auf historische Tatsachen zurück. Wir müssen in unserem Land dafür sorgen, dass wir Raum haben, dass wir geordnete Verhältnisse haben, dass wir keine übermässige Zuwanderung haben. Wir müssen handeln, wir wollen – und das will unsere Initiative – die Zuwanderung wieder eigenständig steuern können. Das ist für ein souveränes Land eigentlich eine Selbstverständlichkeit. Denken Sie daran, Masseneinwanderung bedeutet unter anderem hohe Mieten – die Mieten sind in den letzten Jahren massiv angestiegen –, verstopfte Straßen, überfüllte Züge. Sie kennen, leider auch in Verbindung mit dem unheilvollen Schengen-Abkommen, die zunehmende Kriminalität. Es ist Ihnen auch bekannt, dass der Energiebedarf massiv ansteigt. Hunderttausende und Millionen, die zuwandern, brauchen neue Energie, allenfalls neue Kernkraftwerke.

Frau Humbel, bei der Zuwanderung in unser Land handelt es sich nicht nur um eine Zuwanderung von Fachkräften; die Statistik sagt ganz klar, dass das nicht stimmt. Die Zuwanderung erfolgt auch in unser Sozialsystem.

Wenn Sie die Zuwanderung aus Portugal und aus Spanien anschauen, dann sehen Sie, dass zunehmend die südeuropäische Arbeitslosigkeit in unser Land importiert wird. Diese Leute kommen, sie halten sich irgendwo auf und hoffen, eine Arbeit zu finden. Sie haben aber keine Arbeitsbewilligung – anders, als Sie immer wieder betonen; das sind leider Ammenmärchen. Allein aus Portugal haben wir heute eine Arbeitslosenquote von rund 10 Prozent importiert. Diese Leute, auch diejenigen aus anderen Regionen der Europäischen Union, gehen, wenn sie arbeitslos werden, wenn es eine Rezession gibt, wenn es einmal schwieriger wird, nicht nach Hause zurück. Der Bundesrat hat sogar eingestanden, dass er sich da getäuscht habe. Trotzdem tut man nichts. Diese Leute bleiben nicht etwa illegal hier. Sie bleiben legal hier und kommen nachher auch legal ins Sozialsystem.

Wenn Sie ein Ohr für die Bevölkerung haben und sich nicht nur hier drin aufhalten, dann hören Sie, dass die Leute auf der Strasse tief besorgt sind und sich fragen, wohin das noch führen soll. Wir stehen in der Verantwortung. Was tut Bundesbern, was tut der Bundesrat, was tut das Parlament? Wir hören Schönerrednereien, alles sei gut, wir hätten gewaltige Vorteile, wir hätten Wirtschaftswachstum. Es gilt das Prinzip Hoffnung.

Konkret ist es doch so, dass die einen die Folgen der Personenfreizügigkeit überhaupt nicht eingestehen wollen. Sie blenden das aus und sprechen nur von der Zuwanderung



aus den sogenannten Drittländern. Natürlich haben wir teilweise auch dort ein Problem, aber das Hauptproblem, ungefähr 70 Prozent der Zuwanderung, die wir nicht steuern können, kommt aus der Europäischen Union.

Letzthin wurde am welschen Fernsehen die Meinung vertreten, man müsse eben das Wachstum der Wirtschaft mit staatlichen Massnahmen senken. Das ist ja der Gipfel der Absurdität! Die gleichen Leute, die sagen: «Wir brauchen die Arbeitskräfte für die Wirtschaft», sagen dann, wenn die Arbeitskräfte da sind: «Jetzt müssen wir halt die Wirtschaft bremsen.» Das ist absurd.

Andere Leute verherrlichen die flankierenden Massnahmen. Wenn Sie die flankierenden Massnahmen anschauen, dann sehen Sie, dass das letztlich Überregulierungen sind. Der Arbeitsmarkt wird überreguliert, mit Mindestlöhnen, staatlichem Wohnungsbau, Kontrollen, Bürokratie.

Mein Fazit: Hier drin und in allen Gremien, in denen wir das besprochen haben – in der Staatspolitischen Kommission, seitens des Seco, des Bundesrates, des Parlamentes, auch seitens der Wirtschaftsverbände –, herrscht Hilflosigkeit und Konzeptlosigkeit. Sie haben kein Konzept, wie sie das Problem lösen, wie sie die Zuwanderung wieder steuern wollen. Darum bitte ich Sie: Sagen Sie Ja zu dieser Volksinitiative, zu jährlichen Kontingenten, zu jährlichen Höchstzahlen, zu klaren Kriterien für Aufenthaltsbewilligungen! Wir wollen nicht primär das Freizügigkeitsabkommen kündigen; wir wollen, dass es neu verhandelt wird. Wenn die Europäische Union ein bisschen flexibel ist, muss sie doch verhandeln – im Interesse der Schweiz, aber auch in ihrem eigenen Interesse. Wenn gar nichts anderes mehr bleibt, müssen diese Verträge gekündigt werden.

Nehmen Sie Ihre Verantwortung gegenüber der Bevölkerung draussen wahr: Sagen Sie Ja zu dieser Initiative!

Stamm Luzi (V, AG): Wir sprechen heute über ein ausserordentlich wichtiges Thema, welches der Bevölkerung unter den Nägeln brennt. Ich bitte Sie im Namen der SVP-Fraktion, Ja zu dieser Initiative zu sagen.

Diese Initiative will nur eines: Sie will, dass wir wieder steuern können; das steht im Titel des neuen Verfassungsartikels. Wenn Sie Ja sagen, wird in der Verfassung stehen, dass wir die Zuwanderung eigenständig steuern, dass wir das selbst in die Hände nehmen und wieder allein entscheiden können.

Ich bin schon relativ lange im Rat. Alle Leute, alle Experten, die sich bisher zu diesem Thema geäußert haben, haben sich getäuscht. Das ist Teil meines Lebens. Ich habe alle diese Diskussionen auf den Podien miterlebt. Ich habe es beim EWR, bei den Bilateralen I, bei der Ausweitung auf die acht Oststaaten, bei der Ausweitung auf Rumänien und Bulgarien gesehen. Wenn Sie ehrlich sind, geben Sie zu, dass sich alle Experten getäuscht haben. Man liest es auch in den Zeitungen: mehr Einwanderung als erwartet. Ich bitte Sie zuzugeben, dass Sie sich getäuscht haben. Oder anders gefragt: Wenn wir mit demselben Regime weitergehen, wenn jetzt Kroatien, dann Serbien, dann Bosnien, dann eines Tages Kosovo und Mazedonien dazukommen – täuschen Sie sich dann auch? Es wird gesagt, es kämen jetzt 80 000 Personen pro Jahr. Kommen dann 150 000 pro Jahr? Kommen dann immer noch die Hochqualifizierten? Unsere Verantwortung wäre doch, dass wir anpassen, wenn wir uns getäuscht haben. Ich respektiere es, wenn jemand sagt, er wolle das und das gesetzlich einführen. Aber bitte, wenn wir uns getäuscht haben, sollten wir auch korrigieren.

Die Zahlen sind erschreckend gigantisch; ich will sie nicht wiederholen. In einem Jahr allein 113 235 Zuwanderer aus den EU- und Efta-Staaten – 113 000! Ich denke an den ehemaligen Wohnkanton meiner Frau: Der Kanton Uri hat nur 35 000 Einwohner. Eine Bruttozuwanderung von mehr als 100 000 Personen pro Jahr ist eine gewaltige Zahl. Ob Sie netto zählen, ob Sie mit der Einwohnerzahl von Luzern vergleichen, spielt gar keine Rolle: Diese Zahl ist zunehmend. Die Zuwanderung wird weiter zunehmen, je mehr Europa in der Armut versinkt – wir sehen das, das ist doch gesunder Menschenverstand. Ich habe gestern einen Bundesrat er-

lebt, der gesagt hat, die Jugendarbeitslosigkeit in Spanien usw. sei erschreckend. Es braucht doch nur gesunden Menschenverstand, um zu sagen: Wenn die Armutprobleme so zunehmen, nimmt die Zuwanderung in die Schweiz eher mehr zu. Sie wird erst dann aufhören, wenn wir sie auf einem tieferen Stand nivellieren.

Es ist schlichtweg nicht wahr, wenn Leute sagen, zurzeit, unter diesem Regime, kämen qualifizierte Menschen in die Schweiz. Auch hier: Sie täuschen sich. Ich will den Leuten nicht unterschieben, dass sie absichtlich die Unwahrheit sagen, aber ich höre diese Sätze ja ständig; ich höre sie bezüglich unseres Gesundheitswesens usw. Ich bitte Sie, einmal über die Zahlen zu gehen. Ich staune ja manchmal selbst, wenn ich sie wieder vor mir habe. Ich habe ein paar Zahlen vor mir – es sind die einzigen Zahlen, die ich Ihnen jetzt noch vorlese. Da schaue ich auf das Gesundheitswesen: Ich sehe, dass von den 100 000 Zuwanderern 1369 Krankenschwestern sind; dann kommen 5230 in der Kategorie «ohne Erwerb», mit einer Ausbildung sind es über 7000; unter «nicht bestimmbarer Berufstätigkeit» sind es 9748; unter «Familiennachzug» – wenn z. B. eine Putzfrau kommt und sie gerade ihre Kinder mitnimmt – fallen 23 779. Diese 23 779 und die über 5000 und die über 9000 – die Zahlen, die ich Ihnen vorgelesen habe – sind nicht produktive, nicht hochqualifizierte Zuwanderer. Diejenigen, die das sagen, täuschen sich; es ist einfach nicht wahr.

Sie werden es nicht schaffen, die Einwanderung aus der Armut zu verhindern, wenn Sie nicht kontrollieren, wenn Sie nicht mehr steuern können, wenn es so bleibt, wie wir es jetzt leider haben. Wenn man die Entwicklungen bei der Personenfreizügigkeit anschaut, wenn man die Gerichtsscheide aus Strassburg anschaut, dann kommt man zum Schluss: Sie werden es nicht schaffen, die gewaltige, zunehmende Arbeitseinwanderung von der Schweiz fernzuhalten. Sie werden unser Land mit völliger Sicherheit nach unten nivellieren. Vor diesem Hintergrund ist unsere Initiative entstanden.

Unsere Initiative ist ideal; ich sage das nach links, ich sage es gegenüber der Wirtschaft. Sie ist aus mehreren Gründen ideal: Einerseits haben wir Begriffe wie «Familiennachzug», «Sozialleistungen», «Vorrang von Schweizerinnen und Schweizern» bereits in den Gesetzen, und wir haben Erfahrungen damit, zum Beispiel aufgrund der Regelungen des Ausländergesetzes betreffend die Nicht-EU-Angehörigen. Oder unsere Hunderte von Beamten – damals hieß es Fremdenpolizei –, die Erfahrungen von früher, von vor zehn Jahren, haben, wie und wo man sinnvoll auswählt: Dieser kann kommen, beim anderen, der nur profitiert oder gar aus Problembereichen oder dem Rotlichtmilieu stammt, wollen wir eher nicht öffnen; hingegen sind wir bei den Produktiven, welche unserem Land etwas bringen, welche wirklich arbeiten, eher grosszügig. Das ist der eine Teil unserer Initiative. Andererseits werden wir das ja in Zukunft politisch ausdiskutieren können. Wir können sagen, dass es ein Gesuch des Arbeitgebers usw. brauche. Wir können die Bedingungen steuern.

Ich komme zum Schluss, ich habe noch anderthalb Minuten. Wenn diese Initiative angenommen wird, ist ihre erste Wirkung, dass unsere Landesregierung mit Europa reden muss. Sie muss versuchen, das Personenfreizügigkeitsabkommen sinnvoll anzupassen, dass wir Kontingente erhalten können. Ich stelle einfach fest: Bis heute werden diese Diskussionen beinahe «zuleidwerkerisch» nicht geführt. Der Bundesrat sagt uns: «Das wäre gegen unsere Wirtschaft.» Der Bundesrat sagt uns: «Die Europäer werden sowieso Nein sagen.» Der Bundesrat geht nicht einmal auf die Europäer zu und sagt: «Na, hört mal, wir haben uns verschätzt, ihr habt euch auch verschätzt; wir haben eine Einwanderung in einer Größenordnung, dass ihr von der EU Jahr für Jahr mehr als 10 Millionen Leute aufnehmen müsstet, Leute, die anklopfen – teilweise mit miserabler Bildung, teilweise mit miserabler Arbeitseinstellung.» Die Europäer hätten Verständnis, wenn wir mit ihnen reden würden. Aber alle politischen Exponenten sagen mir: «Das will ich gar nicht, weil ich die Personenfreizügigkeit will.» Also lautet meine Bitte: Bundesrat,



rede mit diesen Leuten. Denn wenn wir dieser sinnvollen Initiative nicht zustimmen, wird als Reaktion etwas Rigoroseres kommen – ob es dann die Ausweitung der Personenfreiheit auf Kroatien betrifft, ob es dann die Ecopop-Initiative ist oder ob eine Initiative «Weg mit der Personenfreiheit» kommen würde. Herzlichen Dank für Ihr Wohlwollen und für ein Ja.

Glättli Balthasar (G, ZH): Die grüne Fraktion kritisiert die Volksinitiative der SVP aus den folgenden fünf Überlegungen:

1. Die bilateralen Verträge im Allgemeinen und die Personenfreiheit im Besonderen sind grundsätzlich positiv für die Schweiz. Viele wichtige Branchen – ich nenne die Landwirtschaft, die Hotellerie, aber auch das Gesundheitswesen – würden ohne ausländische Arbeitskräfte nicht funktionieren. Diese Arbeitskräfte wären auch nach einer Annahme der Initiative notwendig. Das hörten wir von links bis rechts, von den Gewerkschaften bis zum Gewerbeverband und zum Bauernverband.

2. Wir Grünen unterstützen die bilateralen Verträge aber nicht nur deshalb, weil sie im Interesse der Wirtschaft sind, sondern auch weil die Personenfreiheit eine massiv bessere Rechtsstellung jener Menschen gebracht hat, die bereits seit Jahren und Jahrzehnten ohne Schweizer Pass in der Schweiz leben und arbeiten, die hier aber jahrelang Einwohnerinnen und Einwohner, Steuerzahlerinnen und Steuerzahler zweiter Klasse blieben. «Wir riefen Arbeitskräfte, und es kamen Menschen», hat Max Frisch 1965 geschrieben. Für uns Grüne ist es weiterhin selbstverständlich, dass wir Menschen auch Menschenrechte gewähren, und dazu gehört ganz wesentlich auch das Recht auf Familiennachzug, das Sie hier beschränken wollen.

3. Der Bevölkerungszuwachs hat negative Nebenwirkungen wie Lohndumping, Mietpreisexplosion oder auch negative Nebenwirkungen im Bereich der Raumplanung. Es waren die Linken und Grünen, die darauf hingewiesen haben, dass das Probleme sind. Aber wir haben immer auch gesagt: Ein Teil dieser Probleme ist hausgemacht. Selbst bei einem vollständigen Stopp des Bevölkerungswachstums wären Lösungen notwendig; auch wenn wir in den nächsten zehn Jahren eine Nettozuwanderung von null hätten, würden die Wiesen nicht einfach wieder grün, die Züge leer, die Mieten billiger oder die Löhne höher.

4. Es waren aber auch immer die Linken und Grünen, die gesagt haben: Wir brauchen wirksame flankierende Massnahmen. Man muss Probleme lösen, nicht Symbolpolitik betreiben. Es war gerade die SVP, die nie Hand zu dieser notwendigen Problemlösung gebeten hat. Ich zitiere den damaligen Bundesrat Blocher, als es im Dezember 2004 um die flankierenden Massnahmen ging. Man kritisierte, die Löhne kämen unter Druck. Er sagte, das sei ja der Witz daran: «Es ist ja klar, das ist natürlich auch der Zweck der Übung: Es wird ein Lohndruck entstehen, das schlekt keine Geiss weg.» (AB 2004 N 2011) Das ist O-Ton Blocher. Wir Grünen wollten das nicht, wir wollten keine unkontrollierte Wettbewerbssituation, sondern griffige flankierende Massnahmen. Darum braucht es Gesamtarbeitsverträge, Mindestlöhne, Lohnkontrollen, eine gerechtere Verteilung des Wohlstands unter allen Erwerbstätigen. Es braucht wirksame, griffige Massnahmen im Mietrecht gegen die Mietpreisexplosion, eine griffigere Raumplanung gegen die Zersiedelung, gegen den zunehmenden Wohnflächenverbrauch. Das alles braucht es. Aber da finden wir bei Ihnen von der SVP nie eine Hand, die hilft.

5. Zum Schluss: Die Initiative ist auch ein «Buebetrickli» oder, wie man böser sagen könnte, eine arglistige Täuschung jener, die sie unterschrieben haben in der Meinung, es passiere dann wirklich etwas. Das Einzige, was Sie hier festschreiben, ist eine bürokratische Art des Managements mit Kontingenzen. Was Sie nicht festschreiben, ist irgendeine Höchstzahl. Das ist doch absurd! Sie, die in der Kommission sagten, die Wirtschaftsverbände sprächen nicht für die Wirtschaft, Sie, die jeden Tag, bei jeder Gelegenheit ganze Gülenkübel von Verachtung über den Bundesrat ausleeren, Sie

finden, der Bundesrat und die Wirtschaftsverbände, die Sie beide verachten, wären dann die richtigen Institutionen, um zum Wohle des Volkes jährlich die Kontingente auszuhandeln! So viel Heuchelei auf einem Blatt Papier hat man noch selten gelesen.

Empfehlen wir diese Initiative zur Ablehnung! Lösen wir die wirklichen Probleme, lösen wir sie gemeinsam, mit dem Bundesrat, mit der Wirtschaft, mit jenen Menschen, die hier seit Jahren auch aktiv zu unserem Wohlstand beitragen!

Thorens Goumaz Adèle (G, VD): Le groupe des Verts rejette l'initiative populaire «contre l'immigration de masse». Celle-ci veut réintroduire des plafonds annuels à l'immigration, ainsi que des contingents pour les autorisations de séjour en Suisse. Le groupe des Verts ne nie pas le fait que les accords de libre circulation des personnes et les mouvements migratoires qu'ils suscitent soient à l'origine d'une série de tensions sur le marché du travail, sur le marché du logement ou dans le domaine des transports. Ces tensions sont avérées et peuvent même prendre une forme aigüe dans certaines régions. Cependant, la solution prônée par cette initiative n'est pas la bonne et créerait même des difficultés plus importantes pour la Suisse, le remède étant en dernière instance pire que le mal.

L'initiative «contre l'immigration de masse» est en particulier incompatible avec l'Accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne. Son acceptation remettrait dès lors en cause les accords bilatéraux qui nous lient à l'Europe, avec des conséquences désastreuses, tant pour notre économie que pour nos relations avec nos voisins. En outre, elle générera de lourdes charges administratives en nous contraignant à retourner au système bureaucratique des contingents que la Suisse a expérimenté dans les années 1970, à une époque où l'immigration était d'ailleurs plus forte qu'aujourd'hui.

Aux yeux du groupe des Verts, d'autres solutions plus efficaces et ciblées existent pour répondre à la pression sur les salaires, sur les loyers ou dans le domaine des transports générée par la croissance économique et démographique. Des mesures d'accompagnement doivent être prises sur le marché du travail, telles que la mise en place de conventions collectives, la fixation de salaires minimaux et un meilleur contrôle des salaires. Les collectivités publiques doivent mener une politique active en matière de création de logements et lutter contre la spéculation immobilière et les loyers abusifs. Elles doivent aussi promouvoir une meilleure maîtrise de notre mobilité, notamment par le biais d'un aménagement du territoire adéquat.

Enfin, le groupe des Verts considère qu'il est temps d'aborder la question de la maîtrise de notre croissance économique. En effet, c'est cette dernière qui définit le rythme des mouvements migratoires. Cette croissance pourrait tout d'abord être mieux répartie sur notre territoire, car il est indéniable que certaines régions, comme l'Arc lémanique ou la région zurichoise, subissent une forme de surchauffe. Le modèle de promotion et de développement économique basé sur une concurrence fiscale effrénée entre cantons et communes et sur l'importation de grandes entreprises dont les pratiques ne sont pas toujours durables doit aussi être repensée pour éviter la concentration de la croissance dans des régions qui finissent par en pâtrir.

Une croissance économique durable devrait se répartir de manière harmonieuse sur l'ensemble du territoire, à l'image de ce que propose le projet de territoire Suisse, et bénéficier de manière équitable à l'ensemble de la population. Elle devrait en outre être soumise à des critères de durabilité et se baser sur la promotion d'entreprises socialement et écologiquement responsables et bien ancrées dans le tissu économique et social local. Nous devons apprendre à ne plus chercher la croissance maximale et à tout prix, pour viser un développement plus ciblé et surtout mieux maîtrisé, en harmonie avec les exigences légitimes de la population en matière de qualité de vie. C'est d'un tel développement durable de notre économie et non de contingents tout droit sortis des années 1970 que nous avons besoin pour réduire les ten-



sions autour de la pression démographique et des mouvements migratoires – des mouvements dont la Suisse a toujours eu besoin pour appuyer sa croissance et qui contribuent en outre à la richesse et à la diversité de notre tissu social.

Ribaux Alain (RL, NE): Les temps ont changé; on n'est plus en 1291. Espérer aujourd'hui que «la Suisse gère de manière autonome l'immigration des étrangers» est vain, creux, passiste. C'est laisser penser que notre pays est un îlot à part, à l'abri des flux mondiaux de tous ordres. C'est laisser penser qu'il peut évoluer en toute indépendance et en autarcie.

Comment peut-on laisser croire à la population que l'Union européenne, avec ses 500 millions d'habitants, a plus besoin de la Suisse que l'inverse? Comment laisser imaginer au peuple que des restrictions à la libre circulation des personnes n'auraient pas de conséquences dramatiques dans une foule de domaines et notamment sur nos exportations? Comment seulement imaginer une seconde que les autres accords bilatéraux d'une importance vitale pour notre pays survivraient à une acceptation de l'initiative? Notre pays ne peut pas se permettre de dire oui à cette dernière. Il ne faut pas jouer avec le feu. La prospérité actuelle de la Suisse est presque miraculeuse dans une Europe en pleine déprime. Elle doit évidemment être attribuée, dans une substantielle mesure, aux accords bilatéraux, y compris celui sur la libre circulation des personnes. Le bon taux de chômage confirme d'ailleurs que l'afflux n'a pas une influence significative sur ce point.

Je ne parlerai même pas du mélange des genres: asile, main-d'œuvre qualifiée, ça ne tient simplement pas la route! La rapporteure Isabelle Moret l'a évoqué, je n'y reviens pas. Le groupe libéral-radical admet en revanche qu'un élément doit être relativisé: le flux migratoire ne va pas sauver l'AVS et l'AI. Pire, le répit actuel donne l'illusion que la situation est sous contrôle et ne fait ainsi que reporter les indispensables mesures destinées à consolider, pour les générations futures, ces deux assurances.

Enfin, le groupe libéral-radical ne nie pas que l'immigration aujourd'hui est forte et que les conséquences sont de nature à inquiéter. Des réponses sont et doivent être amenées en matière de pression sur les salaires, de pression sur le coût du logement, de pression sur l'utilisation du sol, sur les infrastructures routières et ferroviaires. Il y a une inquiétude à cet égard dans la population; des réponses doivent être données, en nuance et de manière multifactorielle, mais pas avec cette initiative.

Streiff-Feller Marianne (CE, BE): Gestatten Sie mir eine Vorbemerkung, bevor ich zur inhaltlichen Würdigung und zum Fazit für die CVP/EVP-Fraktion komme: Initiativen beinhalten in der Regel sowohl Chancen als auch Risiken. Das wissen natürlich auch die Initianten. Zugegeben, in der Regel lassen sich Risiken leichter sehen als Chancen. Das Gefährdende erscheint denn sehr oft auch bunter und einfacher als das Nützliche. So wird die Personenfreizügigkeit von den Initianten auch nur als Bedrohung und Risiko wahrgenommen, und die Probleme mit der Zuwanderung werden alle ihr angelastet. Es ist sehr einfach, der Bevölkerung zu suggerieren, mit der Annahme der vorliegenden Initiative seien dann diese Probleme gelöst. Diese riskante Strategie ist, wie so oft bei Initiativen, eine der grossen Gefahren: die Gefahr nämlich, dass vor der Abstimmung zu viele Halb- oder Unwahrheiten verbreitet werden, was wiederum bewirkt, dass im Endeffekt nicht das erreicht wird, was die Initianten zu erreichen vorgeben, und die Bevölkerung das Vertrauen in die Politik verliert.

Damit komme ich zum Inhaltlichen: Die Initianten sagen, das Volksbegehren «gegen Masseneinwanderung» sei nun also die Chance für eine Neuverhandlung des Personenfreizügigkeitsabkommens mit der EU sowie für strengere Bestimmungen beim Familiennachzug und beim Zugang zu den Sozialwerken. Die CVP/EVP-Fraktion ist klar der Überzeugung, dass die EU nicht auf unsere Wünsche wartet für eine Neu-

verhandlung und dass durch diese Initiative das Freizügigkeitsabkommen gefährdet wird.

Vom Volksbegehren «gegen Masseneinwanderung» gehen weit mehr Gefahren bzw. Risiken aus als Chancen. Weshalb? Es gäbe da eine stattliche Liste von Gründen anzuführen. Ich verkürze sie auf drei Hauptargumente:

1. die unzulässige Vereinfachung bezüglich komplexer Sachverhalte und Handlungsbedarfsefelder;
2. das Ausserachtlassen der Erfolge der aktuellen Zuwanderungspolitik;
3. das gänzliche Fehlen von praktikablen und völkerrechtlich unbedenklichen Vorschlägen, wie das nach einer allfälligen Annahme der Initiativebrisante Verhältnis zur EU zu gestalten wäre.

Zu Punkt 1, Vereinfachung: Die Initiative definiert lediglich Höchstzahlen für die Zuwanderung. Aus dem vom Bundesamt für Justiz erarbeiteten und unseren Räten im Juli letzten Jahres vorgelegten 98-seitigen Bericht des Bundesrates über die Personenfreizügigkeit und die Zuwanderung in die Schweiz ist ersichtlich, dass die existierenden Probleme nicht so einfach zu lösen sind, wie es die Initiative vorschlägt.

Auch die CVP/EVP-Fraktion verkennt nicht, dass die vergleichsweise hohe Zuwanderung der letzten Jahre zu einem starken Bevölkerungswachstum geführt hat. Wir bezweifeln nicht, dass die rasche Zunahme der Bevölkerung klaren Handlungsbedarf generiert, so zum Beispiel auf dem Wohnungsmarkt, in den Bereichen Energieverbrauch, Infrastrukturausbau, Verkehr, Sicherheit, Bildung und Integration sowie in vielen anderen Bereichen. Der Bericht über die Personenfreizügigkeit zeigt deutlich auf, in welche Richtung die ergriffenen und angedachten Gegenmassnahmen gehen – ganz bestimmt kann dies nicht auf die sträflich vereinfachte Art und Weise geschehen, wie es uns die Initiative vorschlägt.

Zu Punkt 2, Erfolge der aktuellen Zuwanderungspolitik: Bleiben wir doch beim eben erwähnten Bericht über die Personenfreizügigkeit. Er zeigt beispielweise auf, wie die Zuwanderung den Erfolg eines wirtschaftlich und gesellschaftlich attraktiven Landes ebenso widerspiegelt wie den Bedarf an ausländischen Arbeitskräften für die gedeihliche Entwicklung der Schweizer Wirtschaft. Das duale Zulassungssystem – also die Zulassung für EU-Staatsangehörige im Rahmen des bestehenden Freizügigkeitsabkommens und die sehr restriktive Zulassung von gutqualifizierten Drittstaatenangehörigen – hat sich weitestgehend bewährt. Die zugewanderten Personen tragen wesentlich dazu bei, dass die Schweiz ihren Wohlstand bewahren kann.

Die Spitzenvertreter von Wirtschaft und Industrie haben uns in der Kommission in beeindruckender Weise dargelegt, wo für sie die Erfolgsfaktoren und wo der Handlungsbedarf beim bestehenden Freizügigkeitsabkommen liegen. Sie taten das nicht blauäugig. Sie sehen auch die von den Initianten erwünschten Vorteile des Begehrts. Aber unisono bewerten sie die Nachteile für den Wirtschaftsstandort Schweiz als gewichtiger und empfehlen deshalb das Nein.

Kolleginnen und Kollegen der SVP, Sie verstehen sich ja als die bauernfreundlichste Volkspartei – aber die Schweizer Bauern unterstützen Ihre Initiative nicht. Im Gegenteil, sie wird vom Schweizerischen Bauernverband abgelehnt, und das nicht grundlos. Von den 34 000 Arbeitskräften auf den landwirtschaftlichen Produktionsbetrieben der Schweiz sind über 11 000 ausländischer Herkunft. Das wurde uns vom Vertreter des Verbandes sehr anschaulich dargelegt. Die Erfüllung des verfassungsmässigen Auftrags, den die Landwirtschaft hat, würde mit der Annahme der Initiative erheblich erschwert. Die Einführung eines Kontingentsystems würde zu einem Verteilkampf um die ausländischen Arbeitskräfte führen. In diesem hätten Landwirtschaftsbetriebe im Gemüse- und Obstbau, aber auch die tierhaltungsintensiven Betriebe gegenüber der Gesamtwirtschaft eine schwierige Position. Die Wirtschaft ist auf gutqualifizierte Arbeitskräfte angewiesen. Dieser Bedarf würde ganz sicher stärker gewichtet als der Bedarf an Mitarbeitenden für Landwirtschaftsbetriebe und wohl auch stärker als der Bedarf an Per-



sonal für die Hotellerie, was auch für die Tourismusbranche zu Schwierigkeiten führen würde.

Zu Punkt 3, Verhältnis zur EU: Zusammen mit dem Bundesrat ist unsere Fraktion überzeugt, dass eine Steuerung der Zuwanderung aus der EU über bürokratische Instrumente, wie sie die Initiative vorsieht, ineffizient und unpraktisch wäre. Das Sichabwenden von der aktuellen, marktgesteuerten Zulassungspolitik hätte gravierendste Folgen wie aller Voraussicht nach das Ende der bilateralen Abkommen und weiterer Vertragswerke mit der EU, ganz abgesehen von der möglichen Verletzung völkerrechtlicher Bestimmungen und der Europäischen Menschenrechtskonvention beziehungsweise der Kinderrechtskonvention im Zusammenhang mit dem Familiennachzug.

Zum Festlegen von Kontingenten gebe ich gerne wieder, was vonseiten unserer Fraktion bereits in der Kommission nachdrücklich aufgezeigt wurde: Die Gefahr des Verstossens gegen das Freizügigkeitsabkommen ist eminent. Artikel 2 des Abkommens verbietet die Diskriminierung, und Artikel 7 fordert die Gleichbehandlung mit den Inländern. Die Chancengleichheit muss also gewahrt sein. Ergo müsste mit der EU zwingend etwas Neues ausgehandelt werden. Die EU ist nicht mehr eine EG-12 oder eine EU-15, sondern schon bald eine EU-28. Das dürfte sehr schwierig werden und könnte gravierende Gegenforderungen nach sich ziehen.

Summa summarum erachtet die CVP/EVP-Fraktion die möglichen Auswirkungen der Initiative bei einer Annahme als wahrhaft gefährlich, und sie erachtet die Initiative zudem als ungeeignet, um rechtlich zulässige, zweckmässige, steuerungswirksame und wirtschaftlich interessante Verbesserungen zu erzielen. Wir lehnen die Initiative ab.

Büchel Roland Rino (V, SG): Geschätzte Kollegin Streiff, mit sanfter Stimme unterstellen Sie den Initianten Halb- und Unwahrheiten. Ist es auch eine Unwahrheit, wenn ich sage, dass die Produktivität in diesem Land in den letzten Jahren kaum zugenommen hat und dass das vor allem darauf zurückzuführen ist, dass es einfach mehr Menschen im Land hat und wir darum ein BIP-Wachstum haben, und nicht darauf, dass die Menschen mehr und bessere Arbeit leisten?

Streiff-Feller Marianne (CE, BE): Ich denke, der Bericht über die Personenfreizügigkeit zeigt ja deutlich, dass die Wirtschaft auch durch die fremden Mitarbeitenden prosperiert und wir auf sie angewiesen sind. Eine Halbwahrheit ist für mich wirklich das, was wir schon bei mehreren Initiativen erlebt haben, dass nämlich gesagt wird, es sei so einfach, die Initiative umzusetzen, das sei völkerrechtlich alles unproblematisch oder die EU gehe dann auf neue Verhandlungen ein. Das stimmt nicht, da wird dem Volk Sand in die Augen gestreut.

Kaufmann Hans (V, ZH): Frau Kollegin, ich gehe davon aus, dass Sie die jüngste Beschäftigungsstatistik auch studiert haben. Da sieht man doch, dass die eigentliche Wirtschaft, ohne den Bausektor gerechnet, innerhalb Jahresfrist Arbeitskräfte abgebaut hat. Warum behaupten Sie dann, die Wirtschaft rufe nach neuen Arbeitskräften? Wir sehen doch, dass die Neubeschäftigungen vor allem im staatlichen Sektor und in den Bereichen Gesundheitswesen, Soziales, Erziehung erfolgt sind, also nicht in der Wirtschaft. Ist Ihnen das nicht bekannt?

Streiff-Feller Marianne (CE, BE): Es ist mir sehr wohl bekannt, dass wir die anderen Punkte auch haben. Aber die Wirtschaft braucht diese Arbeitskräfte, vor allem auch im Bereich der Technologie; das ist Ihnen sicher auch bekannt. Die Wirtschaft ist nicht nur der Bausektor.

Bäumle Martin (GL, ZH): Die Grünliberalen werden die Volksinitiative ablehnen.

Die Bilateralen, die Personenfreizügigkeit sind für die Schweiz ein Erfolgsmodell. Sie sind eine Alternative zu einem EU-Beitritt, den eigentlich fast niemand mehr will, und

zu einem EWR-Beitritt, der abgelehnt wurde. Wir leben heute in einer globalen Wirtschaft, wir haben alle eine hohe Mobilität. Unsere Wirtschaft hat immer wieder Bedarf nach Arbeitskräften, und die Bilateralen haben genau das gebracht, was wir wollten, denn es kommen weitgehend diejenigen Personen in die Schweiz, die die Wirtschaft braucht. Natürlich kommen auch ihre Familien. Aber auch die Familien erhöhen unseren Wohlstand: Sie konsumieren hier, sie beschäftigen sich bei uns, und damit ist der Kernanspruch der Initiative volumnäglich erfüllt. Sie ist also im Kern völlig überflüssig.

Der Druck auf die Infrastrukturen und Siedlungen ist tatsächlich da. Allerdings muss man dazu festhalten, dass das Pro-Kopf-Problem grösser ist als das Kopfproblem. Es ist erstaunlich, dass gerade dann, wenn es um konkrete Massnahmen geht – wie z. B. bei der letzten RPG-Revision, wo es um die Verdichtung nach innen ging –, ausgerechnet die SVP das bekämpft. Wenn es also darum geht, konkret etwas zu tun, um die Probleme der Zersiedelung, der Infrastrukturen usw. zu reduzieren, ist die SVP die Erste, die dagegen antritt. Da fragt man sich, ob sie das Problem wirklich lösen oder ob sie es nicht vielmehr bewirtschaften will.

Zum Druck auf die Löhne: Wir wollen Wettbewerb, das heisst, der Druck auf die Löhne ist in der Wirtschaft nicht etwas grundsätzlich Negatives. Trotzdem können wir festhalten: Es ist nicht nachweisbar, dass in grossem Masse Druck auf die Löhne ausgeübt wird. Allenfalls wurden bei den hohen Löhnen gewisse Reduktionen festgestellt, bei den tiefen Löhnen ist das aber nicht nachweisbar. Wenn man ein Problem hätte mit den tiefen Löhnen, müsste man ja Mindestlöhne einführen. Ich kann mir aber nicht vorstellen, dass die SVP auf einmal zusammen mit der Linken Mindestlöhne unterstützen wird.

Die Grünliberalen setzen eher auf flankierende Massnahmen. Einzelne davon haben wir umgesetzt; es werden weitere folgen müssen. Es gibt hier dann auch unschöne Entscheide, wie die Kettenhaftung für Unternehmen, die wir eingeführt und mitgetragen haben – ein unliberales Element, aber es war ein Schritt, um im Gewerbe vorhandene Ängste abzubauen.

Auch der Druck auf die Umwelt ist ein grosses Problem. Aber auch hier muss man festhalten, dass primär der Pro-Kopf-Konsum, die rund 6000 Watt, das Problem sind und nicht die Anzahl Köpfe. Wenn wir bei 3000 oder 4000 Watt wären, mit erneuerbaren Energien, wäre das wesentlich verträglicher. Aber auch in diesem Bereich – wenn es darum geht, den Druck auf die Umwelt zu reduzieren, die Nachhaltigkeit umzusetzen – kommt der grösste Widerstand von der SVP; man denke an die Energiewende, die CO2-Frage, den Klimawandel usw. Wenn wir diese Themen also ernsthaft angehen wollen, ist nicht die Aufkündigung der Bilateralen oder die Festsetzung von Kontingenzen der Weg, sondern eine Lösung im Zusammenhang mit der Nachhaltigkeit.

Dass es in der Schweiz zu viele Ausländer hat, ist ein immer wiederkehrendes Thema. Wenn zu viele in zu kurzer Zeit kommen, dann löst das Ängste und Unzufriedenheit aus. Es gab die Schwarzenbach-Initiative, es gab die 18-Prozent-Initiative, jetzt heisst es, es seien zu viele Deutsche zugewandert. Mit diesem Thema müssen wir aber in einer globalisierten Welt, in einer offenen Volkswirtschaft und in der Schweiz, die immer ein Zuwanderungsland war und die immer gute Köpfe gebraucht hat, umgehen lernen. Was ist zu tun? Wir müssen die Ängste ernst nehmen, wir müssen aber echte Lösungen suchen – gerade in der Raumplanung, in der Energiepolitik –, statt auf Populismus zu setzen. Allein der Titel der Initiative ist irreführend. Masseneinwanderung verhindern, das klingt ja gut; niemand will eine Masseneinwanderung. Nur sprechen die Fakten eben eine andere Sprache. Von einer Masseneinwanderung kann keine Rede sein.

Es ist aber klar, dass die Zuwanderung nicht unendlich so weitergehen kann. Es ist ebenso klar, wenn auch vielleicht noch nicht für alle, dass auch das Wirtschaftswachstum nicht unendlich so weitergehen kann. Trotzdem fordert niemand Nullwachstum. Im Gegenteil, wir fordern ein nachhalti-



ges Wirtschaftswachstum, das uns jedes Jahr mehr Einkommen generiert, damit wir alle unsere Aufgaben finanzieren können. Das Wirtschaftswachstum der letzten Jahre war sehr wesentlich auf die Zuwanderung und die Freizügigkeit zurückzuführen. Ohne diese beiden Faktoren wäre es wesentlich kleiner gewesen, was auch geheissen hätte, dass die Staatsfinanzen, die Sozialwerke usw. viel stärker unter Druck gewesen wären. Auch diesbezüglich sind wir also ein Stück weit zum Wachstum verdammt. Ob das dann immer gut ist, ist langfristig tatsächlich eine Frage.

Deshalb geht es wieder darum, Missbräuche anzugehen. Zum Beispiel bezüglich der Scheinselbstständigkeit sind wir daran, diese Probleme anzugehen. Schwarzarbeit ist ein anderes Problem. Aber auch da: Die Schwarzarbeit kommt insbesondere auch in Bereichen vor, in denen viele SVPler ihre Unternehmen haben, sei es in der Landwirtschaft oder im Baubereich. Dort sind die Probleme am grössten, dort müssen wir sie angehen.

Der Familiennachzug wird auch immer als ein Problem dargestellt. In der Kommission wurde klar aufgezeigt, dass ein Teil davon hausgemacht ist, mit Familiennachzug im Rahmen von binationalen Ehen. Das ist auch etwas Positives, es gibt nämlich eine Belebung der Schweiz. Auch diese Menschen konsumieren bei uns, und Handel und Gewerbe wachsen. In dem Sinn wird Wachstum generiert.

Mir ist auch nicht klar, was die Initianten eigentlich wollen. Am liebsten möchte man offenbar eine Mauer um die Schweiz bauen, davor noch einen Wassergraben anlegen, damit sicher keiner an die Mauer herankommt. So klingt es manchmal auch in der Bevölkerung. Man möchte eine mittelalterliche Trutzburg, in die niemand hereinkommt. Gleichzeitig möchte man aber egoistisch doch weiter möglichst günstig von allem profitieren, was von aussen hereinkommt, sei es Energie, seien es Waren. Mit der Berliner Mauer wurde das letzte Mal versucht, Leute davon abzuhalten, von einem Ort zum anderen zu gehen. Das ist ein gescheitertes Modell. Ich weiss auch nicht, ob die SVP mit ihrer Initiative die Bilateralen nun wirklich kündigen will. Gewisse SVP-Ausführungen erwecken diesen Eindruck. Andere wiederum sagen, sie wollten nur neu verhandeln, um etwas Besseres zu erreichen. Wer definiert die Ziele der Initiative, was soll dann besser werden?

Bei nüchterner Betrachtung der Initiative könnte man sich sagen: Selbst eine Annahme wäre keine Katastrophe. Denn es stehen keine Zahlen drin. Es heisst einfach, man solle verhandeln. Wenn die Verhandlungen scheitern, bleibt alles beim Alten. Dann bleibt die Verfassung einfach toter Buchstabe. Wir kennen solche Verfassungsartikel. Was passiert dann? Schwenken die Initiantinnen und Initianten dann auf die Ecopop-Initiative um? Diese Initiative sagt dann klar, was sie will, und vor ihr habe ich deutlich mehr Angst. Oder kommt eine Durchsetzungs-Initiative 2 mit einer klaren Absage an die Personenfreizügigkeit oder die Bilateralen? Das ist alles nicht klar.

Ist die Initiative nun eigentlich Wahlkampf, oder ist sie Inhalt? Wenn wir uns selber ernst nehmen, müssen wir die Probleme angehen, statt über eine Volksinitiative zu diskutieren, die nichts bringt. Aber wie gesagt: RPG-Revision, Energiewende, flankierende Massnahmen – sehr oft wird genau das von der SVP bekämpft.

Ich komme zum Schluss: Die Grünliberalen werden die Initiative ablehnen, und wir wollen auch keinen Gegenvorschlag dazu, weil wir nicht wissen, was in diesem Gegenvorschlag stehen soll, und weil die Initianten ihre Initiative ohnehin nicht zurückziehen werden; denn diese Initiative ist letztlich ihr Wahlkampfthema, und das werden sie sich kaum nehmen lassen. Man muss als Politiker den Mut haben, hinzustehen und den Bürgern zu erklären, was eine solche Initiative bedeutet. Dann wird das Volk, davon bin ich überzeugt, auch weiterhin zum bilateralen Weg und zur Personenfreizügigkeit stehen.

Heim Bea (S, SO): Es kommt ja nicht allzu oft vor, dass so unterschiedliche Organisationen wie der Arbeitgeberverband, der Gewerkschaftsbund, der Gewerbeverband, Travail

Suisse, der Bauernverband und die Eidgenössische Kommission für Migrationsfragen unisono der gleichen Meinung sind wie die SP, der Bundesrat und die Staatspolitische Kommission: Die Initiative gehört klar abgelehnt!

Warum? Die Initiative gefährdet Arbeitsplätze, sie gefährdet die Löhne und den Wohlstand in unserem Land, sie gefährdet die guten Beziehungen zu unseren Nachbarländern. Da kann man dann lange davon schwärmen, man müsse mit der EU und unseren Nachbarländern sprechen und verhandeln – mit der Initiative gefährdet man die Beziehungen zu diesen. Die Personenfreizügigkeit hat viel zum Wirtschaftswachstum und zum Beschäftigungswachstum der letzten Jahre beigetragen. Sie bringt mehr Prosperität, Mehreinnahmen in den Sozialwerken – das sei zu betonen –, mehr Steuererträge; sie stärkt die Wirtschaft, sichert Arbeitsplätze und Einkommen in unserem Land. Das ist nicht das Prinzip Hoffnung, sondern das sind Tatsachen.

Die Initiative zeigt klar Schattenseiten: Missbräuche bei Lohn- und Arbeitsbedingungen. Die SP hat immer davor gewarnt, und sie hat sich darum erfolgreich für die flankierenden Massnahmen eingesetzt. Das Lohndumping müssen wir mit konsequenteren Lohnkontrollen angehen; auch die massiv gestiegenen Mieten müssen wir entschiedener bekämpfen. Wo bieten da die Initianten Hand? Nein, sie wollen etwas anderes. Sie wollen, dass die Schweiz ihre Beziehungen zur EU, ihrem grössten Exportmarkt, aufs Spiel setzt. Ich sage Ihnen: Das ist ein gefährliches Spiel mit dem Feuer – genau das bewirkt die Initiative. Sie will zurück zur Kontingentwirtschaft, obwohl sie damit die Kündigung des Freizügigkeitsabkommens und damit der Bilateralen I insgesamt in Kauf nimmt. Das heisst, diese Initiative bedeutet wirtschaftspolitisch eine Hochrisikostrategie.

Eine Kündigung des Freizügigkeitsabkommens würde die Schweiz zur Bittstellerin degradieren und sie zu Preiszugsständnissen zwingen. Das Resultat wäre ein Abbau von Arbeitsplätzen. Mit der geforderten Rückkehr zur Kontingentwirtschaft würden wie früher die strukturschwachen, aber lobbystarken Branchen – Landwirtschaft, Gastgewerbe und Baubranche – ihre Kontingente durchsetzen, und die kleinen, produktiven, zukunftsfähigen Wachstumsbranchen hätten das Nachsehen, mit dem Effekt, dass die Produktivität im Land abnimmt, die Schweiz zu einem Billiglohnland wird, die Löhne sinken und die Renten dazu.

Auch demokratiepolitisch gesehen ist diese Initiative mehr als fahrlässig. Zu behaupten, es kämen dann weniger Leute in die Schweiz, heisst, Sand in die Augen der Leute zu streuen. Auch zu Zeiten der Kontingente hat die Schweiz eine Einwanderung gehabt, und zwar eine grosse. Es ist der Wirtschaftsgang, der die Einwanderung steuert. Die Initiative wird nicht halten, was sie verspricht.

Zu den Zahlen von Luzi Stamm: Es sind unsere Tieflohnbranchen, die die Leute ins Land holen. Das heisst, wer die Einwanderung kontrollieren will, muss die Arbeitsmarktmaßnahmen verstärken, den Schutz der Arbeitsbedingungen und der Löhne verstärken. Es braucht flankierende Massnahmen mit mehr Biss, mehr Biss auch im Vollzug, und die konsequente Durchsetzung des Prinzips, dass in der Schweiz Schweizer Löhne und Schweizer Arbeitsbedingungen gelten. Es braucht, als Schutz vor Lohndumping, Mindestlöhne in möglichst allen Branchen. Das Bundesgesetz über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen datiert von 1956 und muss unbedingt der heutigen Zeit angepasst werden, damit Gesamtarbeitsverträge aus öffentlichem Interesse allgemeinverbindlich erklärt werden können. Wo bietet da die SVP Hand?

Ich hätte auch einige Fragen an den Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes, der jetzt aber leider nicht anwesend ist: Warum ist in der Deutschschweiz noch kein einiger Mindestlohn erlassen worden, obwohl der Lohndruck hier gleich relevant ist wie in der Romandie? Warum schützt die Schweiz ihre Arbeitskräfte nicht so gut wie andere Länder, nämlich mit einem wesentlich höheren Grad bei der Abdeckung mit Gesamtarbeitsverträgen? Warum sorgt der Bund nicht für mehr Kontrollen in den Kantonen?



Wer die Einwanderung dämpfen will, muss in diesem Land in die eigenen Ressourcen investieren, sie besser nutzen. Was wir heute machen, die Nachfrage nach Fachkräften durch Zuwanderung abdecken, ist unklug und riskant. Die Schweiz braucht eine Bildungsoffensive; sie muss in die eigenen Leute investieren, sie zu Fachkräften ausbilden. Es braucht eine Bildungsoffensive auch angesichts des dramatischen Mangels an Gesundheits- und Medizinalpersonal. Es braucht eine Bildungsoffensive für die hier ansässigen Migrantinnen und Migranten als Vorsorge für schwierigere Zeiten. Es braucht innenpolitische Reformen, im sozialen Wohnungsbau – damit die Mieten in den Zentren wieder bezahlbar sind –, zum Schutz der Schweizer Löhne gegen Lohndumping und für sichere Renten im Alter.

Wir müssen uns bewegen, aber nicht mit dieser Initiative, sonst werden wir es einmal bitter büßen. Diese Initiative vermischt Arbeitsmigration mit dem Asylbereich; sie bringt nicht weniger, sondern im Endeffekt vielleicht sogar mehr Zuwanderung, und sie gefährdet letztlich Arbeitsplätze und Löhne. Darum sagt die SP: Diese Initiative gehört abgelehnt.

Landolt Martin (BD, GL): Die BDP-Fraktion lehnt die Volksinitiative ab.

Wir anerkennen, dass es hier der SVP einmal mehr gelungen ist, eine Frage zu thematisieren, welche die Leute beschäftigt und welche mit grossen Emotionen verbunden ist. Das macht die Initiative aber nicht besser und nicht notwendiger. Es ist eine Tatsache, dass Einwanderung, dass Migration, dass die Personenfreizügigkeit auch zu Angsten, Unsicherheiten und Missbräuchen führt. Die Initiative thematisiert die Probleme zwar, sie bietet aber, einmal mehr, keine praktikable Lösung und dürfte nicht halten, was sie verspricht. Es dürfte deshalb auch eher das Ziel der Initiative sein, das Problem zu thematisieren, als es wirklich zu lösen. Die Initiative ist vor allem deshalb keine Lösung, weil sie verschiedene Migrationsthemen wie die Personenfreizügigkeit und das Asylwesen miteinander vermischt und teilweise Dinge steuern will, die gar nicht steuerbar sind. Sie ist vor allem auch deshalb keine Lösung, weil sie zur Kündigung der bilateralen Abkommen mit der EU führen würde. Sie gefährdet damit ein Erfolgskonzept der Schweizer Wirtschaft, über das man sehr lange sprechen könnte. Wir sagen nicht, dass dieses Erfolgskonzept keine negativen Begleiterscheinungen hätte, aber es ist falsch, wegen dieser Begleiterscheinungen gleich das ganze Konzept über Bord zu werfen.

Wissen Sie, wir werden in den nächsten Monaten die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen in der Schweiz gegen verschiedene ernstzunehmende Angriffe zu verteidigen haben. Es stehen Initiativen im Raum wie die 1:12-Initiative, die Mindestlohn-Initiative, die Erbschaftssteuer-Initiative, die das ErfolgsmodeLL der Schweiz in seiner Substanz gefährden und angreifen. Das sind Initiativen, die von der politischen Linken lanciert worden sind, die man ihr aber auf keinen Fall vorwerfen darf, denn es gehört zu ihrem Parteiprogramm, dass sie solche Initiativen bringt. Dass ausgerechnet in diesem Umfeld noch eine wirtschaftsfeindliche Initiative von bürgerlicher Seite her lanciert wird, ist, gelinde gesagt, nicht geschickt und für mich sehr schwer zu erklären.

Die Schweizer Wirtschaft ist auf Arbeitskräfte und Fachkräfte aus dem Ausland angewiesen, und zwar einzig und allein aus dem Grund, weil wir nicht genügend einheimische Fachkräfte haben. Das ist tatsächlich nicht unbedingt nachhaltig, und hier besteht ein Ansatz, an dem wir arbeiten müssen. Die BDP-Fraktion hat deshalb in dieser Session eine Motion eingereicht, die vom Bundesrat Massnahmen fordert, mit dem Ziel, den Fachkräftemangel und damit die Abhängigkeit vom Ausland wirksam zu reduzieren: beispielsweise mit einer Bildungsoffensive, insbesondere in denjenigen Bereichen, in denen heute Fachkräfte fehlen; beispielsweise auch durch die Schaffung von Anreizen für die junge Generation, ihre berufliche Laufbahn in denjenigen Bereichen zu planen, in denen heute Fachkräfte fehlen; und beispielsweise durch eine konsequente Förderung von weiblichen Arbeitskräften, die der Wirtschaft heute schlichtweg fehlen, weil die Rahmenbedingungen noch nicht stimmen.

Es gibt also Möglichkeiten, wie wir die heutige Situation verbessern können. Es ist aber auch ehrlich, wenn man zugibt, dass man die Vorteile der Personenfreizügigkeit nicht vollständig nutzen kann, ohne auch gewisse Nachteile akzeptieren und damit umgehen zu müssen. Wir müssen diese Nachteile möglichst minimieren. Ganz aus der Welt schaffen werden wir sie aber nie können.

Man darf den Leuten, nur weil es gut tönt, nicht Lösungen versprechen, die man letztlich nicht einhalten und nicht liefern kann. Die Initiative tut dies aber, und wir bitten Sie deshalb, sie zur Ablehnung zu empfehlen.

Rutz Gregor A. (V, ZH): «Mein Gott», hat heute Morgen jemand zu mir gesagt, «jetzt müssen wir so lange über diese SVP-Initiative sprechen! Und ich sage Ihnen: Es ist gut so, auch wenn Sie vielleicht nicht wirklich Lust dazu haben. Es ist wichtig, dass wir über diese Themen sprechen, über die Zuwanderungsproblematik, welche viele von Ihnen seit Jahren und Jahrzehnten möglichst ausblenden möchten. Es ist nicht ein Spiel mit dem Feuer, wenn wir dieser Initiative zustimmen; es wäre ein Spiel mit dem Feuer, wenn wir dieser Diskussion aus dem Weg gehen würden.

Was will die Initiative «gegen Masseneinwanderung»? Die Initiative will, dass die Schweiz wieder selber bestimmen kann, welche und wie viele Ausländer in unser Land kommen. Die Initiative will also, dass wir im Bereich der Migration wieder handlungsfähig werden und bei Bedarf geeignete Massnahmen ergreifen können. Diese Handlungsfähigkeit, diese Steuerungsmöglichkeiten haben wir 2007 mit der Einführung der Personenfreizügigkeit und mit der Aufgabe des Kontingentsystems weitgehend aus der Hand gegeben. Sie sehen es in allen Statistiken: Seit fünf Jahren explodieren die Einwanderungszahlen, und in den vergangenen fünf Jahren hat die Einwohnerzahl unseres Landes um gut 350 000 Personen zugenommen, mehr, als die Stadt Zürich Einwohner hat. In diesem Zusammenhang von einer Masseneinwanderung zu sprechen, ist sicher nicht verfehlt. Diese Zuwanderung hat Folgen: überfüllte Busse, Trams und Züge, ständige Staus und Verkehrsengpässe, einen enormen Anstieg der Miet- und Bodenpreise, Druck auf die Löhne, Schwierigkeiten im Bildungssystem. Dies sind Folgen, die die Bevölkerung spürt, aber auch Folgen, die das Gewerbe und die Wirtschaft spüren; es sind Folgen, welche entscheidend sind für die Stabilität der Rahmenbedingungen in diesem Land; oder auch Folgen, die mit der Attraktivität des Wirtschafts- und Werkplatzes Schweiz eng zu tun haben. Die ganze Infrastruktur platzt aus den Nähten. Wir müssen uns überlegen, wie wir die Energie- und Wasserversorgung sicherstellen können. Wir müssen uns fragen, ob es möglich ist, für all diese Menschen Wohnraum zu schaffen und gleichzeitig zu schauen, dass Landschaft und Natur geschützt sind. Und wir müssen uns auch fragen, ob es sinnvoll ist, dass im knappen Markt die Miet- und Bodenpreise derart ansteigen, dass die Gemeinden mittlerweile aus Steuermitteln Wohnungen erstellen müssen, damit sich Normalverdienende überhaupt noch eine Wohnung leisten können. Diesen Fragen können Sie nicht einfach ausweichen, sie liegen auf dem Tisch, und die Bevölkerung erwartet eine Antwort.

Woher röhrt das alles? Der Zusammenhang mit der Personenfreizügigkeit und dem Schengen-Abkommen ist offensichtlich. Es geht hier nicht darum, dem Freizügigkeitsabkommen alles in die Schuhe zu schieben; es geht einfach darum, den Problemen in die Augen zu schauen. Ich erinnere mich noch gut an die Abstimmungskämpfe zum Freizügigkeitsabkommen und zum Schengen-Abkommen. Ich habe nachgelesen: «Schengen hat mit Einwanderung nichts zu tun» – «Aargauer Zeitung» im Mai 2005 – und so weiter und so fort, ein einziges Zebrieren von Oberflächlichkeit. Und jetzt schauen Sie einmal auf die EU: Die EU hat erkannt, dass es Probleme gibt. Lesen Sie den «Spiegel» vom 30. Mai dieses Jahres: «Die EU reformiert das Schengen-Abkommen.» Und weiter: «Die EU-Staaten können die nationalen Grenzen zukünftig für bis zu zwei Jahre schliessen. Wenn sie die massenhafte Ankunft von Flüchtlingen be-



fürchten, sollen die Länder des Schengen-Raums wieder Grenzkontrollen einführen können.» Das sind die Diskussionen, die dort geführt werden. Diese Länder haben erkannt: Es ist eben doch nicht alles so einfach. Und im grossen Kontrast dazu stehen alle diese Zuschriften, die wir in den letzten Tagen und Wochen erhalten haben und welche uns weismachen wollen, dass eine Annahme dieser Initiative die Kündigung aller bilateralen Verträge zur Folge hätte.

Was machen Sie, wenn Sie in einem Unternehmen ein Problem haben, wenn Sie einen Vertrag abgeschlossen haben, welcher nachteilige Folgen mit sich bringt? Sie schliessen sich doch nicht zu Hause ein und sprechen mit niemandem darüber! Nein, Sie suchen Lösungen, Sie suchen den Austausch, und das ist das, was diese Initiative will. Wir müssen über diese Probleme reden, und wir müssen Lösungen suchen. Die Massnahmen, die wir getroffen haben, um die Probleme in den Griff zu bekommen, sind nicht zielführend. Sie wollen einen Ärztestopp, um den Zustrom ausländischer Ärzte zu bremsen. Sie sehen, dass das Bundesamt für Migration von ausländischen Prostituierten Businesspläne einfordert, um die Probleme im Bereich des Menschenhandels in den Griff zu bekommen. Sie kreieren flankierende Massnahmen bis zum Abwinken, um die Auswirkungen des Wettbewerbs, welchen die Freizügigkeit ja eigentlich schaffen will, wieder zu verhindern.

So lösen wir diese Probleme nicht! Sie lösen kein einziges Problem bezüglich Sicherheit und Kriminalität, Sie lösen kein einziges Problem, das sich im Zusammenhang mit der Infrastruktur stellt, und Sie lösen kein einziges Problem, weil wir heute hier einfach keine Handlungsfähigkeit mehr haben. Diese Initiative will, dass wir wieder selber bestimmen können, welche und wie viele Leute in dieses Land kommen. Das macht Sinn, und darum stimme ich der Initiative zu.

Caroni Andrea (RL, AR): Als Ausserrhoder musste ich mir die Augen reiben, als ich die Plakate zu dieser Initiative zum ersten Mal in meinem Kanton sah. Wir leiden nämlich nicht an einer Masseneinwanderung, wir haben schon eher mit Abwanderung zu kämpfen. Unser Regierungsrat hat sich sogar das Legislaturziel gesetzt, die Bevölkerungszahl zu steigern. Darum, liebe Initianten, bevor Sie das nächste Mal eine solche Initiative lancieren, geben Sie doch diesen hochqualifizierten Ausländern, die Sie nicht mehr wollen, einfach eine Standortbroschüre Ausserrhoden in die Hand! Sie können diese umsonst bei mir beziehen. Bei uns sind gute Leute immer willkommen.

Von Ausserrhoden möchte ich nun aber den Blick in die Welt schweifen lassen und kurz überlegen: Was hiesse es denn für unsere internationalen Beziehungen, wenn wir diese Initiative annähmen? Die Initiative reibt sich erstens einmal mit dem völkerrechtlichen Non-Refoulement-Gebot. Wenn die Kontingente im November ausgeschöpft sind, dann können Sie nicht im Dezember hingehen und einen verfolgten Flüchtling der Folter überlassen. Dasselbe gilt zweitens für unsere Menschenrechtsverpflichtungen aus dem Uno-Pakt II, aus der EMRK, mit denen wir ja versprochen haben, Menschen ein gewisses minimales Familienzusammenleben zu gewähren. Auch das reibt sich mit pauschalen Verweigerungen des Aufenthalts nach Kontingenten. Drittens ist unser Land auch wichtige handelsrechtliche Verpflichtungen eingegangen, im Rahmen der WTO, im Rahmen von bilateralen Freihandelsabkommen, mit denen wir ebenso auf den Inländervorrang und Kontingente für gewisse Gruppen verzichtet haben.

Das Herz aller internationalen Verträge aber, auf das ja die Volksinitiative direkt zielt, ist das Freizügigkeitsabkommen mit der EU. Jeder in diesem Saal weiß, dass diese Initiative dem Freizügigkeitsabkommen diametral entgegenläuft. Die Initiative fordert den Bundesrat ja auch auf, entweder das Freizügigkeitsabkommen neu zu verhandeln oder es zu kündigen. Die Idee der Neuverhandlung ist natürlich Augenwischerei. Die Personenfreizügigkeit ist ein Wesenskern des europäischen Binnenmarkts, und die EU wird uns nimmer Zugeständnisse machen. Sogar wenn sie zu diesem Thema überhaupt Gespräche aufnehmen würde – haben Sie denn

das Gefühl, dass der Gesamtdeal am Ende für uns vorteilhafter wäre als der heutige? Im Gegenteil. Gerade Sie zur Ratsrechten beklagen ja auch immer die Forderungen der EU bezüglich automatischen Informationsaustauschs, Übernahme des Steuerkodex, institutioneller Reformen und fremder Richter, wie Sie sie nennen. Mit solchen Verhandlungen aber, da öffnen Sie die Büchse der Pandora. Und ganz besonders spielen Sie den Verhandlungspartnern in die Hände, weil Sie selber uns ja eine Frist von drei Jahren bis zum Abschluss setzen. Gibt es denn etwas Schöneres für einen Verhandlungspartner als zu wissen, dass die Gegenpartei innert einer bestimmten Frist einen Vertrag abschliessen muss? Warum wollen Sie uns der EU – ausgerechnet Sie – dermassen ans Messer liefern?

Die Idee der Kündigung des Abkommens ist kein Deut besser, denn damit fällt ja nicht nur das Freizügigkeitsabkommen weg, sondern die Guillotine würde heruntersausen und gleich alle Verträge der Bilateralen I köpfen. Wir verlören damit nicht nur das Freizügigkeitsabkommen und diese unbürokratische Zulassung von wertvollen Arbeitskräften, die unsere Wirtschaft antreiben, sondern wir verlören auch das Abkommen, welches unserer Industrie erleichterte Exporte ermöglicht, wir verlören das Agrarabkommen, das unserer Landwirtschaft namentlich den Käseexport erlaubt, wir verlören den einfachen Zugang unseres Landverkehrs zur EU, wir verlören den Zugang unseres Luftverkehrs zur EU, und wir würden, und dies als Wissensnation, sogar von der Forschungszusammenarbeit abgeschnitten.

Sogar wenn das eine oder andere Abkommen dann separat wieder ausgehandelt werden könnte, hätte dies zwei schwerwiegende Nachteile: zum einen den Preis, den wir auf den Verhandlungstisch legen müssten, und zum anderen die enorme Unsicherheit für unseren Wirtschaftsstandort in den langen Jahren der Kündigung und der Neuverhandlung. Diese Unsicherheit alleine ist ja schon Gift.

Zum Abschluss: Ich verstehe gewisse Sorgen, die sich aus der Zuwanderung ergeben mögen. Sehen wir aber die immensen Vorteile, die uns die Personenfreizügigkeit bringt. Lösen wir konkrete Probleme mit konkreten Lösungen, aber schütten wir nicht das Kind mit dem Bade aus. Denn nehmen wir die Volksinitiative an, können wir das Freizügigkeitsabkommen nicht neu verhandeln, wir können es faktisch nur kündigen. Und damit schütten wir dann mit dem Kind das Bad aus und gleich reihenweise alle bilateralen Bäder. Und die Nachteile, die uns dadurch entstünden, hätten sich gewaschen.

Ich bitte Sie, diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Amarelle Cesla (S, VD): L'initiative populaire «contre l'immigration de masse» se caractérise surtout par le retour au régime des contingents. La proposition consiste à revenir 50 ans en arrière et à oublier toutes les leçons du passé. La Suisse a connu trois régimes juridiques différents au cours du siècle dernier: il y a eu d'abord le régime des contingents de saisonniers durant les années 1960. Il y a eu les contingents des deuxième et troisième cercles au cours des années 1990. Puis, il y a eu le régime de la libre circulation à partir de 2002. Si nous avons abandonné le régime des contingents progressivement à partir de 2002, c'est parce qu'il s'est révélé inefficace et même dangereux pour l'économie.

D'abord, il faut insister sur le fait que le système des contingents n'a jamais fait baisser les mouvements migratoires. En 1960 et 1990, on a vécu d'ailleurs avec cet instrument des vagues migratoires très importantes. Tout au plus, il a fait augmenter l'immigration irrégulière quand il était mal ajusté par rapport aux besoins de l'économie.

Ensuite, il faut rappeler que le système des contingents suppose une planification étatique du nombre de permis; cela implique un arbitrage entre des demandes concurrentes de l'économie. Dans les faits, cela ne peut provoquer qu'une mauvaise allocation de ressources, comme l'histoire migratoire l'a amplement démontré au cours des années 1960. A cette époque, le système compliqué des contingents de saisonniers a contribué à renforcer en fait des secteurs pour



lesquels l'économie ne possédait pas d'avantages concurrentiels, comme l'agriculture par exemple. C'est donc ici une leçon d'histoire qu'il est utile de rappeler.

Aujourd'hui, l'économie suisse souffre d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Cette pénurie a été compensée par l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP), qui a permis de soutenir du même coup la compétitivité de l'économie suisse en important une main-d'œuvre qualifiée. En remettant en cause l'ALCP, c'est l'important acquis de notre modèle de croissance économique que l'UDC remet en cause. Il faut avoir une belle obstination et une belle dose de poussée de fièvre populiste pour laisser entendre que le retour préhistorique aux contingents serait bon pour le pays.

En cela, j'aimerais insister sur deux points. D'abord, par rapport à ce qu'a dit Monsieur Stamm concernant les soi-disant spécialistes: contrairement à ce que dit l'UDC, la migration n'est pas un phénomène autonome; elle est intrinsèquement liée à la croissance économique. L'équation est simple: la croissance entraîne une importation de main-d'œuvre, et si celle-ci est limitée, la récession ou la décroissance s'installe. Les spécialistes ne se sont pas trompés en la matière, puisqu'ils ont fait le pari qu'en supprimant le statut de saisonnier, les places de travail non qualifiées allaient être occupées par des ressortissants européens – c'est exactement ce qui s'est passé dès 2002.

Le risque que l'UDC parvienne à faire passer cette initiative est bien réel, et j'aimerais ici émettre un avertissement. Monsieur Rutz, nous ne masquons pas la réalité, bien au contraire: il y a aujourd'hui un malaise profond au sein de la population. Les cantons métropolitains et frontaliers – d'où je proviens – sont en effet depuis plus d'une dizaine d'années confrontés à d'importants défis relatifs à la gestion de la croissance démographique et économique. Ces cantons souffrent de problèmes en lien avec les infrastructures, les logements et la sous-enchère salariale. Il est vrai qu'au cours de ces onze dernières années, la population suisse a augmenté de 0,9 pour cent par an, contre 0,6 pour cent dans les années 1990 et 0,8 pour cent dans les années 1980. Mais les problèmes actuels relèvent bien plus d'un attentisme politique irresponsable et de mauvais choix de promotion économique, axés sur l'implantation massive d'entreprises étrangères, que de l'augmentation du solde migratoire. Attirer à tout prix ce type de sociétés par le biais de cadeaux fiscaux, les laisser importer de la main-d'œuvre étrangère et venir se plaindre ensuite de l'augmentation démographique, cela n'a vraiment rien de cohérent.

Jusqu'à présent, le Conseil fédéral a fait preuve de beaucoup d'attentisme en refusant d'accompagner l'évolution démographique avec une mise en oeuvre de politiques publiques solides en matière de lutte contre la sous-enchère, de création de logements abordables et d'offensive en matière de formation pour aider la population résidente suisse à renforcer ses perspectives d'accès durable au marché du travail. Le gouvernement fédéral n'a agi qu'au compte-gouttes – on se souvient qu'il a légitéré pour lutter contre les indépendants fictifs et sur la responsabilité solidaire vis-à-vis des sous-traitants, mais pas plus.

L'agitation que le Conseil fédéral a lui-même provoquée autour de l'activation de la clause de sauvegarde – qui ne concerne que 1000 à 3000 permis B par an face aux 58 000 permis B obtenus par exemple en 2013 –, illustre d'ailleurs bien son manque d'ambition en la matière. Face aux enjeux à venir, cet attentisme risque fort de les affecter. C'est la raison pour laquelle le groupe socialiste appelle toutes les forces politiques qui ont conscience de l'enjeu et du danger que représente cette initiative à mettre en place des mesures d'accompagnement renforcées dans le domaine de la formation, de la sous-enchère sociale et salariale, du logement et des infrastructures.

Nous vous demandons évidemment de recommander le rejet de cette initiative.

Amaudruz Céline (V, GE): Vous indiquez que c'est l'immigration, la libre circulation qui fait la prospérité d'un pays, alors que clairement, c'est la prospérité qui crée une immi-

gration. Pourriez-vous alors m'expliquer pourquoi aujourd'hui l'immigration ne pourrait pas créer la prospérité de la Grèce, du Portugal ou de l'Espagne, et pourquoi elle continue de venir en Suisse?

Amarelle Cesla (S, VD): Les spécialistes – puisque vous niez aux spécialistes une certaine compétence – ne sont pas très au clair pour savoir si la migration est une cause ou un effet de la croissance; ça, c'est vrai. Mais il est tout à fait clair que toute l'histoire migratoire a démontré que lorsqu'il y a de la croissance, on importe de la main-d'œuvre, et lors d'une récession, il y a moins d'étrangers.

En 1941, le taux d'étrangers en Suisse était de 4 pour cent: la récession était très forte, on se trouvait dans une économie de guerre, et il y avait très peu de travail pour les étrangers en Suisse. C'est la raison pour laquelle nous plaitions – je ne voudrais pas qu'il y ait un malentendu là-dessus – pour qu'il y ait une vraie prise en compte des besoins de la population suisse, en matière de formation notamment. Comme il y a une pénurie de main-d'œuvre qualifiée en Suisse, on fait venir des gens au lieu d'utiliser la main-d'œuvre disponible en Suisse.

Amaudruz Céline (V, GE): Dès l'école primaire, les instituteurs enseignent aux élèves les rudiments de la géographie de la Suisse. A cet âge, quel aspect de ces leçons frappe peut-être le plus les jeunes esprits? Pour les élèves vivant dans des agglomérations, ce sont tout particulièrement les paysages idylliques illustrant les manuels qui les enchantent et qui leur permettent de faire une pause dans l'apprentissage, par exemple, des principaux affluents de l'Aar. Un aspect marque toutefois tous les élèves où qu'ils résident, c'est, vous l'aurez deviné, la modeste superficie de notre pays. Lorsqu'ils découvrent la place de la Suisse sur une sphère qui représente le globe terrestre, les enfants, surpris, comparent souvent notre pays à un confetti, tant il est vrai que de nombreux Etats ont une superficie supérieure à celle de la Suisse. De retour dans les pages des manuels consacrés à la Suisse, les élèves peuvent lire que les deux tiers de la population suisse se concentrent sur le Plateau où la densité de 450 habitants par kilomètre carré est parmi les plus élevées au monde.

C'est en gardant à l'esprit ce cadre géographique particulier qu'il faut discuter de notre politique d'immigration. Or, pour pouvoir définir sa politique d'immigration, la Suisse doit se réapproprier les moyens de contrôler l'immigration, qu'elle a aliénés en ratifiant des traités internationaux. En matière d'immigration, affirmer que les Etats déterminent librement et souverainement leur politique peut sembler un lieu commun. Pour la Suisse, qui a perdu tout contrôle sur l'immigration, ce n'est pas un lieu commun. La fin de la clause de sauvegarde permettra aux 503 millions d'habitants des Etats membres de l'Union européenne de s'établir en Suisse pour échapper à la faillite des modèles économiques de leurs Etats respectifs, tout en bénéficiant par la même occasion de la générosité de nos assurances sociales.

L'initiative populaire «contre l'immigration de masse» a passablement été diabolisée dans les médias, alors qu'elle entend simplement donner à la Suisse les moyens de gérer de façon autonome son immigration, et cela, sans qu'aucun traité puisse priver notre Etat de sa compétence régaliennes en matière de gestion de l'immigration. Car, contrairement à ce que voudrait nous faire croire le Conseil fédéral, le tableau n'est pas rose; il serait même plutôt noir.

Au lieu de nous rappeler qu'en dix ans, 650 000 personnes sont venues s'établir en Suisse, je souhaiterais évoquer la situation à laquelle fait face mon canton: entre 2000 et 2012, le canton de Genève a vu sa population croître de près de 60 000 personnes, et la cause n'est pas un soudain baby-boom, mais le solde migratoire. Jamais les spécialistes n'avaient envisagé un tel développement démographique. En 1999, l'Office fédéral de la statistique avait établi diverses projections démographiques. Le scénario prévoyant la hausse la plus forte tablait sur 3100 habitants de plus par an et estimait que le canton de Genève compterait 465 000 ha-



bitants en 2020. L'immigration massive a donc fait mentir les spécialistes, ce nombre de 465 000 habitants ayant été dépassé fin 2011.

Les effets de cette immigration massive sont ressentis par la population dans de nombreux domaines. En matière de logement, l'immigration entraîne, comme cela a été démontré dans une étude de la BNS, une hausse du prix des loyers. Entre 2002 et 2012, les loyers ont presque doublé à Genève. La principale victime de l'immigration de masse est la classe moyenne, qui, trop riche pour bénéficier de l'aide étatique et trop pauvre pour accéder à la propriété à Genève, se voit contrainte de partir, principalement en France. C'est ainsi que, dans l'impossibilité de se loger à Genève, plus de 30 000 Suisses ont quitté le canton entre 2000 et 2012.

Voilà ce que crée l'immigration de masse et ce qu'elle engendre comme conséquence pour les Suisses: l'exil. La libre circulation des personnes et l'immigration massive qui en résulte ne profitent pas aux Genevois qui continuent à païtr d'un taux de chômage sensiblement plus élevé que la moyenne suisse, victimes d'une concurrence sans pitié sur le marché du travail.

A la problématique de la sous-enchère salariale s'ajoute celle de la surreprésentation des étrangers parmi les bénéficiaires de prestations de nos institutions sociales. A Genève, les étrangers inscrits au chômage sont plus nombreux que les Suisses. En matière de criminalité également, il faut oser affronter la vérité en face. Les prisons suisses hébergent plus de 80 pour cent d'étrangers en détention préventive et deux tiers d'étrangers en exécution de peine. A Genève, le taux d'étrangers en détention préventive grimpe même à 91,3 pour cent. Ces chiffres concernant les prisons ne sont que le reflet de la surreprésentation des étrangers parmi les prévenus, selon le Code pénal, selon la loi sur les stupéfiants et selon d'autres normes pénales comme tout un chacun peut le constater en consultant la statistique policière et de la criminalité.

Aucune personne de bonne foi ne peut ignorer le problème posé par une immigration non maîtrisée. Faut-il construire à un rythme plus soutenu? faire tourner les bétonneuses jour et nuit pour loger le flux de migrants que l'on veut imposer? L'habitat et les infrastructures progressent déjà de 0,9 mètre carré par seconde. N'est-ce pas suffisant? Le peuple qui a démontré encore tout récemment son attachement au paysage acceptera-t-il d'urbaniser davantage un territoire relativement petit et densément peuplé pour permettre la poursuite de la politique irresponsable du laissez-faire du Conseil fédéral en matière d'immigration.

Notre économie n'a pas besoin de cette immigration de masse ruineuse qui pèse et pèsera toujours davantage sur nos infrastructures, nos assurances sociales, tout en exigeant des effectifs policiers et des places de détention supplémentaires.

Le succès de la Suisse, c'est la stabilité de ses institutions, sa démocratie directe, sa fiscalité, sa productivité, sa paix du travail.

Leuenberger Ueli (G, GE): Madame Amaudruz, comme vous, je suis Genevois. Vous avez dit de manière juste que le tableau n'est ni rose ni noir. Vous avez donné des chiffres relatifs à l'immigration à Genève. Pouvez-vous nous donner les chiffres pour la même période du point de vue du développement économique – soit en création de postes de travail –, en augmentation du pouvoir d'achat, en amélioration des services d'utilité publique à Genève, afin de ne pas avoir seulement un tableau noir de la situation, comme vous la décrivez?

Amaudruz Céline (V, GE): Monsieur Leuenberger, je n'ai malheureusement pas les chiffres sous les yeux, mais vous devez probablement les connaître. Vous auriez donc mieux fait de les annoncer et j'aurais alors pu confirmer ou non.

Schneider-Schneiter Elisabeth (CE, BL): Diese Initiative ist ein Spiel mit dem Feuer – wer weiss das besser als die Initianten selber? Denn waren es nicht gerade jene Kreise, wel-

che im Zusammenhang mit der Abstimmung um den Beitritt der Schweiz zum EWR den bilateralen Weg immer als Königsweg bezeichnet haben? Und nun setzen genau jene Leute diese Errungenschaften fahrlässig aufs Spiel. Es ist erwiesen, dass gerade die Zuwanderung uns zu einem der wettbewerbsfähigsten Länder gemacht hat. Trotz einer unbestrittenen hohen Zuwanderung ist die Arbeitslosenquote mit 3 Prozent so tief, dass uns viele europäische Länder darum beneiden. Zudem fehlen uns in den verschiedensten Branchen Tausende von Leuten; wir haben das heute schon verschiedentlich gehört. Es fehlen uns nicht nur Mathematiker, Ingenieure, Naturwissenschaftler und Techniker, es fehlen uns eben auch Leute im Gesundheitsbereich, in der Gastronomie, auf dem Bau, oder es fehlen uns beispielsweise auch Metzger. Kennen Sie noch jemanden, der eine Metzgerlehre macht?

Nun wollen die Initianten wieder zurück zum Kontingentsystem und erhoffen sich damit eine kontrolliertere Zuwanderung. Wissen Sie, dass wir in den Jahren zwischen 1960 und 1974 mit dem Kontingentsystem eine jährliche Zuwanderung von rund 140 000 Leuten hatten und dass diese Leute praktisch ausnahmslos in der Schweiz geblieben sind? Im Gegensatz dazu ziehen viele der heutigen Zuwanderer nach einigen Jahren wieder an einen anderen Arbeitsort in einem anderen Land. Auch das Kontingentsystem hat sich nach dem Bedarf der Wirtschaft gerichtet. Die Wirtschaft hat gerufen, und der Bundesrat hat einfach die Kontingente erhöht. Der Unterschied liegt darin, dass wir mit diesem Kontingentsystem wieder ins bürokratische Mittelalter zurückfallen.

Es ist unbestritten, dass die Zuwanderung auch Auswirkungen auf das gesellschaftliche Zusammenleben hat. Auf der einen Seite stehen die Bedürfnisse des Arbeitsmarkts und der Wirtschaft und auf der anderen Seite die Bedürfnisse jener Personen, für die eine starke Zuwanderung auch bedrohlich wirken kann. Die Initiative löst diesen Zielkonflikt aber nicht. Teurer Wohnraum, Zersiedelung, Verkehrsprobleme, fehlende Integration oder arbeitsrechtliche Verstöße schaffen zweifelsohne politischen Handlungsbedarf. Diese Initiative ist nicht einmal ansatzweise dazu geeignet, diese Probleme zu lösen.

Wenn jemand denkt, dass diese Initiative ein Rezept gegen die Kriminalität ist, dann liegt er ebenso falsch. Er streut damit Sand in die Augen jener, welche denken, dass mit dieser Initiative der Kriminaltourismus oder die Missbräuche im Asylwesen eingedämmt werden können. Auch hier ist es völlig fahrlässig, Wirtschaftspolitik mit Asylpolitik zu vermischen.

Die Zuwanderung ist für unser Land einer der wichtigsten Faktoren für den wirtschaftlichen Erfolg und damit für den Erhalt des Wohlstands der Schweiz. Sie muss aber gesellschaftsverträglich gestaltet werden. Wir brauchen dazu konsequente innenpolitische Reformen – und sicher nicht eine Initiative, welche unsere wichtigsten volkswirtschaftlichen Errungenschaften derart aufs Spiel setzt.

Gestatten Sie mir als Vertreterin der Region Basel noch eine Anmerkung. Ich setze mich für schnellere Verfahren bei der Zulassung von Medikamenten ein, und ich bin auch der Meinung, dass die Medikamentenpreise im Sinne des Forschungsstandorts festgesetzt werden müssen. Ich mache Sie aber darauf aufmerksam, dass gerade diese Branche von der Zuwanderung bzw. von der Personenfreizügigkeit lebt. Wer sich also ehrlich für diese Branche einsetzt, kann diese Initiative nicht unterstützen.

In diesem Sinne bitte ich Sie, der Mehrheit zu folgen und diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Rickli Natalie Simone (V, ZH): Die Schweiz wäre ohne Ausländer nicht da, wo sie heute ist. Wir haben diese auf dem Arbeitsmarkt gebraucht, sie sind gerne gekommen. Einige sind geblieben, viele sind wieder nach Hause gegangen. Es war eine Win-win-Situation.

Heute ist das anders. Während wir früher grosszügig, aber kontrolliert ausländische Arbeitskräfte aufgenommen haben, können heute unzählige von den Hunderten Millionen Perso-

nen im EU-Raum einfach in die Schweiz kommen, um während eines halben Jahres einen Job zu suchen. Mit einem Vertrag erhalten sie automatisch eine Aufenthaltsbewilligung für fünf Jahre inklusive Familiennachzug und Zugang zu den luxuriösen Schweizer Sozialversicherungen. Mit dem früheren Saisonierstatut gingen die Ausländer wieder nach Hause, wenn ihre Arbeit erledigt war.

Die unkontrollierte Zuwanderung hat für uns alle spürbare Auswirkungen. Die Asylzahlen sind explodiert, die Ausländerkriminalität nimmt stetig zu, die offenen Grenzen führen zu Kriminaltourismus, und wir haben Probleme mit den Zuwanderern aus fremden Kulturräumen. Die Zuwanderung hat auch Auswirkungen auf die Infrastruktur, auf Schulen, öffentlichen Verkehr, Spitäler usw., auf die Wirtschaft und auf den Arbeitsmarkt; es gibt Druck auf die Löhne und die Wohnungsmieten. Mittlerweile leben über 8 Millionen Menschen in unserem Land, das bedeutet einen Zuwachs von rund 2,7 Millionen Einwohnern in nur gut fünfzig Jahren. Jedes Jahr wächst die Schweiz im Umfang einer Stadt wie Luzern. Von den 8 Millionen Einwohnern sind über 23 Prozent Ausländer, die eingebürgerten nicht mit eingerechnet.

Die Wirtschafts- und Arbeitgeberverbände sowie die einzelnen Unternehmen machen es sich allzu einfach, wenn sie die Personenfreizügigkeit als Segen für die Wirtschaft preisen. Der Druck auf die Löhne und die Arbeitsplätze ist Realität. Viele ältere Schweizer werden durch jüngere Ausländer ersetzt, die notabene zu günstigen Löhnen arbeiten und eingestellt werden. Hier tragen auch die Unternehmen Verantwortung. Deshalb fordern wir mit unserer Initiative, dass künftig Schweizer bei der Jobvergabe Vorrang haben sollen. Weiter soll die Einwanderung wie früher durch Höchstzahlen und Kontingente für alle Bewilligungen des Ausländerrechts begrenzt werden. Für die Erteilung von Aufenthaltsbewilligungen sind in den Ausführungsgesetzen Kriterien zu definieren – insbesondere das Gesuch eines Arbeitgebers, die Integrationsfähigkeit und eine ausreichende eigenständige Existenzgrundlage –, wie das andere klassische Einwanderungsänder wie Australien, Neuseeland oder Kanada machen.

Bei der Erteilung von Arbeitsbewilligungen ist auf die gesamtwirtschaftlichen Interessen Rücksicht zu nehmen. Schweizer sollen Vorrang haben bei der Jobvergabe. Sofern kein qualifizierter Schweizer gefunden wird, soll eine Firma selbstverständlich einen Ausländer einstellen können. Ich sehe aber nicht ein, wieso dieser aus der EU kommen muss und nicht aus Asien oder Amerika stammen darf. Die aktuelle Politik verunmöglicht es z. B. gewissen Branchen teilweise, Experten aus diesen Ländern zu holen, während die EU-Bürger zu Hunderttausenden in unser Land strömen.

Um schliesslich den Zustrom zu unserem Sozialsystem zu unterbinden, ist in der Initiative festgeschrieben, dass für Ausländer kein Anspruch auf dauerhaften Aufenthalt, Familiennachzug und umfassende Sozialleistungen besteht.

Verschliessen Sie bitte nicht weiter die Augen vor der Realität, und unterstützen Sie die Volksinitiative «gegen Masseneinwanderung», damit wir die Zuwanderung endlich wieder selber kontrollieren und steuern können!

Schneider-Schneiter Elisabeth (CE, BL): Geschätzte Frau Kollegin Rickli, Sie vermischen die Asylgesetzgebung immer mit der Personenfreizügigkeit. Was konkret hat Ihre Initiative mit der Asylgesetzgebung zu tun? Haben Sie nicht das Gefühl, dass derartige Reformen, wie sie jetzt Frau Bundesrätin Simonetta Sommaruga in die Wege leitet, straffere Verfahren, die effizienteren Massnahmen sind als diese Initiative, welche keine Rezepte dafür hat, die Asylbewerberzahlen, welche übrigens zurzeit rückläufig sind, einzudämmen?

Rickli Natalie Simone (V, ZH): Sie meinen die Asylgesetzrevision, die Sie ja abgelehnt haben und die meine Partei unterstützt und auch massgeblich geprägt hat. Mit unserer Initiative lancieren wir endlich eine Diskussion über die Zuwanderung und die Ausländerpolitik. Das ist etwas, das Sie nicht wollen. Hätten wir auch noch etwas zu den Asylantritten gemacht, hätten Sie gesagt, das sei nicht das Problem.

Wir haben verschiedenste Probleme im Bereich der Zuwanderung, ich habe es bereits gesagt – im Asylwesen, in der Ausländerkriminalität, in der Zuwanderung –, und es ist nötig, dass wir diese Diskussion führen. Es freut mich zu hören, dass Sie jetzt im Nachhinein die Asylgesetzrevision doch unterstützen.

Müller Geri (G, AG): Die Volksinitiative «gegen Masseneinwanderung» schreibt uns in fünf Schritten das vor, was Sie genau machen möchten. Sie möchten die Zuwanderung steuern; das tun wir heute schon. Sie möchten Höchstzahlen, Kontingente haben; das gibt es heute schon. Sie möchten das Ganze steuern, also gehen Sie davon aus, dass das von anderswoher gesteuert ist und nicht von uns selber; wir haben das eigentlich schon.

Das Problem ist ja nicht die Masseneinwanderung. Aber natürlich ist es ja nicht allein ein SVP-Problem, wie das gesagt worden ist: Es sind 133 000 Leute, die die Initiative unterschrieben haben. Das Gefühl, überflutet zu werden, wird ganz bewusst ausgenutzt. Sie haben das als Wahlkampfhema genutzt, das ist okay. Aber jetzt müssen wir über etwas abstimmen, wozu dann am Schluss auch das Volk noch etwas zu sagen hat.

Bei der ganzen Diskussion müsste man eigentlich auf den Kern der Sache eingehen – das macht man eben nicht –, und das ist die Frage des Wachstums. Schauen Sie, in der ganzen Weltgeschichte, überall, auf allen Kontinenten gab es immer Hotspots, Städte meistens, die Leute angezogen haben, weil es wirtschaftlich fantastisch lief. Das war vor etwa 3000 Jahren Athen, das war vor 1500 Jahren Konstantinopel usw. Heute ist es vielleicht Singapur, heute ist es die Schweiz. Da sind ideale Bedingungen an einem Punkt, weshalb die Leute herkommen; man holt sie sogar, weil man nicht in der Lage ist, die Geschäfte zu bewältigen. Das ist die Schweiz heute.

Jetzt können Sie fragen: Warum ist die Schweiz so attraktiv? Die Schweiz hat eine Steuergesetzgebung gemacht, die einzigartig ist in Europa, vor allem für Holdings, für Firmen. Wir haben wirtschaftliche Bedingungen, die ihresgleichen suchen. Wir haben Ruhe im Land, Ordnung. Die Leute arbeiten gerne. Das ist ein Hotspot von heute mit wichtigen wirtschaftlichen Bereichen, wie beispielsweise dem vierten Sektor. Das ist die Situation, und das zieht Leute an.

Wir haben ein Land, in dem es bei 8 Millionen Einwohnern 288 000 Millionäre gibt. Super, es floriert hier alles. Deshalb müsste ich Ihnen eigentlich empfehlen: Machen Sie die Schweiz weniger attraktiv, beispielsweise indem Sie Millionäre höher besteuern, die Firmen besser in die Pflicht nehmen. Ich sage Ihnen, das ist ein super Rezept; dann kommt keiner mehr. Aber Sie sind ja eigentlich daran, alles zu entfesseln, ähnlich wie der Zauberlehrling: «Die ich rief, die Geister, werd' ich nun nicht los.» Es sind ja nicht allein Menschen, die aus anderen Ländern hierherkommen, die wir dringend brauchen, sondern es ist auch Kapital, es ist eben auch all das, was wir heute – oder gestern – auch diskutiert haben, zusammen mit den Banken, mit dem Rohstoffhandel usw. Das ist eigentlich unser Problem. Ihr Glaube ist unglaublich, dass nur das Wachstum der Motor der Entwicklung ist. Sie haben ja das Wachstum jetzt; jetzt wächst eben auch die Anzahl Leute, die hierherkommen, um diese Arbeit zu bewältigen. Es wurde vielfach gesagt: Wir haben Bereiche, in denen wir zu wenig Leute haben, im Spital, in der Schule, überall haben wir zu wenig Leute.

Wir können schon Einwanderungsbeschränkungen machen; im Kanton Aargau haben wir das auch gemacht, und dann mussten wir per Sonderdekret Lehrer aus Deutschland holen, aus einem anderen Kulturräum. Natürlich geben die anders Unterricht, aber es war ein Notstand da.

Das Problem ist das Wachstum, der Glaube daran. Wir reflektieren heute nicht, wir reden jetzt einfach über diese unangenehmen Ausländerinnen und Ausländer und vermischen alles ein bisschen miteinander, statt darüber zu reden, was unser Ziel ist, wie wir uns wirtschaftlich weiterentwickeln sollen. Das ist eigentlich das Problem.



Man müsste einmal genau hinschauen, was an Gesetzen produziert wird, wie wir das Ganze fördern, und dann darüber sprechen. All das, was Sie sagen – die Bahnen, Straßen, Wohnungen usw. seien überfüllt –, ist unser eigenes Problem. Man kann heute nicht mehr auf ein paar Quadratmetern wohnen; alle expandieren. Das ist nicht das Problem der Zuwanderung, das ist das Problem der Ansprüche. Wir haben aber auch das Geld, das zu machen, wir haben das Geld, dass praktisch jedes Familienmitglied ein Auto hat usw., dass alles mit dem Auto verkehren kann. Erinnern Sie sich an letzte Woche, an die Fabi-Vorlage. Das sind die Themen, die wir eigentlich diskutieren müssten, aber wir brechen das jetzt einfach herab auf eine Gruppe, die nichts zu sagen hat, nämlich die sogenannten Ausländerinnen und Ausländer. Diese können gar nicht abstimmen, können gar nicht darüber befinden, und wir sprechen jetzt einfach über diese bösen Teufel.

Sie machen einen Riesenfehler. Dieses Thema kommt nämlich Jahr für Jahr oder vornehmlich vor den Wahlen auf den Tisch. Sie verstehen sich darauf. Das Problem ist, dass Ihnen dann alle ein bisschen nacheifern, weil das die Leute offenbar anzieht.

Seien Sie wirklich einmal ehrlich. Sprechen Sie doch einmal darüber, was unser Land wirklich braucht – das ist nicht eine Ausländerpolitik, wie das vorhin gesagt worden ist, oder eine Einwanderungspolitik. Vielmehr ist es die Entwicklung des Staates.

In dem Sinne bitte ich Sie, diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen. Diese Ziele zu verfolgen ist unnütz. Es braucht hierzu auch keinen Gegenvorschlag, da spätestens in zwei Jahren ein solcher vorliegen wird: die nächste Initiative der SVP, die damit bei den Wahlen möglichst viele Sitze machen will.

Diese Diskussion bringt nichts. Diskutieren wir über das Wachstum, aber wirklich qualitativ gut und nicht, indem wir über bestimmte Personengruppen sprechen.

Rusconi Pierre (V, TI): Non c'è un'unica ragione per votare a favore di questa iniziativa, non ce ne sono 10, 100 o 1000, ce ne sono ben 56 000! 56 000 come il numero dei frontalieri che ogni giorno varcano la frontiera dall'Italia per recarsi in Ticino a lavorare, non occupandosi più solo di attività nel campo industriale o edilizio, come prima della libera circolazione, ma sostituendosi sistematicamente sempre più al personale indigeno.

Come può questa iniziativa contribuire a frenare questo fenomeno che per noi è molto preoccupante? E semplice: il capoverso 3 del nuovo articolo 121a della Costituzione, fortemente voluto dall'UDC Ticino, chiede esplicitamente che il nostro Paese ritorni ad un sistema di tetti massimi e di contingenti annuali per gli stranieri che esercitano un'attività lucrativa in Svizzera. Questi contingenti e tetti massimi devono essere fissati in base agli interessi dell'economia elvetica, fermo restando il principio della preferenza a favore degli indigeni.

Sono quindi assolutamente privi di senso i timori di chi paventa carenze di manodopera nel caso in cui la popolazione accettasse questa iniziativa. E vero il contrario, come viene chiaramente indicato nell'argomentario dell'iniziativa che gli oppositori dell'iniziativa forse non hanno letto fino in fondo: nel caso fosse impossibile trovare personale sul mercato svizzero le aziende potrebbero comunque cercarlo all'estero, come avveniva fino ad una decina di anni fa. E non mi sembra che all'epoca la Svizzera stesse male e che l'economia andasse a rotoli.

Le zone di confine quale il Ticino non sono più in grado di reggere questa invasione giornaliera che provoca ingorghi di traffico, dumping salariale e disoccupazione indigena. Questa iniziativa è un correttivo necessario per ridisegnare il mondo del lavoro ticinese. Approvandola il nostro Paese ritornerebbe a controllare l'immigrazione e il frontalierato, come faceva in passato, in base alle proprie esigenze e disponibilità e non in base agli accordi internazionali che fanno solo ed esclusivamente gli interessi dei Paesi dell'Unione europea, e quindi libera circolazione su tutti. Ben venga dun-

que l'iniziativa e ben venga, in caso di una sua accettazione, la rinegoziazione degli accordi internazionali, con cui essa entra parzialmente in collisione.

Regazzi Fabio (CE, TI): Caro collega Rusconi, ha toccato il tema dei 56 000 frontalieri che abbiamo in Ticino. E in grado di dirci quale sarebbe il numero corretto di frontalieri di cui il Ticino avrebbe bisogno?

Rusconi Pierre (V, TI): Il numero corretto è quello che il Paese necessita per poter crescere. Ci sono dei settori dove è necessario avere dei frontalieri, ci sono dei settori dove gli svizzeri vengono sistematicamente lasciati a casa, perché costano troppo. Abbiamo degli svizzeri che ci costano il doppio: non hanno un salario e sono in assistenza. Quindi, perdiamo dei posti di lavoro a scapito di chi e a favore di chi? La risposta è semplice: a favore del frontalierato.

Hodgers Antonio (G, GE): Ha detto che ci sono svizzeri che costano troppo e rimangono a casa. Lei si è iscritto a un sindacato per sostenerne il lavoro dei sindacati che lottano contro il dumping salariale?

Rusconi Pierre (V, TI): Sono un piccolo imprenditore, ma ho una coscienza. Accuso non tanto il lavoro dei sindacati – mi sta benone quello che viene fatto da parte loro. Quello che non mi sta bene sono gli imprenditori svizzeri che approfittano del dumping salariale per lasciare a casa gli svizzeri. Vogliono lo «Swiss made» e poi alla fine lasciano a casa gli svizzeri. Questo è una vergogna nazionale!

van Singer Christian (G, VD): Lei è d'accordo con l'istituzione di un salario minimo che impedirebbe il dumping salariale?

Rusconi Pierre (V, TI): So che la sua domanda è un po' un tranello per il mio partito. Ci sono dei settori dove il salario minimo è auspicabile. Non è purtroppo – dico purtroppo – applicabile in tutti i settori dell'economia cantonale in Ticino.

Quadranti Rosmarie (BD, ZH): Wie schon so oft in letzter Zeit kommt eine Initiative mit einem populistischen Titel daher. Diese Initiative wurde vor den Parlamentswahlen 2011 lanciert. Offenbar war die Urheberpartei der Meinung, dadurch Parlamentssitze zu gewinnen.

Es lässt sich nicht abstreiten, dass einige Probleme zu lösen sind. Das Problem der Missbräuche ist anzugehen, und zwar der Missbräuche, hervorgerufen durch die Zuwanderer selber, aber auch der Missbräuche bei den Lohn- und Arbeitsbedingungen. Das schweizerische Wirtschaftswachstum der letzten Jahre, das nur mit der Zuwanderung möglich war, bringt auch Herausforderungen mit sich. Die Initiative aber ist der grundfalsche Weg.

Ist es nicht so, dass letztendlich die berufliche und soziale Integration der Ausländerinnen und Ausländer eine erfolgreiche Zuwanderungspolitik ausmacht? Wenn wir die Zuwanderung einfach einmal nüchtern betrachten, dann stellen wir fest, dass jeder und jede von uns deutlich mehr Ausländerinnen und Ausländer kennt, die kein Problem darstellen, sondern einfach nur gute Arbeitskräfte, nette Nachbarn oder gute Freunde sind; das zum Schüren von Ausländerfeindlichkeit, das in diese Initiative eingewoben ist.

Ein weiterer Punkt ist: Wenn wir die Zuwanderung eindämmen wollen, muss es uns besser gelingen, das Potenzial der nur teilzeitlich oder trotz guter Ausbildung nicht erwerbstätigen Menschen besser zu nutzen. Das Problem ist nur, dass die gleiche Partei, die diese Initiative lanciert hat, auch dagegen ist, dass Frauen besser ins Erwerbsleben integriert werden. Eine Bedingung dafür ist die bessere Vereinbarkeit von Familie und Beruf. Wenn wir unser Potenzial, das wir brachliegen lassen, nicht besser nutzen, unseren Wohlstand aber erhalten wollen, ja, dann brauchen wir Menschen, die dazu beitragen. Wenn diese Menschen nicht innerhalb der Grenzen unseres Landes zu finden sind, dann müssen sie von auswärts kommen. Wie funktionieren unsere Spitäler,



das Gastgewerbe, die Baubranche ohne Menschen, die von auswärts zu uns kommen? Die Antwort ist einfach: gar nicht. Wir sprechen in diesem Rat von Fachkräftemangel, und wir versuchen alles, um diesen Fachkräftemangel zu bekämpfen. Aber die Annahme dieser Initiative würde uns auch in diesem Bereich vor grosse, eventuell unlösbare Probleme stellen.

Wir brauchen also Zuwanderung, und wir brauchen das Personenfreizügigkeitsabkommen, denn so schlecht, wie es jetzt schlechtgeredet wird, ist es nicht. Gefährlich bei einer Annahme der Initiative ist, dass genau dieses Personenfreizügigkeitsabkommen neu verhandelt werden muss. Und wir wissen, dass wir damit auch die bilateralen Verträge gefährden. Ich könnte mir aber vorstellen, dass das mit einer Motivation für das Einreichen dieser Initiative war.

Ich werde diese Initiative deshalb ganz klar ablehnen.

Fehr Hans (V, ZH): Wenn ich nochmals als einer von 63 spreche, dann nicht, um das Gegenteil dessen zu sagen, was ich vorher gesagt habe, sondern um ein paar Ergänzungen anzubringen.

Zum Fachkräftemangel: Fachkräfte bekommen wir über die Personenfreizügigkeit. Ist das wirklich so? Schauen Sie doch die Zahlen an. 2012 hatten wir eine Bruttozuwanderung von gut 140 000 Personen. Mehr als die Hälfte davon gehörte zur Kategorie «Familiennachzug» und zur Kategorie «nicht bestimmbare Berufe» – ich glaube kaum, dass das Fachkräfte sind –; 15 000 Personen kamen zu Ausbildungszwecken usw. Es gibt x Kategorien, aber Fachkräfte haben hier einen relativ bescheidenen Anteil. Die Einwanderung von Fachkräften können wir hingegen steuern, nämlich die Einwanderung aus den Drittstaaten, und genau daran wollen offenbar jene, die die Augen vor den negativen Auswirkungen der Personenfreizügigkeit verschliessen, etwas herumschrauben. Das verstehe ich nicht.

Herr Glättli, Sie haben das vorgebracht, was seit fünfzig Jahren bekannt und langsam ein alter Hut ist: «Wir riefen Arbeitskräfte, und es kamen Menschen.» Das wissen auch wir, dass die Menschen sind; wir haben auch nichts gegen diese Menschen, aber Sie sollten einmal eine neue Platte auflegen. Wir akzeptieren diese Leute selbstverständlich als Menschen. Sie aber sagen, dass wir ohne Personenfreizügigkeit einen Notstand an Personal in den Spitätern hätten. Vor der Personenfreizügigkeit hatten wir auch viele Ausländerinnen und Ausländer, auch in den Spitätern. Es ist doch nicht so, dass wir diese Leute vorher nicht bekommen haben, aber wir konnten die Zuwanderung steuern. Sie müssen auch sehen, Herr Glättli, wenn tatsächlich mehr Personal gebraucht wird, brauchen auch die Leute, die jedes Jahr in die Schweiz kommen, diese netto 80 000 Ausländer, wiederum Krankenhäuser, es braucht wiederum Personal; auch an den Schulen braucht es Lehrer, es braucht Schulhäuser, Energie. Etwas salopp ausgedrückt: Die Katze beisst sich hier in den Schwanz. Sie schaffen ein Problem und versuchen es dann mit einem neuen Problem zu lösen.

Es wird gesagt, jeder zweite Franken werde im EU-Ausland verdient: Ja, das kennen wir jetzt langsam; dieser zweite Franken hat doch mit der Personenfreizügigkeit nichts zu tun. Entweder funktioniert die Wirtschaft, oder sie funktioniert eben nicht.

Zum Thema Guillotine: Das ist meiner Meinung nach eine leere Drohung. Es wird doch keinem vernünftigen EU-Land in den Sinn kommen, die Verträge zu kündigen, selbst wenn wir das Personenfreizügigkeitsabkommen kündigen müssten. Es wird niemandem in den Sinn kommen, das Landverkehrsabkommen zu kündigen. Wir sind auch keine Rosinenpicker; wir haben gegenüber der Europäischen Union ein Handelsbilanzdefizit von 20 Milliarden Franken pro Jahr, das heisst, wir exportieren für ungefähr 20 Milliarden Franken weniger Güter in die Europäische Union, als wir von ihr importieren. Wir sind also ein sehr wichtiger Partner für die Europäische Union. Wir bauen – damit Sie das zum zwanzigsten Mal hören und auch würdigen können – die Neue Eisenbahn-Alpentransversale mit Geld aus der Schweiz.

Diese brauchen wir eigentlich gar nicht, das ist ein Geschenk an die Europäische Union.

Ich komme zum Schluss: Nehmen Sie doch die Beispiele – sie wurden schon genannt – Neuseeland, Australien, Kanada, neuerdings Dänemark und noch viele andere: Das sind alles erfolgreiche Wirtschaftsnationen. Keiner von diesen käme es in den Sinn, die Personenfreizügigkeit einzuführen, weil sie dann die Einwanderung nicht mehr steuern könnten. Im Gegenteil: Ich habe nach einer Fernsehdebatte ein bösartiges Mail aus Australien und auch eines aus Neuseeland bekommen. Darin hat man gefragt: «Was habt ihr eigentlich für Probleme?» Bei ihnen gebe es hohe Hürden zu überwinden – das kennen Sie ja auch –, bevor jemand überhaupt ins Land gelassen wird. Er muss dem Land einen Nutzen bringen, und das garantiert die Personenfreizügigkeit eben nicht.

Was wird im Punktesystem von Australien bewertet? Es sind: Fertigkeiten, das Alter, Sprachfähigkeiten, Berufserfahrung, australische Berufserfahrung, australische Qualifikationen, gefragte Berufe und Jobangebote, bestimmte Sprachen, Fertigkeiten des Partners usw.

Wir wollen nicht primär das Personenfreizügigkeitsabkommen kündigen. Wir wollen es neu und intelligenter aushandeln. Vielen Dank, dass Sie vielleicht doch anerkennen, dass es diese Initiative braucht, denn ich habe trotz intensivem Zuhören sonst von niemandem brauchbare Konzepte gehört.

Hiltbold Hugues (RL, GE): Notre pays est un petit pays. Ce qui ne l'a pas empêché d'avoir une prospérité que beaucoup nous envient. Mais cette prospérité n'est pas éternelle. Jusqu'à la création de l'Etat fédéral, en 1848, notre pays était pauvre. Au point qu'au XIXe siècle beaucoup de Suisses ont dû quitter leur patrie et leur famille pour tenter leur chance dans le Nouveau Monde. Certains même en étaient réduits, pendant des siècles, au service mercenaire. La création de l'Etat fédéral, en 1848, a changé cela. Grâce à la création du franc suisse, une monnaie unique qui en remplaçait pas moins de 600 autres. Grâce à la libre circulation des personnes entre les cantons, qui permettait à chaque personne, dans ce pays tout neuf, d'aller travailler dans un autre canton. Grâce aux banques cantonales, qui ont permis aux artisans et aux petits entrepreneurs d'accéder au crédit, pour investir et croître. Grâce à l'abolition des droits de douane entre les cantons. Grâce aux grands chantiers lancés par les Alfred Escher, les Louis Favre, qui ont relié les hommes au-delà des montagnes.

Au cours des années 1990, notre pays a à nouveau connu une période économique difficile. Durant toute cette décennie, la Suisse se payait même le luxe d'être le pays de l'OCDE qui connaissait le plus faible taux de croissance. Le taux de chômage a été multiplié par dix, la dette publique a passé de 38 à 108 milliards de francs, la quote-part fiscale de 9 à 11,6 pour cent. Nombre de cantons ont dû s'endetter aussi, pour sauver des banques cantonales plombées par la crise. C'était le résultat d'une décision politique: celle de refuser l'Espace économique européen sans aucune alternative, empêchant nos entreprises d'exporter sans taxes pénalisantes, les empêchant aussi d'attirer en Suisse des employés talentueux, qui auraient pu créer des emplois, de la croissance, du progrès.

La prospérité n'est revenue qu'après l'an 2000, lorsque notre pays s'est à nouveau ouvert les marchés européens via les accords bilatéraux. Nous avons profité de la forte croissance des anciens pays de l'Est. Nous avons profité de l'opportunité, pour nos entreprises, d'engager le meilleur personnel possible sur un marché de 230 millions de travailleurs. Nous avons profité aussi depuis 2004 – et nous continuons d'en profiter – des milliards accordés par l'Union européenne pour des programmes de recherche scientifique.

Grâce aux accords bilatéraux, des centaines de milliers d'emplois ont été créés en Suisse, au lieu d'être délocalisés. Le taux de chômage est aujourd'hui le plus bas de la décennie. Et, il faut bien l'avouer, dans bien des domaines, les immigrés européens représentent des forces de travail que



nous n'avons pas su former en suffisance en Suisse – par exemple dans le domaine des soins infirmiers. Et ceci, nous le devons aux accords bilatéraux. Aujourd'hui cette situation est menacée par l'initiative populaire contre l'immigration dite «de masse».

Son objectif est simple: revenir en arrière sur le vote des Suisses qui, à trois reprises en dix ans, ont exprimé leur soutien à la libre circulation des personnes – la libre circulation des personnes qui travaillent. Le résultat de cette initiative est simple: on aura toujours autant d'immigrés. Mais nous n'aurons plus d'immigrés formés, qualifiés, issus des pays de l'Union européenne, parlant donc nos langues, partageant avec nous un long héritage culturel, historique et religieux, dont l'intégration est aisée.

Non: au lieu de cela, nous aurons plus d'immigration clandestine, incontrôlée, plus de travailleurs au noir, plus de gens précarisés, acceptant des conditions de travail déloyales car non déclarés. Ce sont l'économie, la prospérité et la stabilité de la Suisse toute entière qui sont menacées par cette attaque frontale contre la voie bilatérale et la libre circulation des personnes.

Cette initiative ne vise qu'une seule chose: introduire une forme d'économie planifiée. Avec elle, c'est l'Etat qui décidera le nombre de personnes que nos entreprises auront le droit de recruter à l'étranger. Avec pour résultat les choix que devront prendre les entreprises: soit les entreprises multinationales, suisses ou étrangères, devront installer leurs collaborateurs de l'autre côté de la frontière, soit les autres entreprises, locales, devront renoncer à créer des emplois, ou alors recruter des travailleurs au noir, comme elles le faisaient dans les années 1990.

Mais il y a pire: cette initiative ne distingue pas les requérants d'asile de la main-d'oeuvre qualifiée. Tous sont à la même enseigne! Ce qui revient à dire qu'en cas d'afflux massif de réfugiés politiques en Suisse, par exemple en raison d'une guerre ou d'une révolution, on aurait rapidement atteint les quotas. On dira donc aux entreprises: non, vous n'avez pas le droit de faire venir votre spécialiste brésilien des biocarburants, débrouillez-vous! Par contre, si vous installez vos bureaux de l'autre côté de la frontière, vous pourrez le faire venir.

Nous connaissons tous la taille de notre pays, savons que nous ne pourrons pas accueillir tout le monde, et que par conséquent nous avons besoin d'une immigration choisie. C'est la voie que le groupe libéral-radical a choisie et c'est ce que je vous invite à promouvoir comme principe.

Je vous invite donc à recommander le rejet de cette initiative.

Frehner Sebastian (V, BS): Die Folgen der unbegrenzten und unkontrollierten Masseneinwanderung spüren wir besonders auch bei der Zuwanderung in unsere Sozialwerke, insbesondere in die Arbeitslosenversicherung, die IV und die Sozialhilfe. Der Ausländeranteil in der Schweiz betrug 2012 gesamthaft 23,1 Prozent. Diese 23,1 Prozent Ausländer haben aber gemäss Seco einen Arbeitslosenanteil von 26,2 Prozent. Die Arbeitslosigkeit ist bei den Migranten somit doppelt so hoch wie bei den Schweizern. Eindrücklich sind die Zahlen auch bei der Invalidenversicherung und bei der Sozialhilfe. Gemäss Bundesamt für Sozialversicherungen liegt der Ausländeranteil bei den IV-Rentenbezügern bei 46,2 Prozent, bei den Sozialhilfebezügern bei 45,4 Prozent. Eine durch das BSV erstellte Studie belegt zudem eindrücklich, dass insbesondere Personen aus der Türkei und aus Ex-Jugoslawien deutlich häufiger IV-Renten beziehen als Schweizer und Ausländer aus anderen Staaten. Weshalb ist das so? Die übermässige Beanspruchung der Sozialwerke durch die Ausländer hängt selbstverständlich nicht einfach davon ab, dass sie Ausländer sind und nicht Schweizer. Türken und Serben sind nicht einfach fauler und kränker als Schweizer. Es ist wohl vielmehr so: Einerseits kommt es auf die schulische und berufliche Ausbildung und andererseits auf den Grad der Integration in der Schweiz an. Durch die unbegrenzte Zuwanderung, vor allem von unqualifizierten Arbeitskräften, machen wir uns das Leben selbst schwer.

Heute ist es ja so: Alle EU-Bürger können zu uns kommen, wenn sie, zumindest kurzfristig, über einen Arbeitsvertrag verfügen. Alle Nicht-EU-Bürger haben bei uns eigentlich nichts verloren, außer sie sind hochqualifiziert oder erwirken über das Asylwesen irgendwie ein Bleiberecht. Ist eine solche Migrationspolitik zielführend? Es ist ja nicht so, dass alle EU-Bürger per se gut und alle Nicht-EU-Bürger per se schlecht sind. Meiner Ansicht nach sollte die Schweiz bei der Frage, wer zum Arbeiten und Leben in unser Land kommen darf, nicht darauf abstellen, aus welchem Land die Person kommt. Es ist egal, ob jemand Syrer, Deutscher, Rume, Russe oder Senegalese ist. Und es ist auch nicht wichtig, ob jemand die EU-Bürgerschaft besitzt oder nicht. Eine solche Zuwanderungspolitik ist dumm.

Eine vernünftige Einwanderungspolitik legt die Quantität und Qualität der Zuwanderung fest. Einerseits braucht es also Kontingente, andererseits dürfen nur Ausländer eine Bewilligung erhalten, die für die schweizerische Wirtschaft von Nutzen sind. Im Vordergrund stehen müssen beruflich und sprachlich gut ausgebildete Migrantinnen und Migranten. Zudem begünstigen eine gute Ausbildung und ein Arbeitsplatz auch die schnelle Integration in unsere Lebensverhältnisse. Machen wir es also so wie andere Zuwanderungsländer auch, wie z. B. Australien oder die USA. Herr Fehr hat es vorhin gesagt: Wählen wir bei der Zuwanderung diejenigen aus, die uns etwas nützen, die mithelfen wollen, unseren Wohlstand zu sichern! Verzichten wir auf die Zuwanderung von Personen, die sich nicht integrieren wollen oder können und die unsere Sozialwerke über Gebühr belasten!

Kiener Nellen Margret (S, BE): Ich bitte Sie, diese Initiative abzulehnen. Sie will eine Planwirtschaft und eine Riesenbürokratie für jede einzelne Aufenthaltsbewilligung.

Als Rechtsanwältin mit eigener Kanzlei kann ich Ihnen sagen: Ich habe unter dem System der Kontingente in den Achtziger- und Neunzigerjahren etliche Gesuche von Firmen für ausländische Arbeitnehmende bearbeitet. Das wäre ein wunderbarer Verdienst für die Anwaltskanzleien, denn die KMU müssten das alles auslagern. Nur die grossen Konzerne haben ihre eigenen Rechtsabteilungen, die dann selbst ihre Bewilligungsverfahren und diese Gesuche um Einheiten aus den Kontingenten bearbeiten können. Damit möchte ich Sie gerne verschonen. Wir Anwältinnen und Anwälte haben, das kann ich Ihnen sagen, rechtlich interessantere Dossiers zu bearbeiten, auf welchem Gebiet wir auch immer tätig sind. Es ist nicht speziell interessant, mit Einzelgesuchen um Kontingente von Kanton zu Kanton zu marschieren, weil im einen Kanton das Kontingent schon ausgeschöpft ist und man dann via den nächsten Kanton einen Trick drehen muss: Damit möchte ich die Schweiz verschonen.

Ich erinnere mich gut daran: Die neu gewählten Mitglieder waren noch nicht im Rat, als uns die Vertreter der Industrien – ich erinnere mich ganz speziell an eine Veranstaltung der Pharmaindustrie der Schweiz – eindringlich bat, wir sollten uns in der Kampagne zur Abstimmung über die Personenfreizügigkeit engagieren. Sie wissen, wovon sie sprechen. Die grosse Mehrheit aller Parteien und Parlamentsmitglieder hat das dann auch mit Erfolg gemacht.

Herr Fehr, Sie sprechen Australien und Neuseeland an. Das sind ja vollkommen andere Gebiete, andere Lagen. Ich habe ein Jahr dort gearbeitet, ich kenne es ein bisschen. Das ist einfach nicht vergleichbar mit der Schweiz, mitten in Europa – ein kleines Land, eine offene Volkswirtschaft, eine weiterhin offene Gesellschaft, so hoffe ich. Meine Vorfahren kamen teils aus Frankreich, teils aus Estland: Das ist Europa. Wir haben unsere Beziehungen. Wenn unsere Schweizerinnen und Schweizer ins Ausland gehen, bringen sie auch nicht zuerst einen Nutzen usw. Das ist die Freizügigkeit, das ist gelebtes Europa, und das soll bitte so bleiben, ohne eine absolut überbürokratische, planwirtschaftliche, für grosse, mittlere und kleine Betriebe in der Schweiz absolut unverträgliche Kontingentierung.

Wenn wir dann noch vom sogenannten Schweizer Vorrang sprechen wollen, dann muss ich Ihnen sagen: Ja, das macht



eigentlich auch jeder Betrieb, jedes Spital, und noch so gern; sie machen das lieber, als mit Skype Interviews zu führen mit Personen, die zu den Vorstellungsgesprächen nicht in die Schweiz kommen können. Aber dann müssen Sie mithelfen, wenn es darum geht, in Spezialmassnahmen für die älteren Arbeitnehmenden zu investieren, in die Verringerung der Wartefrist bei den jungen Arbeitslosen, zu der Herr Schelbert in dieser Session gesprochen hat. Es gibt noch einen ganzen Strauss von Massnahmen, die wir hier schon ergreifen können; das hat die SP immer gefordert. Es geht um diejenigen Personengruppen in der Schweiz – es geht vor allem um die Jungen beim Berufseinstieg, und es geht um die ganz grosse Gruppe der älteren Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer –, deren Arbeitskraft und Kompetenzen aus ganz verschiedenen Gründen eindeutig zu wenig genutzt werden.

Die Schweiz ist darauf angewiesen, beim Freizügigkeitsabkommen mit Europa zu bleiben. Sie wollen den Fünfer und das Weggli, Sie wollen den Nutzen, aber sonst nichts.

Ich bitte den Rat, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Bortoluzzi Toni (V, ZH): Ich bin ein grosser Freund solcher ausgedehnter Debatten, mit sechzig Rednern, den Kommissionssprechern, den Fraktionssprechern, der Bundesrätin. Ich wünschte mir eigentlich wesentlich mehr solche ausgedehnten Debatten, weil in dieser Zeit kein Geld ausgegeben wird. Das ist doch auch etwas Positives, nicht wahr?

Wenn ich nun zur Sache komme, befasse ich mich in diesem Zusammenhang natürlich mit der Sozialpolitik. Wir haben ein gut funktionierendes soziales Netz in unserem Land. Das besteht aus verschiedenen Sozialversicherungszweigen und anderen sozialen Einrichtungen, die Sicherheit auf allen Ebenen bieten. Das schafft natürlich eine gewisse Versuchung, sich aus den zur Verfügung stehenden Einrichtungen zu bedienen oder es mindestens zu versuchen. Die Statistik zeigt uns ja jeweils, welche Bevölkerungsgruppen sich darin am kreativsten zeigen und am meisten Erfolge ausweisen können. Dabei wird der einfache Zugang zu unserem Gesundheitswesen nicht auf diese Art statistisch erfasst, aber es wird natürlich auch rege benutzt. Da gibt es genügend Zahn- und Humanmediziner, die den Leuten sagen, was sie wollen müssen oder gerne haben könnten. Das sind auch Teile des Einwanderungsproblems, die es in diese Diskussion einzubeziehen gilt. Es sind kurzfristig feststellbare Entwicklungen, die wir der Zuwanderung zu verdanken haben.

Die langfristigen Auswirkungen auf die Sozialversicherungen werden hingegen kaum wahrgenommen. Ich möchte dazu noch etwas anmerken. Besonders die Altersvorsorge im Umlageverfahren wird durch die aufgrund der Zuwanderung stetig steigende Zahl Erwerbstätiger früher oder später unter Druck geraten. Die Demografieschere wird noch weiter geöffnet, und es wird kaum jemand daran glauben, dass mit dem Wachstum von jährlich 50 000 bis 80 000 Zuwanderern diese zusätzliche Öffnung der Schere vermieden werden kann. Kurzfristig schneidet die AHV mit der Zuwanderung gut ab. Das ist natürlich so, das ist klar. Aber eine wünschenswerte Stabilisierung der Herausforderung bringt es nicht, weil das Wachstum ein unnatürliches ist. Es fehlt hier die gesellschaftliche Breite, und damit wird durch diese überbordende Zuwanderung das Ungleichgewicht in der AHV in zwanzig Jahren noch grösser sein. Darüber vermögen die nun fast zehnprozentigen Beitragsverbesserungen in wenigen Jahren, in vielleicht fünf, sechs Jahren, nicht hinwegzutäuschen.

Dazu kommt, dass wir für Erwerbstätige den gesetzlichen Rahmen kennen; ein Beitragsjahr berechtigt bereits dazu, eine Rente zu bekommen. Im sozialpolitischen Vorzeigeland Schweden, einfach so als Beispiel, braucht es mindestens drei Beitragsjahre, bis eine Rente erwartet werden kann. Hier wäre dann mindestens auch einmal etwas Korrekturbedarf vonnöten.

Die überbordende Einwanderung wird unsere AHV, davon bin ich überzeugt, früher oder später zusätzlich in Schieflage bringen. Weitere Massnahmen zur Einschränkung der Zu-

wanderung drängen sich auch aus dieser Sicht auf. Es ist in diesem sensiblen Vorsorgebereich längerfristig mit negativen Folgen zu rechnen – etwas, das man in dieser Diskussion gerne ausblendet, obwohl man weiß, dass Sozialversicherungen schwerfällige, kurzfristig kaum zu beeinflussende Einrichtungen sind.

Ich möchte Sie bitten, diesen Aspekt in der Beurteilung der Einwanderungsfrage mit einzubeziehen, und ich möchte Sie auch bitten, dieser Initiative Ihre Zustimmung zu geben.

Candinas Martin (CE, GR): (*discurra sursilvan*) In giada dapli dastgain nus oz sa fatschentar cun ina iniziativa da migrazion da la PPS. L'iniziativa vul puspè introducir contingents per l'emigrazion, sco quai che nus avevan pli baud. L'emigrazion ha pelvair prendi tiers e la cumpart dad esters è oz pli auta che avant trenta onns. La dumonda decisiva è: Tgi è la culpa da quai? La resposta è simpla: Il success economic da la Svizra. Il fatg che nus avain sulettamain trais pertschient dischoccupads è il meglier mussament persunter.

Dank dem Erfolg unserer Wirtschaft ist die Schweiz attraktiv und zieht Menschen an, die hier arbeiten wollen. Unser Arbeitsmarkt braucht qualifizierte Zuwanderer, damit er weiterhin so dynamisch und damit die Schweizer Wirtschaft weiterhin auf ihrem Erfolgspfad bleiben kann. Unsere Exportwirtschaft wäre nie so stark ohne die Personenfreizügigkeit. Im Bereich Chemie, Pharma und Biotech beispielsweise sind nach Angaben von Scienceindustries 45 Prozent der Beschäftigten EU-Bürger.

Die aktuelle Arbeitslosenquote beträgt 3 Prozent. Wo ist das Problem? Diese Zahl ist ein Beweis dafür, dass die Personen, die von der Wirtschaft in die Schweiz gerufen worden sind, auch gebraucht werden. Nehmen wir den Bereich Gesundheit: Da sind wir auch im Berggebiet massiv auf die ausländischen Arbeitskräfte angewiesen. Uns fehlt Fachpersonal in der Pflege, in den Pflegeheimen, aber auch in den Spitälern. Ohne die ausländischen Arbeitskräfte wäre unsere medizinische Versorgung undenkbar.

Die Hotellerie, die Gastronomie, aber auch die Bauwirtschaft brauchen qualifizierte und auch weniger qualifizierte Arbeitskräfte aus dem Ausland. In vielen Tourismusregionen kommen Sie ohne die ausländischen Arbeitskräfte an einem hübschen Skitag zu keiner Portion Pommes frites, auch nicht zu Capuns. Ihr Hotelbett würde am Abend vermutlich gleich aussehen, wie Sie es am Morgen verlassen haben. Seien wir ehrlich, und verdrängen wir nicht die Realitäten! Gemäss den Angaben des Schweizerischen Baumeisterverbandes stammen rund 53 Prozent der Arbeitskräfte des Bauhauptgewerbes aus der EU.

Heute erlaubt es die Personenfreizügigkeit, je nach Saison und je nach Branche, im Sommer und im Winter auf unbürokratische Weise fehlendes Personal zu rekrutieren. Die Wiedergeburt des Saisonierstatuts und der Kontingente für alle EU-Bürger, wie die Initiative dies will, wäre auch die Wiedergeburt der damit verbundenen Bürokratie. Das verursacht nicht nur zusätzliche Kosten für unsere Wirtschaft, sondern schadet auch dem Image der Schweiz im Ausland.

Die vorliegende Initiative ist ein direkter Angriff auf das wirtschaftliche Erfolgsmodell Schweiz. Warum? Einer der zentralen Eckpfeiler des Erfolgs sind die bilateralen Verträge mit der EU. Ohne Zweifel ist eine Wiedereinführung der Kontingentierung mit dem Personenfreizügigkeitsabkommen nicht vereinbar. Das Risiko wäre gross, dass mit dem Ende des Freizügigkeitsabkommens auch die anderen sechs sektorellen Abkommen wegfallen, wenn nicht sogar der ganze bilaterale Weg in Schutt und Asche gelegt würde. Ein solcher Schritt hätte gravierende Folgen. Ich stehe – wie meine Partei, die CVP – ganz klar zum bilateralen Weg. Dieser Weg hat sich bewährt. Wirtschaftlich sind wir mit der EU eng verbunden. Wir leben in einer globalisierten Welt; ein konstruktives Verhältnis ist wichtig. So ist es auch wichtig, dass wir eine zuverlässige und glaubwürdige Politik betreiben.

Fazit: Wollen wir weniger wirtschaftlichen Erfolg, mehr Arbeitslosigkeit und weniger Wohlstand, dann müssen wir die vorliegende Initiative annehmen. Wollen wir dagegen am be-



währten Erfolgsmodell Schweiz festhalten – und dazu gehört die Personenfreizügigkeit ganz sicher –, dann müssen wir die Initiative sehr deutlich ablehnen. Ich trete überzeugt für Letzteres ein.

Schwander Pirmin (V, SZ): Es wurde bis anhin die Frage bezüglich Wachstum gestellt. Selbstverständlich ist es eine grundsätzliche Frage, ob wir Wachstum wollen oder nicht. Wir sprechen bezüglich dieser Initiative der SVP über Wachstum, nämlich über das Bevölkerungswachstum. Entscheidend ist die Frage, ob das Bevölkerungswachstum die Ursache oder die Folge einer bestimmten Politik ist. Diese Frage müssen wir zuerst beantworten.

Wir sind ganz klar der Meinung, dass das Bevölkerungswachstum die Folge einer bestimmten Politik ist. Es wurde jetzt mehrfach behauptet, die Initiative sei mit den bilateralen Abkommen mit der EU nicht vereinbar. Bei allen Abstimmungen über die Bilateralen I und II wurde aber immer wieder gesagt, die Abkommen würden unsere demokratischen Rechte nicht tangieren und nicht einschränken. Also kann es logischerweise nicht so sein, dass plötzlich eine Initiative nicht mehr damit vereinbar ist. Sonst haben wir die Einschätzung bei diesen Volksabstimmungen falsch gemacht. Wovor haben wir daher eigentlich Angst?

Es wurde bis anhin auch immer wieder behauptet, die Initiative schade der Wirtschaft. Bringen Sie mir einmal die Fakten! Vor der Volksabstimmung vom 9. Februar 2009, bei der es um die Ausdehnung der Personenfreizügigkeit ging, wurde behauptet, dass wir jeden dritten Franken dank unseren Beziehungen zur EU verdienten und dass jeder dritte Arbeitsplatz von diesen Beziehungen abhänge. Fakten wurde keine gebracht. 1993 bis 2001 betrug das durchschnittliche jährliche Handelsbilanzdefizit gegenüber der EU knapp 17 Milliarden Franken. Seit Inkraftsetzung der Bilateralen I beträgt das durchschnittliche jährliche Handelsbilanzdefizit über 23 Milliarden Franken. Das jährliche Defizit wuchs also um 5 Milliarden Franken, seit wir die Bilateralen I und II haben. Wer hat hier profitiert – die Schweiz oder die EU? Wer profitiert von den Grenzgängern und von den Nettoinvestitionen bezüglich Schweiz-EU? Sicherlich nicht die Schweiz.

Die Aussage, dass wir jeden dritten Franken im Handel mit der EU verdienen, ist einfach falsch. Der Import wird schlichtweg weggelassen. Wenn wir weiterhin wirtschaftspolitisch so falsch argumentieren, wundere ich mich nicht, dass wir als Land immer mehr unter Druck kommen. Die Schweiz – merken Sie sich das! – ist für die EU eines der wichtigsten Exportländer. Wir sind das drittgrösste Exportland der EU, wir stehen nach den USA, China und noch vor Russland. Ich glaube, die EU hat grosses Interesse daran, dass dies auch so bleibt. Die EU muss sich zweimal überlegen, ob sie die Bilateralen I kündigen will oder nicht, wenn wir diese Initiative annehmen.

Bei der Volksabstimmung vom 25. September 2005 wurde in der Abstimmungsbroschüre behauptet: «Erfahrungen in der EU belegen, dass die Freizügigkeit nicht zu massiven Wanderungsbewegungen führt. Eine starke Zuwanderung aus den neuen EU-Staaten in unser Land ist nicht zu erwarten.» Und ein weiteres Zitat bei der Abstimmung vom 8. Februar 2009: «Die Zuwanderung hat sich wie erwartet nach den Bedürfnissen der Wirtschaft gerichtet.» Wie sind hier heute die Fakten im Vergleich zu damals? Netto durchschnittlich 30 000 Personen pro Jahr mehr in unserem Land – ist das keine massive Wanderungsbewegung?

Wir sind überzeugt, dass dieses Bevölkerungswachstum die Folge einer verfehlten Wirtschafts- und Bildungspolitik ist. Schauen Sie einmal die Entwicklung des Bruttoinlandproduktes pro Kopf an, und schauen Sie einmal die Entwicklung der Kaufkraft pro Haushalt in den letzten zwanzig Jahren an! Dann merken Sie, dass sich diese zwei Entwicklungskurven seit Abschluss der Bilateralen I und II abflachen, dies nicht zum Wohle unserer Bürgerinnen und Bürger, sondern zum Gegenteil.

Fiala Doris (RL, ZH): Unser Land weist heute mit einem Ausländeranteil von rund 23 Prozent einen sehr hohen Mi-

grationsanteil auf, einen höheren Ausländeranteil in Bezug auf die Gesamtbevölkerung als klassische Einwanderungs länder wie die USA oder Kanada. Die gefühlten Ängste manifestieren sich deshalb auch klar.

Vor dem Hintergrund, dass die Schweiz eine Zunahme von muslimischen Gläubigen von 40 000 Personen noch vor zwanzig Jahren auf rund 400 000 Personen heute verzeichnet, ist die Verunsicherung verständlich. Allerdings ist dafür nicht die Personenfreizügigkeit verantwortlich, sondern der Konflikt im ehemaligen Jugoslawien, der innert Monaten zu über 100 000 Flüchtlingen in der Schweiz führte. Wir haben daher die gefühlte Angst vor einem eigentlichen Identitätsverlust. Im Langzeitmittel verzeichnen wir in der Schweiz 60 000 mehr Menschen netto pro Jahr. Das ist wahrlich auch eine Herausforderung, die wir nicht einfach kleinreden können.

Vor dem Hintergrund der demografischen Tatsachen, unter anderem auch jener, dass die sogenannten Babyboomer in die Jahre kommen, relativiert sich doch einiges. Spezialisten sagen, dass in der Schweiz in den nächsten zehn Jahren 400 000 Fachkräfte fehlen dürfen. Die Meinung, wir könnten weiterhin problemlos Ärzte und Pflegende, Ingenieure sowie Personal für die Tourismusbranche aus Deutschland rekrutieren, dürfte sich als Irrtum erweisen. Es könnte sein, dass wir auch aus anderen EU-Ländern Fachkräfte rekrutieren möchten und somit von der Personenfreizügigkeit noch vermehrt profitieren möchten und müssen; denn auch Deutschlands Babyboomer kommen in die Jahre. Unser Nachbar Deutschland rechnet in den nächsten zehn Jahren mit über 6 Millionen fehlenden Fachkräften.

Es ist aufgrund der demografischen Entwicklung nicht gesichert, dass mit dem freien Personenverkehr die Herausforderungen, die sich in den nächsten Jahren aufgrund der fehlenden Fachkräfte stellen werden, nachhaltig gelöst werden können. Die Zukunftsszenarien zumindest weisen darauf hin, dass wir Fachkräfte vermehrt nicht nur aus Deutschland, sondern dank der Personenfreizügigkeit auch aus anderen EU- und Efta-Ländern rekrutieren müssen.

Es liegt mir deshalb daran zu betonen, dass gemäss Aussagen der OECD vom 13. Juni 2013 im Bericht «Internationaler Migrationsausblick» die Schweiz zusammen mit Luxemburg das Land ist, welches am meisten von seinen Einwanderern gewinnt. Die Einwanderer steigern gemäss Studien in der Schweiz die Nettoeinnahmen des Staates um mindestens 6,5 Milliarden Franken, nach anderen Berechnungsmethoden sind es offenbar sogar bis zu 11 Milliarden. Die Migration aus südeuropäischen Ländern, die unsere Kollegen von der SVP besonders ins Feld geführt haben, fiel in der Schweiz, auch relativ zur Bevölkerung, geringer aus als zum Beispiel in Belgien, in Deutschland oder im Vereinigten Königreich.

Eben erst konnten wir lesen, dass die neue Zuwanderung auch für die Fiskalbilanz positiv ausfällt. Fiskalbilanzen sind Methoden, die Umverteilungswirkungen des gesamten Fiskalsystems auf verschiedene Bevölkerungsgruppen quantifizieren. Ich zitiere Aussagen des Bundesamtes für Migration, wenn ich ausführe, dass gemäss Schätzungen von Experten, unter anderem von Professor Dr. Sheldon im Jahre 2012, ausländische Haushalte aus dem nördlichen EU-17- und dem Efta-Raum und aus dem nichteuropäischen Ausland gegenwärtig eine positive Fiskalbilanz aufweisen. Das heisst übersetzt, dass diese Ausländergruppen im Durchschnitt mehr in den Staatshaushalt, inklusive Sozialwerke, einzahlen, als sie an Leistungen daraus beziehen. Negativ ist die Fiskalbilanz insbesondere bei Migranten aus Ex-Jugoslawien; ein negativer Einfluss ging offenbar in erster Linie von der Bevölkerung aus Nicht-EU-17- und -Efta-Staaten aus. Allerdings haben die gut ausgebildeten und finanziell positiv beitragenden Ausländer tendenziell eine kürzere Verweildauer in der Schweiz als Ausländergruppen mit einer ungünstigen Fiskalbilanz, was die Fiskalbilanz negativ beeinflussen könnte.

Fazit: Ich fordere Sie auf, in einer Güterabwägung wirklich redlich die Gesamtausgleichsordnung zu machen und die Mas-

seneinwanderungs-Initiative der SVP zur Ablehnung zu empfehlen.

Grin Jean-Pierre (V, VD): Le but de cette initiative populaire est de redonner à la Suisse les moyens de gérer de manière autonome l'immigration. Actuellement, l'afflux d'étrangers venant s'installer dans notre pays échappe en effet à tout contrôle. Si, à l'époque, j'avais voté en faveur de l'Accord sur la libre circulation des personnes, je constate aujourd'hui que toutes les prévisions faites dans ce domaine ont été très largement dépassées. De ce fait, la Suisse doit reprendre le contrôle de sa politique migratoire.

Les principales causes de ce phénomène sont l'immigration en provenance de l'Union européenne, les frontières ouvertes et le refus constant de régler certains problèmes dans le domaine de l'asile. L'initiative populaire de l'UDC crée les bases nécessaires pour lutter contre ces effets, en limitant le séjour des étrangères et des étrangers par des plafonds et des contingents annuels pour tous les types d'autorisations relevant du droit des étrangers. L'immigration échappe aujourd'hui à cette limitation. Cette situation problématique est le résultat de l'immigration, comme je l'ai dit, en provenance de l'Union européenne, du regroupement familial trop facile pour les ressortissants de pays tiers, de nombreux clandestins séjournant en Suisse, et aussi de l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile.

Un Etat souverain doit pouvoir décider de manière autonome de l'ampleur et de la qualité de l'immigration. Il en va aussi des intérêts de notre économie. L'initiative populaire de l'UDC «contre l'immigration de masse» exige que la Suisse puisse à nouveau gérer de manière autonome l'immigration des étrangères et des étrangers. Cette gestion passe par des plafonds de contingents annuels pour les autorisations de séjour. Le texte de l'initiative stipule que toutes les catégories d'étrangers doivent être prises en compte, y compris les frontaliers et les requérants d'asile.

Il s'agit également d'inscrire dans la Constitution fédérale le principe selon lequel l'immigration est notamment possible si elle sert les intérêts économiques globaux de la Suisse, et que la priorité des Suisses et des Suisses sur le marché du travail doit être garantie. Elle retient également quelques critères déterminants pour l'octroi d'un permis de séjour; l'immigrant doit faire état d'une offre d'emploi d'un employeur suisse. Seules sont admises les personnes qui peuvent et veulent réellement s'intégrer. L'immigrant doit aussi disposer d'une base existentielle indépendante et suffisante.

Enfin, le projet d'article constitutionnel veille à ce que les droits à un séjour durable, au regroupement familial et aux prestations sociales puissent être raisonnablement limités.

Certains ont peur de la clause guillotine pour les accords avec l'Union européenne. Le risque n'est pas si grand, car si la Suisse, commercialement, a aussi besoin de l'Europe, l'Europe, elle, a aussi besoin de la Suisse: on importe de l'Union européenne 40 milliards de francs de plus qu'on exporte vers elle. En principe, une libre circulation des personnes au niveau mondial ne déplairait pas aux libéraux que nous sommes. Chacun pourrait vivre et travailler où cela lui plaît et où il trouve un emploi. Mais ce système ne peut fonctionner que si tous les pays du monde connaissent les mêmes conditions de prospérité, de liberté, d'économie de marché et de sécurité sociale. Aussi longtemps que persistent des différences aussi énormes que celles constatées aujourd'hui, une libre circulation des personnes sans limites est impensable.

Jusqu'à ce jour, l'immigration a effectivement été bénéfique pour notre économie, mais il est urgent de limiter son ampleur. On dit que gouverner, c'est prévoir: notre initiative va dans ce sens, et je vous prie de la soutenir.

Carobbio Gussetti Marina (S, TI): Oggi, in questo dibattito e con questa iniziativa si vuol far credere alla popolazione che i problemi reali, che ci sono nel mondo del lavoro con i bassi salari e con l'alloggio, trovano una risposta con questa iniziativa. Addirittura abbiamo sentito il collega Rusconi, come ticinese, dire che questa iniziativa fa gli interessi del

Ticino. Non dubito che altri che sostengono questa iniziativa useranno gli stessi argomenti. Raramente però questi colleghi, e il collega Rusconi in particolare, sostengono quelle proposte che veramente fanno gli interessi dei lavoratori e delle lavoratrici di tutta la popolazione, quindi anche del Ticino. Ne cito una e cioè la proposta dei salari minimi, sulla quale poi tornerò. Questa proposta rappresenta sicuramente una risposta indispensabile alla realtà difficile del mondo del lavoro e di molti lavoratori nel nostro cantone.

Il Partito socialista è evidentemente anch'io ci battiamo per correggere le distorsioni del mercato del lavoro e del mercato dell'alloggio. L'abbiamo fatto con proposte concrete, per esempio, lo ricordo ancora una volta, con quella del salario minimo, oppure con proposte che mirano a introdurre più controlli nei confronti di quelle aziende che praticano il dumping salariale e sanzioni adeguate, cioè più alte di quelle che abbiamo oggi. Sono proposte che in certi casi sono state parzialmente accolte, dopo che più volte abbiamo battuto il chiodo su questo tema. O ancora, nel settore dell'alloggio, con la richiesta di avere finalmente una vera politica a favore di alloggi accessibili e a pigione moderata. Queste sono le risposte che la popolazione vuole sentire. Invece, oggi si vuol far credere che con questa iniziativa, con la reintroduzione dei contingenti, con il ritorno a una soluzione che avevamo anni fa, si salvaguardano il territorio e i salari e si garantiscono posti di lavoro e alloggi.

La realtà, appunto, lo ripeto ancora una volta, è ben diversa: l'immigrazione è dovuta alla necessità di manodopera legata alle condizioni quadro che abbiamo in Svizzera e ha un aspetto importante e particolare: quello della politica fiscale, con aziende che grazie a una bassa imposizione fiscale si insediano sul nostro territorio, spesso anche nelle zone di confine, e spingono i salari verso il basso. Questa è quindi la realtà! Ci sono delle aziende che approfittano di questa situazione e i vantaggi non vanno a tutta la popolazione. Quindi, è qui che dobbiamo intervenire, mentre le iniziative pericolose e populiste come questa, che in realtà vogliono mettere i lavoratori e le lavoratrici gli uni contro gli altri, non portano da nessuna parte.

Con questa iniziativa non avremo un numero più importante di alloggi a pigione moderata, non avremo dei salari migliori che permetterebbero di vivere dignitosamente, non avremo più posti di lavoro. Avremo però ancora più imprese che quando necessario andranno a prendere i lavoratori stranieri tramite i contingenti. Credono veramente, i colleghi che sostengono l'iniziativa, che questa sia la soluzione? Essi portano avanti tutt'un altro discorso, che è quello, appunto – l'abbiamo sentito oggi e lo ripetiamo ancora una volta –, di mettere i lavoratori gli uni contro gli altri.

Se vogliamo veramente fare una politica a favore di tutta la popolazione, allora rafforziamo le misure di accompagnamento, introduciamo le misure di accompagnamento anche nel settore dell'alloggio, introduciamo il salario minimo e diciamo no a questa iniziativa pericolosa e populista.

Geissbühler Andrea Martina (V, BE): Ich spreche zu den Folgen der Masseneinwanderung auf die Kriminalität.

Wir beherbergen weit mehr als eine Million Ausländerinnen und Ausländer; Tendenz rasant steigend. Wäre die Schweiz so unattraktiv und uninteressant, hätte sie wohl kaum einen der höchsten Ausländeranteile der Welt. Die Mehrheit dieser Ausländerinnen und Ausländer arbeitet und trägt zum Wohlstand unseres Landes bei.

Ist also alles in bester Ordnung? Natürlich nicht. Sogar jene, die noch vor Kurzem die ungebremste Einwanderung in den höchsten Tönen lobten, klagen heute plötzlich über steigende Mieten, stagnierende Löhne und eine Zurbanierung unseres Landes. Es lässt sich nicht mehr weddiskutieren, dass unser kleines Land die Grenzen des Bevölkerungswachstums erreicht hat.

Ein zusätzliches zentrales Problem ist die Kriminalität. Das Unbehagen in der Bevölkerung steigt wegen krimineller Ausländer. Waren in den Achtzigerjahren rund ein Drittel der nach dem Strafgesetzbuch verurteilten Erwachsenen Ausländer, so stieg dieser Anteil bis Ende der Neunzigerjahre



auf etwas weniger als die Hälfte. 2004 wurden erstmals mehr ausländische Erwachsene verurteilt als Schweizer, dies bei einem Ausländeranteil von heute rund 22 Prozent. 2009 waren knapp 53 Prozent der nach dem Strafgesetzbuch verurteilten Personen Ausländer, so viele wie noch nie zuvor.

Wenn immer mehr Menschen auf engem Raum zusammenleben, gibt es automatisch mehr Probleme. Wenn dann noch Menschen mit unterschiedlichen Religionen, kulturellen Hintergründen und Mentalitäten aufeinandertreffen, kommt es rascher zu Gewalt. Wenn man einander nicht versteht – und viele Ausländer können keine unserer Landessprachen –, kommt es auch oft zu Gewalttaten. Auch der Anteil schwerer, gewaltintensiver Straftaten hat in den letzten zehn Jahren stark zugenommen. Häusliche Gewalt, Messerstechereien sowie Delikte im Zusammenhang mit Drogen-, Waffen- und Menschenhandel werden mehrheitlich von Ausländern begangen. Der Umgang mit Frauen entspricht in gewissen Kulturen leider nicht den Standards, die hier in der Schweiz gelten. Ehrenmorde gelten bei gewissen Ausländergruppen als nichts Verwerfliches. Betrachtet man den Ausländeranteil der Beschuldigten bei verschiedenen Straftaten, so erkennt man, dass dieser bei schweren Delikten wie Tötungsdelikten, schweren Körperverletzungen und insbesondere Vergewaltigungen besonders hoch ist. Dies zeigt sich auch in der Statistik der Gefängnisinsassen. Etwa 72 Prozent aller Inssassen in Schweizer Gefängnissen waren 2010 Ausländer. Auch hier liegt der Ausländeranteil weit über dem Anteil an der Gesamtbevölkerung.

Diese Zahlen sind Tatsachen und können nicht beschönigt werden. Bei meiner Arbeit als Polizistin habe ich auch mehrheitlich mit kriminellen Ausländern zu tun. Dies alles muss einem schon zu denken geben.

Man kann natürlich vor dieser unbequemen Realität davorenrennen und weiter eine Vogel-Strauss-Politik betreiben. Oder man kann der Realität ins Auge schauen und versuchen, die Situation zum Wohle aller, die in diesem Land leben, der Schweizerinnen und Schweizer, der Ausländerinnen und Ausländer, zu ändern. Wir müssen die Einwanderung wieder eigenständig steuern können.

Deshalb bitte ich Sie, die Initiative zu unterstützen.

Ingold Maja (CE, ZH): Mit der Volksinitiative zum Stopp der Masseneinwanderung legt die SVP ein völlig anderes Konzept der Einwanderungspolitik und damit ein völlig anderes Konzept der Partnerschaft mit Nachbarländern und der weltweiten Partnerschaft vor. Die grundsätzliche Neuausrichtung geht konsequent von naheliegenden Gedanken aus: Was dient uns und was nicht? Sie schlägt vor, jährliche Höchstzahlen und Kontingente für alle Ausländer festzulegen, damit wir endlich selber steuern können, welche Ausländer für wie lange in unser Land kommen dürfen, um bestimmen zu können: «Der passt uns, aber die nicht»; «Der nützt angesichts unseres Fachkräftemangels, der ist doch gescheit und kann sich sicher selbst wirtschaftlich erhalten»; oder mehr noch: «Der ist erwünscht, weil er noch Steuern ab liefert und Beiträge in die AHV einzahlbt», oder: «Der andere ist weniger gebildet, bei diesem ist weniger sicher, dass er nie auf Sozialleistungen angewiesen ist. Doch wir brauchen seine Hände, denn niemand in der Schweiz will diese Arbeit verrichten – er ist deshalb auch erwünscht. Aber seine Familie soll nicht kommen, diese könnte uns etwas kosten.» Und sollte die Arbeitskraft eines Ausländers nicht mehr von Interesse sein, dann besteht keinerlei Anspruch auf dauerhaften Verbleib.

Der Mensch als Kostenfaktor, der Mensch als Nutzfaktor: Die Selektion für die Einwanderung in die Schweiz, auf diese Insel der Glückseligen, soll nach Kompetenz, nach Bildung und wirtschaftlicher Leistungsfähigkeit stattfinden. Da bleibt mir der Atem weg, wenn ich diese Grundhaltung erkenne und mich frage, wohin wir gekommen und wie Eigennutz und Egoismus der heutigen «Für mich stimmt's»-Gesellschaft unverblümt und in der ganzen menschlichen Härte salonfähig geworden sind.

Die Volksinitiative setzt die humanitäre Tradition aufs Spiel. Ich habe Verständnis für Arbeitsuchende in der Schweiz, die fürchten, dass Ausländer ihnen im Bewerbungsverfahren ständig den Rang ablaufen. Ich habe auch Verständnis für Wohnungssuchende in Städten mit nie bekannten Leerwohnungsquoten, da sie langsam um den Platz zum Wohnen und Leben fürchten. Aber ich hoffe und bin davon überzeugt, dass dieses Parlament und dann auch das Volk diese menschenverachtende Lösung der bestehenden Probleme ablehnen wird.

Die Lösung, das Konzept der SVP, ist, abgesehen vom hochproblematischen Ansatz der Selektion der Menschen nach ihrem Nutzen, untauglich, weil sie auf dem komplett falschen Bild einer wirtschaftlich prosperierenden Schweiz inmitten von EU-Staaten und Drittstaaten beruht. Dass die Kündigung des Freizügigkeitsabkommens und damit der Bilateralen I in diesem Konzept in Kauf genommen wird, ja womöglich erwünscht ist, ist fahrlässig. Dieses SVP-Konzept der Abschottung und der Kündigung von konstruktiven Partnerschaften würde die Schweiz so isolieren, dass die meisten erfolgreichen Errungenschaften des Wirtschaftsstandorts aufs Spiel gesetzt würden. Das SVP-Konzept ist ein Retrokonzept, mit dem man der einstigen Stellung der Schweiz nachtraut. Das Konzept beruht daher auf einer gigantischen Überschätzung der Verhandlungsmacht der Schweiz, die unsere Optionen drastisch reduzieren könnte. Das sind nur zwei Hauptpunkte des Konzepts der SVP, der ethische und der Retroaspekt – neben vielen anderen, schon diskutierten Aspekten, die die Volksinitiative als in jeder Hinsicht ruinöse Lösung entlarven.

Die EVP könnte sich nie hinter eine Lösung stellen, die menschliche Grundwerte ritzt. Deshalb lehnt sie die Volksinitiative ab und setzt sich für andere Massnahmen ein.

Flückiger-Bäni Sylvia (V, AG): Es heißt, jegliche Begrenzung der Einwanderung würde der Wirtschaft schaden. Eigentlich müsste ich als KMU- und Gewerbevertreterin also auch gegen diese Initiative sein. Der Wirtschaftsstandort Schweiz ist auf ausländische Arbeitnehmer angewiesen; das ist eine Tatsache. Selbstverständlich hat die Personenfreizügigkeit für Schweizer Unternehmen auch Vorteile.

Dabei dürfen wir aber die Nachteile nicht ausblenden. Was für die grossen Unternehmen und die Industrie stimmt, stimmt für viele KMU und das Gewerbe eben nicht. Wenn man den Blick nur auf das Riesenpotenzial an Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern richtet, kann man ja verstehen, dass es der Wirtschaft recht ist, wenn die Zuwanderung nicht begrenzt wird, denn umso grösser ist die Auswahl an Arbeitnehmenden. Aber die jährliche Zuwanderung von 80 000 Personen lässt uns an Grenzen kommen, die bei Weitem nicht mehr angenehm sind. Wir müssen Verantwortung übernehmen und die Zuwanderung mit jährlichen Höchstzahlen und Kontingenzen steuern.

Es darf auch wieder einmal festgehalten werden: Die Personenfreizügigkeit war nie ein Wunsch der Schweiz, auch nicht der Schweizer Wirtschaft. Sie war eine Forderung der EU. Für Bürgerinnen und Bürger aus der EU gibt es viele Gründe, sich in der Schweiz niederzulassen: die Löhne, die stabile Währung, die Sozialleistungen, die Bildung, die Sicherheit usw. Wir wissen auch, dass das angebliche Jobwunder Schweiz zu einem grösseren Teil nicht auf dem wertschöpfenden Sektor beruht, sondern z. B. auf der Zuwanderung in staatliche Stellen, in das Gesundheits-, Sozial- und Bildungswesen. Als Unternehmerin betrachte ich gerade diesen Aspekt sehr kritisch, weil insbesondere diese Zuwanderung mit höheren Beiträgen und Steuern verbunden ist. Die hohe Einwanderung aus der EU in den Schweizer Arbeitsmarkt konkurrenziert immer mehr Schweizer und bereits in der Schweiz wohnhafte Ausländer.

Mit der Personenfreizügigkeit haben wir uns auch das Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen eingehandelt. Das macht mir grosse Sorgen. Wie Sie wissen, hat uns dieses Gesetz nicht nur Bundeshausfenster aus Tschechien beschert, sondern eine schier endlose Reihe von weiteren Aufträgen, die von ausländischen Unternehmen aus-



geführt werden. Wie nachhaltig diese «günstigeren» Arbeiten sind, wird sich dann auch noch weisen müssen. Damit werden jedenfalls unsere eigenen Unternehmen benachteiligt, was nicht einfach hingenommen werden kann.

Unsere Produkte müssen zu EU-Preisen angeboten und geliefert werden, andernfalls wird das Produkt im Ausland bezogen; aber die Löhne haben sich nach unseren schweizerischen Massstäben zu richten – so sieht das aus. Es bleibt die Frage, wie lange sich das viele Unternehmen noch leisten können. Leider sieht der Bundesrat in diesem Bereich keinerlei Handlungsbedarf. Die Schweiz muss sich auch hier wie ein Musterschüler verhalten, auch wenn es zu ihrem eigenen Schaden ist. Das hat fatale Auswirkungen auf viele KMU und das Gewerbe.

Man kann darob nicht einfach die Augen verschliessen und auch nicht darüber hinwegtäuschen, dass die mehr und mehr geforderten flankierenden Massnahmen die Schweizer Unternehmen eben auch betreffen: immer mehr Kontrollen, immer mehr Polizeistaat. Der Preis, der diktiert wird und nicht eingehalten werden kann, ist ein grosses Problem, weil die Aufträge an ausländische Unternehmen gehen, die nicht mit gleich langen Spiessen operieren. Da nützt auch der Preisbarometer, finanziert mit unseren Steuergeldern, nichts. Auch die flankierenden Massnahmen sind ein schwaches Aufbäumen gegen einen nicht zu bändigenden Riesen, verbunden mit einem Polizeistaat, Kontrollen und Bürokratie. Fazit: Das Schweizer Gewerbe ist doppelt benachteiligt. Es wird in seiner Konkurrenzfähigkeit geschwächt, da die Scheinselbstständigen immer billiger sind. Unsere KMU und das Gewerbe müssen Löhne bezahlen, die höher sind als die im Ausland bezahlten Dumpinglöhne. Gerade hier zeigt sich die Stärke der altbewährten Kontingentierung, welche die Schweiz bis 2001 kannte.

Die Zuwanderung in die Schweiz hat ein Ausmass angenommen, das Auswirkungen auf sämtliche Lebensbereiche hat: Es braucht mehr finanzielle Mittel für Verkehrsinfrastrukturen, die Siedlungsgebiete müssen baulich verdichtet werden, wie es so schön heisst, sprich: Anstelle von wohnlichen Siedlungen mit sinnvoller sozialer Kontrolle werden Wohnlos gebaut, wo sich die Leute nicht mehr kennen.

Wir kommen nicht darum herum, die Zuwanderung zu steuern, sodass diejenigen Arbeitskräfte kommen können, die wir brauchen, und die Wirtschaft und das Gewerbe massvoll wachsen können. Sie sollen nicht so stark wachsen, dass am Schluss weder Geld noch Platz für Mobilität, Wohnen und Kulturland bleiben.

Eine Gesellschaft braucht Mass, nicht Masse, um sich nachhaltig entwickeln zu können. Das will unsere Initiative. Ich denke, dass das «Mass» anstelle der «Masse» auch hier im Parlament ein Ja verdient.

Vischer Daniel (G, ZH): Im Juni 1970 war die Abstimmung über die Schwarzenbach-Initiative. Es war eine meiner ersten politischen Aktionen. Die Schwarzenbach-Initiative wurde gebodigt. Es gab eigentlich zwei Kampagnen: Es gab die Kampagne der Wirtschaft und der Gewerkschaften, die auf Wachstum setzte, und es gab die Kampagne der damals entstehenden neuen Linken, die vor allem eine gemeinsame Kampagne mit den Organisationen der ausländischen Arbeiter in der Schweiz war.

Damals stand die Schweiz in Erwartung des Kneschaurek-Berichtes, der uns dann wenig später eine Schweiz von 10 Millionen Einwohnerinnen und Einwohnern im Jahre 2000 prognostizierte. Das war die Zukunftsplanung damals; es ist ziemlich anders gekommen. 1974 kam die erste grosse Krise. Gegen eine halbe Million hier ansässiger ausländischer Arbeiterinnen und Arbeiter musste über Nacht nach Hause gehen. Die Schweiz stellte um; man wusste, dass der Produktionsapparat erneuert werden musste. Die Zeit der expansiven Entwicklung durch Hereinholen von ausländischen Arbeitern war vorbei. Inzwischen leben wir in einer anderen Welt.

Ich war nie ein spezifischer Anhänger der EU-Personenfreiheit, weil es natürlich klar ist, dass die EU-Personenfreiheit ausländischen Menschen aus anderen Gebie-

ten, namentlich ausserhalb der OECD, das Hereinkommen in die Schweiz tendenziell erschwert. Nur, ich muss fast lachen, wenn jetzt ausgerechnet Herr Frehner so tut, als sei das sein Problem; wenn es nämlich eine eurozentristische Partei in diesem Saal gibt, die die abendländischen Werte hochhalten will, dann ist es ja die SVP. Wenn es aber einer Korrektur der Ausländerpolitik bedürfte, dann müsste tatsächlich dringend die Überlegung gemacht werden, wie auch Menschen aus anderen Teilen der OECD, vor allem auch aus der Nicht-OECD-Welt, der Zutritt zu diesem Land erleichtert werden kann – dies notabene nicht nur unter der Ägide der Bonzenmentalität im Sinne von «Wir brauchen ein paar Manager aus Indien mehr», sondern indem auch normale Menschen aus Afrika, Indien, Asien die Möglichkeit haben, vielleicht nur über eine gewisse Zeit, hier zu leben und zu arbeiten.

Die SVP-Initiative verfolgt den falschen Weg, weil die Frage nach der Zahl der hier anwesenden Menschen immer der falsche Weg ist. Wir haben das Problem, dass wir in diesem Land die Wohnfläche pro Mensch ausgebaut haben. Wir haben ein Mobilitätsproblem, indem wir in einem Zwiespalt durchaus auch der Grünen auf der einen Seite eine Beschleunigung herbeiführen, die auf der anderen Seite gleichzeitig unsere Landschaft zerstört. Und wir haben das Problem des Lohndumpings. Wir haben die Lage, dass in die Schweiz hereinströmende Menschen auch aus der EU – Stichwort Hartz-IV-Bereich – natürlich unsere Löhne drücken. Die Abstimmung 2005 war im Kern ein Bündnis zwischen Wirtschaft und Gewerkschaften, weshalb mit den flankierenden Massnahmen Mindestvoraussetzungen gegen Lohndumping in die Vorlage aufgenommen wurden. Diese müssen nun heute in einem nächsten Schritt verbessert werden. Aber wir stehen ebenso vor gigantischen raumplanerischen Herausforderungen, die angegangen werden müssen. Leider muss ich feststellen, dass da die SVP abseitssteht. Sie bewirtschaftet das Problem der Zahl, aber nicht das Problem des realen Lebens in diesem Lande.

Vitali Albert (RL, LU): Ich versteh die Beweggründe für diese Initiative «gegen Masseneinwanderung», denn die grosse Einwanderung macht mir und der Bevölkerung Sorgen. Ich erwarte aber von einer Initiative, dass sie ein Problem löst oder wenigstens verbessert. Diese Initiative tut dies nicht, im Gegenteil: Sie schafft neue Probleme. Für die FDP verstösst diese Initiative gegen das Freizügigkeitsabkommen mit der EU und gefährdet die bilateralen Abkommen. Das Einvernehmen mit der EU ist angespannt, und daher hätten Neuverhandlungen in der heutigen Zeit geringe oder gar keine Chancen.

Die FDP fühlt sich in ihrer Haltung bestätigt. Zentral für eine erfolgreiche Zukunft ist der bilaterale Weg. Bei einer Befragung der Bevölkerung bestätigten 80 Prozent der Befragten, dass es unserem Land ohne Personenfreizügigkeit wirtschaftlich schlechter ginge. Die schweizerische Wirtschaft ist im Grossen und Ganzen gut aufgestellt, das zeigt die auch im Vergleich zum Ausland tiefe Arbeitslosigkeit. Die Schweiz wird in der Zukunft mit der Armutseinwanderung mit Sicherheit mit einem neuen Problem konfrontiert. Die Wirtschaft braucht Arbeitskräfte, vor allem Fachkräfte – mehr, als wir in der Schweiz selber haben. Wir stellen fest, dass wir heute einen Fachkräftemangel haben. Solange es Wirtschaftswachstum gibt, müssen wir halt Arbeitskräfte haben. Ausländische Arbeitnehmende werden mehrheitlich im Baugewerbe, in der Landwirtschaft, im Gastgewerbe und im Gesundheitswesen eingesetzt; das einfach, weil wir zu wenig schweizerische Arbeitskräfte haben. Ein Beispiel: Das Gesundheitswesen wächst nur allein schon wegen der Demografie. Dagegen können wir uns nicht wehren.

Dieses Wachstum und damit die Einwanderung bringen auch Probleme mit sich – das stimmt. Die Folgen sind unter anderem die Wohnungsnot, die steigenden Wohnungsmieten, die Zersiedelung der Landschaft, die hohen Bodenpreise und die Verkehrsüberlastung.

Der Schweizerische Gewerbeverband, die Nummer 1 der Schweizer KMU-Wirtschaft, hat im Dezember 2011 im Zu-



sammenhang mit dem Personenfreizügigkeitsabkommen eine Umfrage bei seinen Verbandsmitgliedern in Auftrag gegeben. Dieser Studie kann man entnehmen, dass mehrheitlich Zufriedenheit bezüglich der Personenfreizügigkeit und der Wunsch nach einer Korrektur bei den flankierenden Massnahmen bestehen. Bemerkenswert ist unter anderem, dass gemäss der Studie zwei Drittel mit der Masseneinwanderungs-Initiative nicht einverstanden sind.

Wo müssen wir ansetzen? Wir haben viele gut ausgebildete Frauen, die mehr arbeiten möchten. Da braucht es flexiblere Arbeitsmodelle. Ältere Arbeitnehmer wollen länger arbeiten; für sie brauchen wir bessere Anreize. Junge Leute müssen mehr für handwerkliche Berufe sensibilisiert werden. Weiter sollte die Ventilklausel konsequent umgesetzt werden; es sollen nur solche ausländische Arbeitskräfte in die Schweiz kommen, die eine Arbeitsbewilligung vorweisen können. Zudem muss auch konsequent gegen die Ausländerkriminalität und gegen den Missbrauch im Asyl- und Sozialwesen vorgegangen werden; der Familiennachzug muss eingeschränkt werden, und auch gegen illegale Aufenthalter muss speziell vorgegangen werden.

Das Problem der Masseneinwanderung können wir nicht wegdiskutieren. Die Initiative der SVP ist aber der falsche Weg. Darum lehne ich sie ab.

Hadorn Philipp (S, SO): Die Bewohnerinnen und Bewohner der Schweiz haben effektiv einige Probleme: Die Situation in der EU, das aktuelle Bankenfiasco, die Angst vor einer Rezession, Ideen zum Abbau in der Altersvorsorge und in den Sozialwerken und auch die Unsicherheit des Arbeitsplatzes rauben den Menschen den Schlaf. Zudem lässt die Entwicklung der Renten und Löhne in den vergangenen Jahren für viele Rentenberechtigte und Arbeitnehmende zu wünschen übrig. Die ständige Wohnbevölkerung in unserem Land nimmt effektiv zu. Mit den Pendlerströmen auf Schiene und Strasse haben sich täglich Tausende von Menschen abzuplagen, und in mehreren Regionen wird die Wohnraumnot akut.

Mit einiger Begabung hat die SVP diese Ängste aufgenommen und einen Sündenbock bestimmt: Masseneinwanderung soll die Ursache unserer Herausforderungen sein. Mit dem Anliegen, die Einwanderung in die Schweiz restriktiver zu gestalten, wurden die SVPlérinnen und SVPlér im letzten nationalen Wahlkampf 2011 auf die Piste geschickt.

Das Rezept, mit einem Thema auf Kosten von Fremden nicht nur Stimmung, sondern auch Stimmen zu machen, wird seit Jahren praktiziert, leider recht erfolgreich. Die Antwort dieser Initiative auf teilweise wirklich vorhandene Probleme ist aber falsch. Unsere Gesellschaft lebt seit je von Einwanderinnen und Einwanderern. Unsere Wirtschaft kann nicht auf Rekrutierungen auf dem ausländischen Arbeitsmarkt verzichten. Unternehmen werden gezielt in Grenzregionen angesiedelt. Kunst und Kultur erhalten Impulse, auf die kaum jemand verzichten möchte. Unsere Traditionen gründen geradezu auf diesem Austausch. Die Zuwanderung ist Teil unserer Identität und unseres Erfolges als Willensnation Schweiz.

Bewusst rühmen wir uns auch einer humanitären Tradition. Nicht der Finanzplatz Schweiz hat unser Land zu einer weltbekannten Marke gemacht, die für ehrliche Qualität steht. Das sind vielmehr die Werte der humanitären Tradition, etwa des Roten Kreuzes. Es sind Werte, Haltungen und konkrete Hilfe für Menschen in schwierigen Situationen, die die Schweiz als Gute Dienste in die ganze Welt exportiert hat.

Jetzt nach Beschränkungen und Kontingenten zu rufen ist fehl am Platz. Für effektiv vorhandene Probleme brauchen wir keine Stellvertreterlösungen. Die Botschaft des Bundesrates legt ausführlich dar, dass die Annahme der Volksinitiative schwerwiegende Folgen für bilaterale und supranationale Abkommen hätte. Nebst all den wirtschaftlichen Widerwärtigkeiten, die daraus entstehen würden, könnte gleichzeitig die Verletzung des Non-Refoulement-Prinzips zur Situation führen, dass Menschen in sichere Verfolgung, Folter oder gar in den Tod geschickt würden. Das darf nicht sein!

Um der Situation der Einwanderung gerecht zu werden, braucht es allerdings auch Massnahmen zum Schutz der Bevölkerung in der Schweiz. Dazu gehören die Integration der zugezogenen Menschen; eine aktive Wohnraumpolitik, damit genügend bezahlbarer Wohnraum zur Verfügung steht; Massnahmen gegen die Zersiedelung und zum Schutz der Umwelt; eine Infrastruktur, welche die Bedürfnisse an den Service public abdeckt, gleichzeitig aber wünschenswerte Verhaltensweisen fördert; eine Bildungspolitik, welche nicht nur, aber auch die Sprachkenntnisse als Grundlage jeglicher Verständigung und Integration zum Ziel hat. Vordringlich ist, jeglichem Lohndumping und jeglichen Lohnexzessen die Stirn zu bieten; wichtig sind auch Mindestlöhne, die 1:12-Initiative sowie flächendeckende Gesamtarbeitsverträge mit einer Vereinfachung der Allgemeinverbindlicherklärung, mit einer angepassten Aufsicht und mit Kontrollen. Mit solchen Massnahmen bieten sich adäquate Antworten auf effektiv vorhandene Probleme sowie die Sicherung der legitimen Bedürfnisse der aktuellen, aber auch der zukünftigen Wohnbevölkerung.

Die Schweiz verdankt ihren Erfolg auch der Einwanderung. Mit dem Finanzsektor als Aushängeschild haben wir nun bereits genügend Kredit in der Welt verloren. Verspielen wir nicht auch noch den letzten Rest unserer Glaubwürdigkeit durch Aufgabe unserer humanitären Tradition und einen unwürdigen Umgang mit Fremden, Andersdenkenden und Minoritäten! Völkerübergreifende Solidarität ist eine Tugend. Der Weg des Egoismus hat uns offensichtlich in eine Sackgasse geführt – mit noch nicht absehbaren Folgen.

Lehnen wir diese populistische Volksinitiative ab, die keinerlei Probleme löst, aber viele neue schafft!

Brand Heinz (V, GR): Bekanntmassen haben seinerzeit die langwierigen Verhandlungen über die Personenfreizügigkeit den Abschluss der bilateralen Abkommen erschwert und stark verzögert. Ursache dieser Verzögerungen war vor allem die weit verbreitete Angst in der Bevölkerung, die Schweiz könnte im Falle einer Freigabe der Zuwanderung von einer starken und unkontrollierbaren Zuwanderung aus Europa erfasst werden. Heute zeigt sich, dass die Angst vor dieser starken Zuwanderung aus Europa keineswegs unbegründet war.

Wie die bereits verschiedentlich genannten Zahlenreihen über die Zuwanderung in die Schweiz nur allzu deutlich belegen, ist die Zuwanderung in die Schweiz nicht kurzfristig exponentiell, sondern längerfristig, kontinuierlich und linear stark angestiegen. Sie ist im Bereich der Erwerbstätigten auf alle Fälle wesentlich stärker angestiegen als während der zahlenmässigen Beschränkung der Zuwanderung, das heisst während der Geltungsdauer der Kontingente. Eine Trendwende bei der Zuwanderung aus Europa in die Schweiz ist zudem nicht in Sicht. Gegenüber dem Vorjahr stieg die Zahl der in der Schweiz lebenden Ausländer per saldo erneut um 57 000 Personen oder 3,2 Prozent, dies hauptsächlich wegen der Zuwanderung aus EU- bzw. Efta-Staaten.

Die Schweiz ist seit Jahren für Einwanderungswillige aus der EU höchst attraktiv und wird es aufgrund der guten volkswirtschaftlichen Perspektiven auch bleiben. Ein wichtiger Pull-Faktor der Migration wird uns mithin für die nächste Zeit erhalten bleiben. Mit Blick auf die Einwanderungsperspektive aber wesentlich wichtiger ist der Umstand, dass die wirtschaftliche Situation in der EU miserabel ist und dadurch sehr viele Leute nachgerade zur Auswanderung gezwungen werden. Auch die Push-Faktoren treiben mithin die Migration in Richtung Schweiz weiter an.

Das Migrationspotenzial der EU in Richtung Schweiz wird auch in Zukunft nicht abnehmen, sondern weiter ansteigen, und dadurch wird der Migrationsdruck weiter zunehmen. Dieser absehbaren Entwicklung darf doch nicht einfach tapferlos zugeschaut werden. Der Handlungsbedarf ist mehr als ausgewiesen, zumal auch in unserer Bevölkerung der Ruf nach einer nachhaltigeren Steuerung der Immigration immer öfter und vor allem immer lauter zu hören ist.



Geografisch und/oder quantitativ unerwünschte Wanderungsströme sind auch in der EU kein unbekanntes Phänomen. Gerade deswegen gelten auch innerhalb der EU ver einzelte Wanderungsbeschränkungen zwischen einzelnen Staaten, die damit den freien Personenverkehr beschränken. Angesichts des ausgewiesenen Steuerungsbedarfs ist es nicht einzusehen, weshalb solche Begrenzungen nicht auch zwischen der Schweiz und der EU selber vereinbart werden können. Die Schweiz verfügt mit einem Ausländeranteil von gegen 25 Prozent über einen in Europa über durchschnittlichen Ausländeranteil. Ein weiterer Anstieg kann und darf doch nicht einfach hingenommen werden. Die Volksinitiative «gegen Masseneinwanderung» bewirkt keinen generellen Stopp der Einwanderung und damit keinen Ausschluss dringend benötigter Arbeitskräfte. Sie bewirkt folglich mit Sicherheit auch keinen unkontrollierbaren Stopp unserer wirtschaftlichen Konjunktur. Alle anderslau tenden Behauptungen sind Schwarzmalerei. Wir haben mit einer beschränkten Ausländerzulassung unseren heutigen hohen Wohlstand erreicht. Verschliessen wir uns gegenüber einer Steuerung der Zuwanderung, laufen wir erhebliche Gefahr, das Erreichte langfristig zu verlieren.

Die Initiative «gegen Masseneinwanderung» wird die Schweiz und die EU im Falle einer Annahme an den Verhandlungstisch zwingen und damit zur Suche einer besseren, einer volkswirtschaftlich verträglicheren Lösung. Aufgrund ihrer Grösse und räumlichen Beschränktheit sind der Aufnahmekapazität der Schweiz aber objektive Grenzen gesetzt, und diese treten schon heute auf Strasse, Schiene, Wohnungsmarkt augenfällig zutage. Dies konzedieren bekanntlich auch die Gegner der Initiative.

Die Schweiz verhält sich heute wie ein klassisches Einwanderungsland, ohne aber die entsprechenden räumlichen und objektiven Voraussetzungen zu erfüllen. Eine Korrektur ist nicht zuletzt angesichts der langen Umstellungsbemühungen dringend angesagt. Die Volksinitiative «gegen Masseneinwanderung» ist ein erster Schritt hierzu, und ich möchte Sie deshalb bitten, die Initiative zur Annahme zu empfehlen.

Riklin Kathy (CE, ZH): Seit dem Inkrafttreten der Bilateralen I, welches am 1. Juni 2002 erfolgte, zehn Jahre nach dem EWR-Nein, hat die Schweiz die grosse wirtschaftliche Krise der 1990er Jahre überwunden. Der Zugang zum europäischen Binnenmarkt und das Zuwanderungsmodell für arbeitende EU-/Efta-Bürgerinnen und -Bürger wurden zum Erfolgsmode. Mitten in Europa ist die Schweizer Wirtschaft in ausgezeichneter Verfassung: Unsere Beschäftigungslage ist gut, kaum ein Land auf der Welt hat so tiefe Arbeitslosenzahlen wie wir im Herzen Europas.

Die Initiative der SVP mit dem unsinnigen Titel «Gegen Masseneinwanderung» gefährdet unsere bewährte und erfolgreiche Arbeitskräftepolitik und unsere Beziehungen zur EU. Sie setzt unseren Zugang zum europäischen Binnenmarkt aufs Spiel. Einmal mehr spielt die sogenannte Wirtschaftspartei SVP mit dem Feuer. Eine Annahme der populistischen SVP-Initiative würde der Schweizer Wirtschaft ganz konkret schaden. Sie würde zudem zu einem bürokratischen Mehraufwand führen. Eine Kontingentspolitik bei den ausländischen Arbeitskräften hätte erneut Planwirtschaft zur Folge, und Planwirtschaft war kaum je erfolgreich.

Unsere seit zehn Jahren gültigen Zuwanderungsregeln haben die Einwanderung von gut ausgebildeten Menschen aus den naheliegenden Ländern stark erhöht. Gewisse Bereiche wie der Gesundheitssektor, das Gastgewerbe, die produzierende Industrie und der Hightech-Bereich würden ohne Fachkräfte aus der EU nicht mehr funktionieren. Auch die Firmen der SVP-Unternehmer müssten ganz einfach ihre Tore schliessen.

In den Kranken- und Pflegeheimen werden unsere Angehörigen, auch diejenigen der SVP-Anhänger, von hilfsbereiten Ausländerinnen gepflegt. Die ausländischen Arbeitskräfte nehmen nicht den Schweizerinnen und Schweizern die Arbeitsplätze weg. Unserem Land fehlt es – das Problem ist hausgemacht – an ausgebildeten Fachkräften. Die CVP-Fraktion verlangt daher in einer eben eingereichten Motion,

dass der Bundesrat aufzeigt, wie der inländische Fachkräfte mangel angegangen werden kann.

Durch den Wegfall der Personenfreizügigkeit würde auch das heute den Schweizer Bürgerinnen und Bürgern garantierte Aufenthaltsrecht im EU-Raum wegfallen. Mehr als 400 000 Schweizerinnen und Schweizer leben und arbeiten im EU-Raum. Die Personenfreizügigkeit ist keine Einbahn strasse, sie beruht auf Gegenrecht. Dazu steht leider kaum etwas in der Botschaft. Eine Einschränkung der Arbeitsmöglichkeiten für Schweizerinnen und Schweizer in der EU wäre, gerade für die Jungen, ein grosser Nachteil.

Wir müssen die Probleme im Zusammenhang mit der ausländischen Zuwanderung gemeinsam angehen, eine aktive Wohnraumpolitik betreiben, die Mobilität sinnvoll regeln und den Missbrauch bei den Sozialversicherungen und bei den Arbeitsbewilligungen bekämpfen. Mauern aufrichten und Kontingente festlegen sind keine sinnvollen Lösungen.

Die Initiative der SVP dient nur der Bewirtschaftung ihrer Stammwähler, sie ist Gift für die Schweiz und daher klar abzulehnen.

Estermann Yvette (V, LU): Ja, das ist eine gute Frage: Wie viel Zuwanderung braucht unsere Schweiz? Einige hier im Saal sind der Meinung, dass mit der Zuwanderung, die wir heute haben, alles in Ordnung sei; es brauche keine Änderung. Andere sagen, wir hätten gewisse Probleme, aber diese seien mit Massnahmen zu lösen, die ich persönlich als Bekämpfung der Folgen und nicht als Bekämpfung der Ursachen sehe.

Wir haben gehört, dass die Wahrnehmung in der Bevölkerung dahingehend ist, dass es zu viel Zuwanderung in die Schweiz gibt. Der Druck wird immer grösser; das gilt nicht nur am Arbeitsplatz, das gilt überall. Wenn Sie mit dem Bus fahren, wenn Sie mit der Eisenbahn fahren, stellen Sie z. B. fest, dass die Leute eher bereit sind, einen Streit anzufangen. Ja, das ist wirklich so, wir haben viel mehr Leute, die gewaltätig werden; das ist eine schleichende Folge der zu grossen Zuwanderung.

Jemand hier im Saal hat gesagt, die SVP wolle etwas Unsteuerbares steuern. Zuwanderung ist steuerbar, selbstverständlich! Jedes Land kann die Zuwanderung so steuern, dass sie dem Land etwas nützt. Einige haben erwähnt, wir hätten keine Massenzuwanderung und die SVP betreibe mit ihrer Initiative quasi Wahlkampf. Aber 80 000 Menschen pro Jahr entsprechen der Einwohnerzahl einer Stadt, etwa der Einwohnerzahl des wunderschönen Luzern. Wir sehen das als Problem; die Menschen, die Bevölkerung sieht das als Problem. Es ist an uns, Lösungen zu suchen.

Leider wollte man meine Motion nicht annehmen, mit der ich ein Punktesystem für Ausländerinnen und Ausländer verlangt habe. Das wäre mit der Wiedereinführung von Kontingenzen und dem Saisonierstat eine Möglichkeit, unsere Zuwanderung gut und effizient zu steuern. Wir schränken uns mit der Freizügigkeit gegenüber den EU- und Efta-Staaten immer ein bisschen ein. Warum nicht eine einzige Steuerung der Zuwanderung haben für die ganze Welt, für alle Ehrendenbürger? Das ist das Ziel. Ich bleibe an diesem Thema sicher dran, weil ich finde, dass es auch für die nächste Generation von grösster Wichtigkeit ist.

Ich nehme gerne die Kritik entgegen, die Initiative sei nicht gut, die Initiative habe Fehler. Aber wenn ich den Gegnern der Initiative zuhöre, höre ich die einen, die sagen: «Die Initiative nützt gar nichts, man kann ihr ruhig zustimmen.» Ja, dann stimmen Sie ihr doch zu! Dann höre ich die anderen, die sagen: «Die Initiative ist ganz schrecklich, wenn wir sie annehmen, sind die Folgen unberechenbar.» Also wenn sich die Gegner so unglaublich schön uneinig sind, ist das eine gute Initiative!

Zum Schluss möchte ich Ihnen noch sagen: Es hilft nichts, wenn Sie die Augen verschliessen vor gewissen Problemen, die man lösen sollte. Ich habe als Mitglied der SVP viel Kritik einstecken müssen, aber von keiner praktikablen Lösung gehört. Wir sind das Parlament. Es ist unsere Aufgabe, Lösungen für unser Land zu bieten.



Und dann möchte ich noch sagen: Es ist immer wieder die Rede davon, wie unglaublich menschenfeindlich und ausländerfeindlich die Möglichkeiten sind, die wir als SVPler bieten wollen. Ich sage Ihnen eines: Ich bin vor zwanzig Jahren als Ausländerin in dieses Land gekommen, und ich habe wirklich unglaubliche Toleranz verspürt, eine unglaubliche Grosszügigkeit von allen Menschen, die hier leben; von Einrichtungen, von denen wir profitieren können. Da können Sie doch nicht sagen, die SVP sei gegen Ausländer! Das stimmt nicht. Wir sind auch für die Leute da, die aus dem Ausland hierhergekommen sind. Sie fühlen sich hier heimisch, und sie möchten dieses wunderschöne Land so behalten und auch aufbauen – nicht einfach schnelles Geld machen und verschwinden. Für diese Damen und Herren sind wir auch da, ob sie hier stimmberechtigt sind oder nicht.

Ich habe es bereits gesagt: Die Initiative ist gut; Sie als Gegner sind sich nicht einig darüber, warum sie schlecht sein soll. Da möchte ich Ihnen nur empfehlen: Stimmen Sie Ja zur Initiative der SVP, und packen Sie die Probleme dort an, wo sie entstehen, an der Wurzel!

Wasserfallen Christian (RL, BE): Wir haben in den nächsten Jahren einige sehr problematische Initiativen vor uns; sowohl von links wie von rechts wird versucht, unser Land, unser Erfolgsmodell Schweiz abzuschaffen: 1:12-, Mindestlohn-, Ecopop-, Grundeinkommens- und eben auch die Masseneinwanderungs-Initiative. Das sind veritable Probleme, über die man nicht einfach hinweggehen kann.

Die Volksinitiative «gegen Masseneinwanderung» ist da ein sehr negatives Beispiel. Sie von der SVP sagen immer, Sie wollten die Einwanderung steuern. Die Frage ist, was Sie genau steuern wollen. Sie haben die Möglichkeit, in eine richtige Richtung zu steuern. Aber Sie steuern mit dieser Initiative unser Land an die Wand. Das ist nicht das Ziel, das wir verfolgen müssen, wenn wir unser Land, unser Erfolgsmodell auch noch in Zukunft behalten wollen.

Ich nehme ein kleines Beispiel: Sie sagen, die Höchstzahlen der Migration bezögen sich dann auf alle Bewilligungen, inklusive Asylwesen. Bedeutet das letztlich, dass man keine Arbeitskräfte mehr ins Land hineinlassen darf, wenn es mehr Asylsuchende gibt, und dass die Wirtschaft gar keine Mitarbeitenden mehr beschäftigen kann, wenn die Asylzahlen steigen? Das steht so in Ihrer Initiative, und ich bin eigentlich enttäuscht, dass es Ihnen nicht in den Sinn gekommen ist, dass das eine hochproblematische Forderung ist.

Wie Sie sehen, ist die Initiative höchst problematisch für alle drei Wirtschaftssektoren. Die Landwirtschaft braucht am meisten Leute aufgrund der Personenfreizügigkeit. Wir haben aber auch ein Problem in der Gastrobranche, und wir haben auch ein Problem im Gesundheitsbereich. Wie wollen Sie ein flächendeckendes Gesundheitssystem aufrechterhalten ohne die Personenfreizügigkeit? Das wird nicht mehr möglich sein. Denken Sie daran, wenn Sie beim nächsten Mal eine flächendeckende Spitalversorgung fordern. Ohne Zuwanderung ist das Gesundheitswesen nicht aufrechtzuerhalten.

Das Schlimmste an der Initiative finde ich aber die Kontingentierung allgemein. Wenn Sie Kontingentierungen durchsetzen wollen, müssen sämtliche Betriebe – alle KMU, die ganz grossen Firmen – in einer regelrechten Planwirtschaft um jeden Mitarbeiter, um jede Mitarbeiterin einzeln kämpfen, damit sie diese Person bekommen. Das ist die Superplanwirtschaft. Ich bin erstaunt, dass ausgerechnet die SVP eine solche Superplanwirtschaft aufbauen will.

Der Schweizer Vorrang in der Initiative ist eine gute Idee, aber überlegen Sie sich dann, wie Sie im dualen Ausbildungssystem ohne prosperierende Unternehmungen Leute ausbilden wollen, wenn Sie keine wirtschaftliche Perspektiven mehr haben. Sie müssen Arbeitsstellen schaffen können und Arbeitsplätze unterhalten können, damit Sie überhaupt Schweizerinnen und Schweizer als Fachkräfte ausbilden können.

Dasselbe gilt auf dem Niveau der Wissenschaft. Sie sind gegen EU-Forschungsprogramme. Sie sind dafür, dass man die Leute nicht mehr wissenschaftlich arbeiten lässt in der

Schweiz. Wie wollen Sie dann genügend schweizerische Fachkräfte ausbilden? Das geht nicht.

Das Erfolgsmodell der Schweiz basiert erstens auf dem liberalen Arbeitsmarkt, zweitens auf dem hervorragenden dualen Bildungssystem, drittens auf agilen Unternehmungen. Daher sagen die FDP-Liberalen ganz klar: Wir sind gegen den EU-Beitritt und für die Bilateralen. Nur so können wir das Erfolgsmodell aufrechterhalten. Ich bin dezidiert der Überzeugung, dass solche Kräfte, die FDP-Liberalen insbesondere, für die Zukunft notwendiger denn je sind.

Klar gibt es Druck von aussen, das stellt niemand in Abrede. Wir haben mit den flankierenden Massnahmen, mit besseren Infrastrukturen, mit flexiblerem Wohnraum und mit der Ventilklausel einige Mittel in der Hand, mit denen wir Gegensteuer geben können.

Was wird aber aufgetischt? Aufgetischt werden von links Rezepte aus der sozialistischen Mottenkiste – die 1:12-Initiative, die Initiative für ein Grundeinkommen, die Ecopop-Initiative und noch die Mindestlohn-Initiative. Auf der anderen Seite will man mit romantischen Vorstellungen einen Zaun um die Schweiz machen, damit niemand mehr ins Land kommt. Überlegen Sie sich, auf welchen Grundlagen der Erfolg unseres Landes beruht; er beruht weder auf sozialistischen Rezepten noch auf Umzäunungspolitik und Abschottung des Schweizer Arbeitsmarktes.

Daher muss ich leider sagen: «Nur die dümmsten Kälber wählen ihre Metzger selber.» Ich bitte Sie, diese gefährliche Masseneinwanderungs-Initiative dezidiert abzulehnen.

Schwander Pirmin (V, SZ): Herr Kollege Wasserfallen, Sie sprechen bei der Kontingentierung von Planwirtschaft. Was sind dann die flankierenden Massnahmen?

Wasserfallen Christian (RL, BE): Herr Schwander, der Präsident des Gewerbeverbandes, Mitglied Ihrer Fraktion, und der Gewerbeverbund selber sind ganz klar gegen diese Initiative. Aus welchen Gründen? Weil dann jede Unternehmung, jede KMU verwaltungsmässig jeden Arbeitnehmer und jede Arbeitnehmerin separat hereinholen muss. Sie wissen haargenaug, dass die KMU grössere Schwierigkeiten haben werden, an ausländische Mitarbeiter zu kommen, als die grossen internationalen Firmen. Aber das ist die Planwirtschaft. Heutzutage können die Firmen die Leute auf einem flexiblen Arbeitsmarkt beschaffen, ohne dass sie in ihren Verwaltungsstellen einen riesigen bürokratischen Aufwand haben.

Sommaruga Carlo (S, GE): Monsieur Wasserfallen, je partage avec vous les conclusions sur l'initiative et sur le fait que le système des contingents est un mauvais système. Mais il y a une insatisfaction sociale dans ce pays en raison de l'arrivée importante de nouveaux travailleurs et travailleuses, et du risque, notamment sur le marché du travail, de dumping salarial et de problèmes en matière de logement. Où êtes-vous, Monsieur Wasserfallen, et où est le Parti libéral-radical au moment où il faut prendre des mesures d'accompagnement, notamment sur le marché du logement? Vous n'êtes pas là!

Wasserfallen Christian (RL, BE): Das ist eine Behauptung Ihrerseits, die Sie so nicht beweisen können. Sehen Sie, ich war Mitglied der Geschäftsprüfungskommission, die 2011 einen Bericht über die flankierenden Massnahmen verfasst hat. Was war das Problem bei den flankierenden Massnahmen? Das Problem ist nicht, dass sie zu wenig weit oder zu weit gehen, sondern das Problem ist die Umsetzung. Wir haben eine Karte bekommen, der zu entnehmen war, welche Verstösse gegen welche Prinzipien der flankierenden Massnahmen vorgefallen sind. Das war eine weisse Karte, aber nicht weil es keine Verstösse gegeben hat, sondern weil die Kantone die Massnahmen nicht korrekt und nicht richtig umgesetzt haben. Wir haben die flankierenden Massnahmen; die muss man jetzt so umsetzen, wie sie jetzt dastehen. Alles andere, was Sie aus der sozialistischen Mottenkiste ziehen – das muss ich Ihnen wirklich sagen –, wird die Schweiz

an die Wand fahren, genau gleich wie die Masseneinwanderungs-Initiative. Ich weiss, dass das etwas unangenehm ist für Sie, aber es ist die Wahrheit.

van Singer Christian (G, VD): Cher collègue, vous savez que souvent, des entreprises préfèrent engager des étrangers, parce qu'ils peuvent les payer moins. Est-ce que vous êtes favorable à des salaires minimaux par branche pour éviter que des étrangers ne remplacent les travailleurs ou les chômeurs suisses? Etes-vous prêt à instaurer des salaires minimums par branche?

Wasserfallen Christian (RL, BE): Nein, ganz klar nein. Ich will keine Mindestlöhne, das habe ich jetzt drei- oder viermal gesagt. Wenn Sie Mindestlöhne und dann noch Löhne im Verhältnis «1:12» fordern, müssen Sie einfach wissen, dass die Summe beider Forderungen bedeutet, dass die Eins fixiert ist und damit auch die Zwölf. Dann haben Sie eine Bandbreite von Löhnen; dies betrifft dann nicht nur die Top-saläre und die Saläre, die am untersten Rand sind, sondern damit haben Sie alle Lohnstufen dazwischen plafoniert. Wenn Sie dieses Rezept in den Firmen vertreten gehen, wünsche ich Ihnen viel Erfolg. Ich bin nicht sicher, ob Sie bei der Belegschaft damit viele Lorbeeren holen werden.

Schwaab Jean Christophe (S, VD): Monsieur Wasserfallen, vous dites que vous vous opposez à des salaires minimaux obligatoires par branche. Vous opposez-vous aux salaires minimaux obligatoires qui sont fixés dans les conventions collectives, qui ont force obligatoire, et qui sont donc des salaires minimaux légaux obligatoires par branche?

Wasserfallen Christian (RL, BE): Ich will keine obligatorischen Mindestlöhne pro Branche, die der Gesetzgeber vorschreibt. Sehen Sie, wenn Sie mit der 1:12-Initiative und der Mindestlohn-Initiative die Sozialpartnerschaft abschaffen wollen, weil es gar keine Verhandlungsmasse mehr gibt, welche Löhne gelten sollen, dann müssen Sie diese Volksinitiativen durchziehen. Wenn Sie hingegen die Sozialpartnerschaft stärken wollen, dann suchen Sie den Dialog zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern, aber dann müssen Sie diese Initiativen zurückziehen. Das wäre der beste Schritt.

Mörgeli Christoph (V, ZH): Es ist für diese Debatte vielleicht nützlich, wenn wir uns in die Sechzigerjahre zurückdenken. Damals stand die Schwarzenbach-Initiative an. Sie fand Gefallen und eine Anhängerschaft bis weit ins linke Lager hinein. Ich kann mich gut an Diskussionen zwischen meinen in Winterthur tätigen, sozialdemokratisch und gewerkschaftlich organisierten Onkeln und meinem eher bürgerlichen Vater erinnern, der die Schwarzenbach-Initiative, im Gegensatz zu meinen sozialdemokratischen Verwandten, nicht unterstützte. Mein Vater spürte natürlich: Es war eine für unser Land wichtige Zuwanderung zum Arbeitsmarkt. Er hat auch immer wieder davon gesprochen, dass es ihn als Offizier in echte Gewissensnöte bringen würde, wenn er diese Leute, allenfalls sogar mit Gewalt, wieder heimschaffen müsste.

Was ist damals geschehen? Angesichts der Gefahr, die diese Initiative darstellte, ergriff plötzlich die Wirtschaft die Initiative: Sie kam zur Politik und sagte, sie sehe, dass es da Probleme gebe, und sie wolle sie lösen. Man führte strenge Kontingente ein. Es war keine sozialistische Planwirtschaft, sondern einfach ein vernünftiges Entgegenkommen angesichts der realen Ängste der Bürgerinnen und Bürger. Das hat Jahrzehntelang funktioniert, inklusive Saisonierstatut. Die Bevölkerung war damit zufrieden.

Der Wohlstand der Schweiz nach dem Zweiten Weltkrieg wurde ohne Personenfreizügigkeit geschaffen. Der Aufstieg unserer Weltfirmen, unserer Dienstleistungsunternehmen, unserer Industrie, unserer Banken erfolgte ohne Personenfreizügigkeit. Es waren Schweizer Manager, die für diesen Aufstieg sorgten, natürlich auch im Ausland. Daran sollten wir uns jetzt wirklich erinnern. Wenn wir uns die heutige Situation ansehen, stellen wir fest, dass wir eigentlich in einem

ähnlichen Rahmen sind wie zum damaligen Zeitpunkt. Die Wirtschaft hat es eingesehen: Wir sollten nicht die Menschen zu unseren Maschinen, sondern unsere Maschinen zu den Menschen im Ausland bringen.

Dass die Wirtschaft heute froh ist, wenn sie Arbeitskräfte aus 500 Millionen Menschen rekrutieren kann, ist nachvollziehbar. Die Wirtschaft ist auch froh, wenn sie auf die Löhne drücken kann. Das sind eindeutige Vorteile. Aber die zunehmende Unglaublichkeit – der schrittweise Zusammenbruch, hätte ich fast gesagt – der Economiesuisse beispielsweise hat damit zu tun, dass man die grösseren Zusammenhänge nicht mehr sah. Dann kam der Glaube an die Erlösung durch die EU-Integration, bis weit ins CVP- und ins freisinnige Lager hinein. Man glaubte, Öffnung sei alles. Heute haben wir natürlich die Folgen davon zu tragen. Die entscheidende Frage ist: Haben wir durch die Personenfreizügigkeit einen ökonomischen Gewinn oder nicht? Da mehren sich ernsthafte Stimmen, die zum Schluss kommen, dass dem Einzelnen weniger bleibt. Professor Eichenberger ist einer davon, und es gibt auch andere Studien. Ich habe in einem Vorstoss verlangt, dass man wirklich einmal zusammenhängend und ernsthaft untersucht, welches die wirtschaftlichen Folgen der Personenfreizügigkeit für die Schweiz sind. Der Bundesrat hätte den Vorstoss sogar entgegengenommen; im Parlament wurde er aber bekämpft, die Fristen wurden verlängert, und dann wurde er leider abgeschrieben.

Wir kennen aber Studien aus dem Ausland: Die deutsche Ifo-Studie besagt, dass ein durchschnittlicher Zuwanderer in Deutschland 25 Jahre dortbleiben muss, bis er dem Staat mehr gibt, als er vom Staat nimmt. Im Durchschnitt ist auch der amerikanische Siemens-Manager mit 2 Millionen Euro Einkommen dabei. Das Dumme ist, dass 80 Prozent dieser Zuwanderer entweder wieder in ihre Heimat zurückgehen oder vorher wegsterben. In den Niederlanden ist es ähnlich. Wie Studien zeigen, kostet dort der durchschnittliche Zuwanderer mehr, als er bringt.

Da haben wir ein sehr ernstes Problem: Wie wollen wir den Wohlfahrtsstaat retten, ohne dass wir die Zuwanderung stoppen oder den direkten Zugang zu den Sozialwerken sperren? Beides geht wahrscheinlich nicht. Sehen Sie, heute gibt es doch für niemanden in der EU-Welt einen ernsthaften Grund, nicht in die Schweiz zu kommen! Die Löhne sind höher, die Sozialwerke sind besser, die Lebensqualität, die Lebenssicherheit, die Ausbildung, die Kultur: Alles ist besser hier, und selbstverständlich wird das erkannt und genutzt – da sollten wir uns nichts vormachen. Wir müssen uns auch nicht wundern, dass unsere Krankenkassenprämien steigen, wenn diesen Leuten vom ersten Tag ihres Hierseins an die volle Garantie der Leistungen unserer Gesundheitswerke zur Verfügung steht.

Kurzum, ich möchte daran erinnern, dass der Wohlstand über Jahrzehnte aufgebaut worden ist, und es besteht kein Anrecht für die Zuwanderer, diesen über Jahrzehnte aufgebauten Wohlstand einfach zurückzufahren. Hier müssen wir uns wehren, und unsere SVP-Initiative ist, glaube ich, dazu ein gutes Mittel.

Fridez Pierre-Alain (S, JU): Je vais immédiatement lever un suspense insoutenable et vous donner ma position concernant cette initiative: je ne la soutiendrai pas.

Il y a beaucoup d'arguments pertinents pour recommander au peuple et aux cantons le rejet de cette initiative. Je citerai juste les problèmes que cette initiative poserait à la Suisse dans le cadre de la libre circulation des personnes et plus globalement des accords bilatéraux. Il en résulterait le repli sur soi, l'«Alleingang», que certains dans ce Parlement appellent de leurs voeux. Je ne vais pas répéter l'essentiel de l'argumentaire qui motive la recommandation de rejet de cette initiative: d'autres le feront mieux et surtout plus complètement. J'aimerais me limiter à deux aspects de cette problématique.

Premièrement, la question des frontaliers: les initiateurs demandent clairement que le nombre des travailleurs frontaliers soit intégré dans le calcul des contingents annuels qu'ils

réclament. C'est vrai, dans les régions frontalières comme le Jura, que je représente ici, cette question est importante. C'est un sujet chaud, un véritable problème. Des frontaliers travaillent en masse dans nos usines. On assiste à une discrimination à l'embauche des travailleurs résidant sur sol suisse par rapport aux frontaliers. Il y a des salaires de misère, des cas de dumping salarial, des gens laissés sur le bord de la route. Sans surprise, le parti de l'UDC du canton du Jura surfe sur ce thème avec un coupable tout trouvé lancé en pâture à la vindicte populaire: le frontalier. Pétitions, initiative populaire cantonale, on ne lésine pas sur les moyens et cela marche! Le sentiment antifrontalier se développe.

Mais, dès qu'il est question d'aborder les vraies solutions, comme l'instauration de salaires minimaux, le renforcement des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes, notamment des contrôles renforcés pour éviter le dumping salarial, la généralisation des conventions collectives, la gauche se retrouve bien seule. Les travailleurs frontaliers exercent une pression vers le bas sur les salaires. Ils ont souvent des salaires de misère, 3500 ou 3000 francs par mois, parfois moins. Mais, ce sont les employeurs qui sont à l'origine de cette situation. Si des frontaliers travaillent dans nos usines, c'est bien parce qu'ils ont été engagés par des patrons de chez nous qui réussissent ainsi à économiser sur les charges salariales. Comment jeter la pierre à un travailleur frontalier qui obtient un travail en Suisse payé deux fois le SMIC?

Qui est responsable de la discrimination à l'embauche qui frappe les résidents suisses? Ce n'est pas le frontalier qui joue simplement sa partition. On se souvient chez nous qu'au début du XXe siècle, la situation était inversée: c'étaient les gens d'Ajoie qui allaient se faire embaucher en France voisine. Donc la réponse ne consiste pas à jeter l'anathème sur l'étranger, le frontalier, mais à trouver de vraies solutions. Dans le cas présent, en premier lieu, des salaires minimums rendraient les autochtones concurrentiels face aux frontaliers. J'ai fait cette petite digression pour rappeler que les solutions simplistes proposées par certains ne sont en l'occurrence par forcément les bonnes.

Le deuxième sujet porte sur la question des assurances sociales. L'immigration est une aubaine pour la Suisse, car l'évolution démographique de notre pays est problématique. Du sang neuf et jeune est un plus indéniable. Ces nouveaux venus travaillent, payent des cotisations sociales et surtout payent plus qu'ils ne reçoivent de prestations. Il est faux de dire que les immigrés représentent un danger pour la Suisse. La diversité est toujours une richesse.

Je vous invite donc à recommander au peuple et aux cantons le rejet de l'initiative populaire «contre l'immigration de masse».

Pantani Roberta (V, TI): Dopo il Lussemburgo la Svizzera è il Paese d'Europa con la più alta percentuale di immigrazione. E da questa elementare ma significativa costatazione che dovremmo partire per affrontare la discussione. Se anche altre nazioni facessero almeno la metà di quello che abbiamo fatto noi per l'immigrazione nel corso della storia, oggi non saremmo qui a discutere di un'iniziativa più che mai necessaria per garantire stabilità, sicurezza, identità e benessere del nostro Paese. Del resto, quanti sono gli Stati in cui gli stranieri sono tra il 23 e il 28 per cento – in Ticino sono più del 27 per cento –? E quante sono le città come per esempio Lugano, dove gli stranieri sono oltre il 40 per cento? Le risorse naturali, il territorio che abbiamo e le risorse di cui disponiamo non sono infiniti.

Come hanno sottolineato anche ambienti non vicini a chi ha lanciato l'iniziativa dell'UDC, non è pensabile che un Paese così piccolo come il nostro cresca a ritmo di più di 80 000 immigrati l'anno. A questi ritmi non possiamo farcela. Lo sapete bene anche voi che vi cullate nell'illusione che l'immigrazione sia come il libero mercato che si regola da solo, in base alla legge della domanda e dell'offerta. Abbiamo visto tutti come si è regolato da solo il libero mercato, continuando ad accogliere più immigrati di quanto possiamo permetterci,

mettendo anche a repentaglio un modello delicato che si regge su equilibri costruiti nel corso dell'ultimo secolo ma che è sempre più in bilico. Sull'immigrazione il Consiglio federale e i fautori delle porte aperte ad oltranza ci hanno raccontato cose che poi non hanno corrisposto alla realtà, come su Schengen. Ricordate? Doveva essere una piccola meraviglia, un colpo di genio, messo a punto da fini politici e abili strateghi. Oggi assistiamo al congelamento di quell'accordo scellerato proprio da parte di quei Paesi che ne avevano tessuto le lodi. E noi che siamo un po' gli ingenui dell'Europa ovviamente continuiamo a far finta che tutto vada bene.

Per quanto riguarda il Ticino, le cifre parlano da sé: anche se la SECO, che non cura certamente gli interessi della popolazione interessata dal fenomeno sconvolgente, non è d'accordo, è un dato di fatto – noi lo sappiamo – che il confine tra il Ticino e l'Italia ogni santo giorno viene attraversato da più di 56 000 frontalieri. In un cantone di 330 000 abitanti entrano dunque 56 000 persone, per altro concentrate quasi esclusivamente nel Mendrisiotto e nel Luganese. La grande maggioranza di queste persone prendono l'auto per recarsi al lavoro, solo pochi si servono dei mezzi pubblici.

La massiccia presenza di frontalieri in alcuni settori provoca impressionanti fenomeni di dumping salariale. Alcuni gruppi e associazioni, solitamente anche lontani dalle battaglie della Lega dei ticinesi, hanno portato alla luce situazioni spiacevoli, come persone pagate a cifre indegne, di cui la stampa ha lungamente parlato. Ormai quasi ogni settore del mercato del lavoro, compreso quello del tirocinio, è diventato un programma occupazionale per i disoccupati della vicina Penisola. Se ci sono figure che non si riescono a reperire in Ticino, ce ne sono altre di cui il Ticino invece abbonda, ma che vengono lasciate a casa per far spazio ai frontalieri. E come se non bastassero 56 000 frontalieri, a questo numero vanno aggiunte le 38 000 notifiche di padroncini che stanno creando situazioni paradossali.

Così, però, non possiamo andare avanti. La situazione in molti Paesi dell'Unione europea non fa che peggiorare. Gli articoli apparsi recentemente sulla stampa italiana che descrivono la Svizzera come il Paese di Bengodi, dove è facile e vantaggioso trasferirsi, dovrebbero metterci in guardia. Non venite a raccontarci che noi possiamo permetterci di tutto e di più perché siamo ricchi e abbiamo opportunità che abbondano. Non è vero!

La Svizzera non può e non deve diventare un Paese di più di 10 milioni di abitanti, semplicemente perché non se lo può permettere. Non abbiamo il diritto, ma il dovere di introdurre tetti massimi annuali. Con l'iniziativa si chiede di introdurre contingenti annuali per i vari permessi destinati a stranieri. In questi dovrebbero essere compresi anche i richiedenti l'asilo ma soprattutto i frontalieri. E una soluzione che noi chiediamo da tempo. Quest'iniziativa va quindi nella giusta direzione. Cerchiamo di salvare in questo momento difficile il salvabile e chiediamo di ritornare alla situazione pre-Schengen, ai pre-accordi bilaterali sulla libera circolazione delle persone. Le conseguenze, purtroppo, le abbiamo sotto gli occhi tutti i giorni ed è ora di trovare una soluzione.

Infine, non dimentichiamoci un piccolo particolare: può essere nobile, generoso e bello accogliere tutti finché si vuole, spalancare le porte a gente di ogni dove, ovviamente facendone pagare lo scotto alla popolazione locale, ma comunque è da persone irresponsabili. Non dimentichiamoci che – come in tutti i Paesi del mondo – l'immigrazione dovrebbe servire in primo luogo gli interessi nazionali e non quelli dei Paesi a noi vicini.

Per questi motivi vi invito a voler sostenere l'iniziativa popolare «contro l'immigrazione di massa».

Regazzi Fabio (CE, TI): Nous nous penchons aujourd'hui sur une initiative qui entraînerait une réorientation complète de la politique suisse en matière d'immigration, mais qui ne serait dès lors plus compatible avec l'Accord sur la libre circulation des personnes. Accepter le texte entraînerait une renégociation de l'Accord sur la libre circulation des per-



sonnes avec l'Union européenne, avec des conséquences lourdes et difficilement calculables pour notre économie. L'immigration résulte aujourd'hui, avant tout, de la bonne situation économique de la Suisse et de la forte demande de main-d'œuvre qualifiée en particulier. Le Conseil fédéral, dans son message, ne tait toutefois pas le fait que la croissance économique de la Suisse et l'immigration relativement élevée qui l'a accompagnée ces dernières années ont entraîné un certain nombre de problèmes, en particulier pour l'intégration, le marché du logement, la planification des infrastructures et l'aménagement du territoire, ou encore la politique de formation. La forte immigration de ces dernières années a renforcé la nécessité de procéder à des réformes dans les domaines précités, mais l'initiative est un instrument inadéquat à cette fin.

En tant qu'entrepreneur actif dans un canton frontalier, je suis préoccupé par les effets qu'une telle initiative – si elle devait être adoptée – entraînerait. Introduire les mesures proposées par l'UDC aurait pour conséquence de limiter la croissance économique de notre pays, car le texte ne tient pas compte des importants besoins en main-d'œuvre de certaines branches, comme l'industrie, la construction, l'agriculture, le tourisme, la santé, qui comptent un nombre important de travailleurs étrangers.

Elle ne prévoit pas non plus dans quelles branches de l'économie il faudrait diminuer la proportion de travailleurs étrangers. Le retour aux contingents selon le modèle UDC engendrerait donc une surcharge administrative considérable, aussi bien pour les employeurs que pour les autorités. Cela pourrait par ailleurs rendre plus difficile l'accès de la Suisse à certains marchés d'exportation et aussi aux marchés publics et aux fonds de recherche européens.

Persino il mio cantone, dove la presenza di manodopera straniera è fra le più importanti di tutta la Svizzera, uscirebbe penalizzato da una tale iniziativa. Non riesco nemmeno ad immaginare come faremmo a trovare manodopera sostitutiva nel settore industriale, edile, sanitario, agricolo e anche turistico a forte presenza transfrontaliera, tanto più che in molti ambiti non abbiamo lavoratori indigeni in grado di sostituirli per quantità ma anche per formazione. Limitare la disponibilità di manodopera straniera per questi settori creerebbe inevitabilmente gravi problemi alla nostra economia con conseguenze molto pesanti.

Ciò non toglie che la libera circolazione delle persone necessita di maggiori controlli, indipendentemente dall'origine dei lavoratori – l'ho detto in passato e lo ribadisco fermamente ancora oggi. Vi sono innegabilmente alcuni fenomeni di dumping salariale che stanno emergendo, sicuramente deprecabili e da combattere, per non parlare dei falsi indipendenti, i cosiddetti padroncini che, complici alcuni fattori contingenti – vedasi la crisi economico-sociale che c'è in Italia e un rapporto di cambio favorevole – stanno facendo crollare i prezzi in Ticino soprattutto nell'edilizia, e lo dico con cognizione di causa. Quindi anziché affidarsi ad un'iniziativa che crea più problemi di quanti ne vorrebbe risolvere, sarebbe opportuno che il Consiglio federale affronti di petto tutta la questione dei controlli e del rafforzamento delle misure di accompagnamento agli accordi bilaterali, adottando provvedimenti concreti – ad esempio, signora consigliera federale, facendo pagare l'IVA agli artigiani stranieri che operano in Svizzera anche per commesse inferiori a 10 000 franchi – e mostrandosi molto più inflessibile sul rispetto delle regole del lavoro in Svizzera, avendo comunque un occhio di riguardo per la situazione particolare e sicuramente più delicata, me lo concedete, del Ticino.

Per tutti questi motivi, vi invito a respingere l'iniziativa popolare dell'UDC.

Reimann Lukas (V, SG): Niemand bestreitet, dass die Einwanderung der Schweiz Vorteile gebracht hat und Vorteile bringt. Aber das ist nur möglich, wenn die Einwanderung kontrollierbar und steuerbar ist. Unter der aktuellen Ausländerpolitik ist die Einwanderung zu hoch und ausser Kontrolle. Anstatt die Einwanderungsmöglichkeiten auf sachliche Kriterien wie Integration, Sprache und berufliche

Fähigkeiten zu stützen, kann heute faktisch jede und jeder kommen, sofern sie oder er über einen EU-Pass verfügt. Das sind nicht unsachliche Kriterien, das sind gar keine Kriterien.

Die Nettozuwanderung muss eingeschränkt und auf sachliche Kriterien gestützt werden. Die Bevölkerung hier in der Schweiz und übrigens auch grosse Teile der arbeitenden Migranten in der Schweiz haben echte Sorgen, aufgrund der raschen Zunahme und der schlechten Selektion bei der Einwanderung. Insbesondere ist die Sorge gross über jene Einwanderer, welche unsere Grosszügigkeit ausnützen, Beiträge vom Staat beziehen oder kriminell werden, ohne je auch nur einen Beitrag an unsere Gesellschaft zu leisten. Diese Sorgen sind nicht nur berechtigt, diese Sorgen sind richtig, weil sie auf Fakten basieren.

Die Einwanderung hat ein Ausmass angenommen, welches ein kleines Land wie die Schweiz in dieser Geschwindigkeit nicht verkraften kann. Wir wollen nicht alle in der Schweiz, wir wollen die Besten und Intelligentesten. Wir wollen nur die, die dem Land einen Mehrwert bringen, und wir müssen somit eine Selektion durchführen.

Die Arbeitslosigkeit in der EU ist gross, in vielen Staaten beträgt die Jugendarbeitslosigkeit über 50 Prozent. Das heisst, der Einwanderungsdruck auf die Schweiz wird zunehmen. Es ist für uns nicht möglich, all diese Einwanderer in der Schweiz aufzunehmen, sondern wir müssen jene auswählen, welche wir brauchen können, und schauen, wo wir einen Fachkräftemangel haben und wo eben nicht. Die Probleme mit dem aktuellen Einwanderungssystem, speziell bei der Personenfreizügigkeit und beim Familiennachzug, sind offensichtlich.

Ein kompletter Systemwechsel zu einem Auswahlverfahren über ein Punktesystem macht mehr Sinn, als einfach immer mit Minischritten an der Migrationspolitik herumzubasteln. Die Schweiz muss die Zuwanderungspolitik wieder in die eigene Hand nehmen. Anzustreben ist ein Wechsel von der unkontrollierten Zuwanderung zu einer gesteuerten, kontrollierten und qualitativen Zuwanderung.

Mit der Volksinitiative kann die Einwanderung gezielt den aktuellen Bedürfnissen angepasst werden. Eine unkontrollierte Einwanderung wird vermieden. So wird besser unterschieden zwischen jenen Ausländern, die sich integrieren, die Sprache beherrschen, Arbeit haben, Steuern zahlen und dem Land einen echten Mehrwert bieten, und jenen, die das Sozialsystem missbrauchen, Arbeit verweigern, kriminell werden und sich nicht integrieren. Der Leistungsgedanke wird gestärkt. Integration soll sich positiv auswirken.

Die diesbezüglichen Erfahrungen im Ausland – in der heutigen Debatte wurden einige schon angesprochen – sind gut. Für die Wirtschaft notwendige Fachkräfte können bei Personalmangel im Inland flexibel gewonnen werden. Wer hingegen das Sozialsystem ausnutzt oder die Integration verweigert, der bekommt gar nicht erst eine Bewilligung für die Einwanderung und scheidet vorgängig aus. Nach den Bedarfsanalysen und Qualifikationsprofilen kann in transparenten und fairen Verfahren die Einwanderung klar geregelt werden. Das jetzige System bewährt sich nicht. Die Quoten der Einwanderung in das soziale Netz sind hoch, die Integrationsanforderungen zu tief. Auch die branchenspezifische Einwanderung funktioniert nicht. In vielen Branchen findet ein regelrechter Verdrängungskampf statt, speziell eine Verdrängung der Inländer, während in anderen Branchen für gesuchte Fachkräfte, zum Beispiel aus Asien oder Amerika, keine Bewilligungen erteilt werden. Eine Änderung der Einwanderungspolitik ist essenziell für die Zukunft der Schweiz. Mit der Volksinitiative «gegen Masseneinwanderung» können wir den Systemwechsel, der dringend notwendig ist, jetzt herbeiführen.

Fischer Roland (GL, LU): Ich bitte Sie, diese Volksinitiative abzulehnen, denn sie gefährdet in unverantwortlichem Maße das Erfolgsmodell Schweiz. Mir ist kein Beispiel aus der Wirtschaftsgeschichte bekannt, wonach ein Land, welches sich wirtschaftlich und gesellschaftlich abgeschottet und isoliert hat, letztendlich erfolgreich war – im Gegenteil:



Die Erfolgsgeschichten von Staaten und Gesellschaften sind im Wesentlichen unter anderem von der Einwanderung geprägt.

Die Einwanderung ist für viele Staaten der Motor für wirtschaftliches Wachstum. Klar, gute staatliche Rahmenbedingungen wie die Sicherheit, ein stabiles politisches System, Demokratie, Rechtssicherheit, eine liberale Wirtschaftsordnung, gute Infrastruktur, tiefe Steuerbelastung und gesunde Staatsfinanzen, das sind auch wesentliche Voraussetzungen für den wirtschaftlichen Erfolg. Aber damit Wachstum entstehen kann, damit sich Wachstum etablieren kann, braucht es auch Arbeit und Kapital. Kapital haben wir in der Schweiz genügend; wir sind auch sparsam, wir sind ein Finanzplatz, Kapital fliesst in die Schweiz. Aber an qualifizierten Arbeitskräften fehlt es uns seit Langem. Da ist es für unsere kleine Volkswirtschaft eigentlich geradezu ein Segen, dass wir die Personenfreizügigkeit mit der EU haben, damit unsere Unternehmen für fehlendes qualifiziertes Personal auch Personal aus der EU rekrutieren und damit letztendlich auch mehr Schweizer Bürgerinnen und Bürger beschäftigen können.

Der Zusammenhang zwischen dem Bevölkerungswachstum und dem Wohlstand ist eindrücklich. Nehmen Sie beispielsweise die USA: Letztendlich ist der gesamte Erfolg dieser Nation ausschliesslich – ausschliesslich! – auf Einwanderung zurückzuführen. Oder innerhalb der Schweiz: Was wären unsere Wirtschaftszentren Basel, Zürich und Genf ohne Einwanderung – sei es Zuwanderung aus anderen Regionen der Schweiz oder Zuwanderung aus dem Ausland? Und wenn Sie die Statistiken von Westeuropa anschauen, sehen Sie, dass diejenigen Staaten, welche ein hohes Bevölkerungswachstum haben, auch jene Länder sind, welche im Durchschnitt wirtschaftlich erfolgreicher sind, eine tiefere Staatsverschuldung haben und auch die tieferen Arbeitslosenquoten aufweisen.

Klar, Bevölkerungswachstum und Einwanderung sind auch mit Herausforderungen für unsere Gesellschaft verbunden; ich denke an die Infrastruktur, an die Umwelt oder an die Integration. Aber diese Herausforderungen hätten wir auch, wenn das Bevölkerungswachstum hausgemacht wäre. Wichtig ist nicht, dass wir dieses Bevölkerungswachstum haben, sondern dass wir die Herausforderungen, die damit zusammenhängen, intelligent bewältigen. Mir ist es ehrlich gesagt viel lieber, mit einer sachlichen, konstruktiven, ökologischen Politik diesen Herausforderungen begegnen zu dürfen, als gegen hohe Arbeitslosigkeit, sinkende Einkommen und eine hohe Staatsverschuldung kämpfen zu müssen.

Noch ein Wort zur Zukunft: Die Szenarien des Bundesamtes für Statistik zur Bevölkerungsentwicklung zeigen, dass die Schweizer Bevölkerung in einigen Jahren, trotz Zuwanderung, kaum noch wächst. Die Erwerbsbevölkerung wird in der Zukunft stagnieren, also nicht mehr wachsen. Man kann sich vorstellen, was das heisst. Das Wirtschaftswachstum wird schwächer und somit auch die Zunahme unseres Wohlstandes. Wir bauen wahrscheinlich bereits heute Infrastruktur und Wohnraum, die wir in zwanzig Jahren gar nicht mehr brauchen. Die Finanzierung unserer Sozialwerke und des Gesundheitswesens steht vor grossen Problemen. Die Volksinitiative der SVP spricht über eine angebliche Masseneinwanderung und spricht kurzfristige Herausforderungen an, welche vor allem durch unsere momentane Standortattraktivität bedingt sind. Aber die wahre Herausforderung für die Schweiz ist in der Zukunft das zu tiefe Bevölkerungswachstum, welches wir schon in einigen Jahren haben werden.

Ich bitte Sie, diese Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen, denn sie gefährdet langfristig unseren wirtschaftlichen Wohlstand.

Noser Ruedi (RL, ZH): Bitte lassen Sie mich zuerst meine Interessenbindungen offenlegen. Ich stelle solche Leute an, um die es bei dieser Initiative geht. Anfang 2000 hatte meine Firma 100 Angestellte, heute sind es etwa 500; davon sind 70 im Ausland, der Rest ist in der Schweiz. Etwa 100 dieser Leute haben einen EU-Pass. Wir hätten in unserer Firma die letzten Jahre den Personalbestand nicht so ausbauen kön-

nen ohne Personenfreizügigkeit. Zusätzlich zu diesem Wachstum konnten wir die Anzahl der Lehrlinge von 20 auf über 40 steigern. Ich bin guten Mutes, dass diese Zahl noch weiter steigen wird. Diese Entwicklung und keine andere will die Initiative stoppen, denn kleine Firmen haben im Kontingentsystem keine Chance. Wir ziehen immer den Schwarzen Peter. Ich habe das in den Achtziger- und Neunzigerjahren erlebt. Kontingentsysteme sind für Grossfirmen gut, vielleicht für die Landwirte und den Tourismus, die hier organisiert sind, aber innovative neue Branchen ziehen immer den Kürzeren.

Ich möchte Sie auch daran erinnern, wie es Ihnen gegangen ist, als Sie jung waren. Überlegen Sie sich doch mal eine Sekunde, wie es einem top ausgebildeten jungen Spanier geht, der einen Top-Master-Abschluss hat und der in seinem Land keine Arbeit findet. Was tut er? Er wird garantiert in ein Land gehen, wo er Arbeit findet, unabhängig davon, ob Sie hier drin Gesetze machen oder sogar Stacheldraht ums Land bauen. Ich weiss nicht, was Sie als Jugendliche gemacht haben; ich habe sehr häufig meine Auslandaufenthalte mit Arbeiten finanziert, und ich habe mich nie nach dem Rechtsstatus orientiert. Solche junge Menschen werden hierherkommen.

Damit sind wir bei der Frage, was wir denn tun könnten, wenn wir das nicht wollen. Es gibt eine ganz einfache Antwort: Wir müssen einfach nicht erfolgreich sein. Herr Mörgeli hat uns daran erinnert, wie es Anfang der Sechzigerjahre war. Ich will nicht so weit zurückgehen, aber es gab mal eine Frau Koch in Zürich, die hat diese Meinung vertreten, nämlich Nullwachstum – Zürich ist gebaut. Wenn Sie heute nach Zürich gehen, gut dreissig Jahre später, sehen Sie, was in der Zwischenzeit noch alles gebaut worden ist. Keiner, auch keiner von der SVP, will in diese Zeit zurückkehren. Ob Zürich gebaut ist oder nicht gebaut ist, bestimmt jede Generation wieder von Neuem. Wenn Sie in diese Zeit zurückgehen, dann sehen Sie: Wir hatten damals höhere Arbeitslosenquoten, wir hatten damals viele Probleme, wir hatten Jugendarbeitslosigkeit, wir hatten weniger Lehrstellen. Heute ist das Angebot der Wirtschaft an Lehrstellen für die jungen Menschen grösser als die Nachfrage. Die Jugendarbeitslosigkeit ist sehr klein.

Wenn wir den Erfolg hier in diesem Land nicht mehr wollen, können wir die Einwanderung stoppen. Wenn Sie dieser Initiative zustimmen, dann stellen Sie nämlich genau diese Frage: Wollen wir in der Schweiz die gleichen Zustände, wie sie in jenen Ländern herrschen, die keine Einwanderung haben? Ich bitte Sie, gehen Sie dorthin, und fragen Sie die Leute, ob sie nicht mit den Leuten in der Schweiz tauschen wollen!

Selbstverständlich ist es so, dass die Einwanderung auch den einen oder anderen Dichtestress auslöst. Aber bauen wir die Strassen, bauen wir die Züge, die es braucht, um diese Probleme zu lösen; bauen wir den Wohnraum, den es dazu braucht! Das sage ich als einer, der seit dreissig Jahren im Wirtschaftsleben steht: Wenn die Leute im Baubereich beschäftigt sind, ist die Arbeitslosenquote in diesem Land niedrig. Wenn sie auf dem Bau keine Arbeit haben, ist die Arbeitslosenquote hoch. Ich bin der Ansicht, dass wir damit leben können.

Noch eine letzte Bemerkung generell zu unserer Branche: Wir haben in der ICT-Branche die Ausbildungsrate steigern können. Man hätte uns früher vorwerfen können, wir bildeten wenige junge Leute aus. Als Präsident von ICT Switzerland fühlte ich mich dafür verantwortlich, das zu ändern. Wir haben in den letzten vier Jahren über tausend neue Lehrstellen geschaffen. Wir sind heute stolz, dass wir in unserer Branche jedes Jahr 3000 Leute neu ausbilden. 6000 Personen gehen aber jedes Jahr in Rente; das ist die Realität. Wir brauchen mit all diesen Anstrengungen jedes Jahr zusätzlich 3000 Leute.

Wenn Sie uns nicht gestatten, die Leute in dieses Land zu holen, dann werden wir schon eine Lösung finden: Dann werden diese Arbeitsplätze halt ins Ausland verlagert. Denken Sie aber daran, was das für die Lehrstellen und all die Chancen für unsere jungen Menschen hier bedeutet. Das

kann es doch nicht sein! Geben Sie neuen Branchen eine Chance; ermöglichen Sie es ihnen, dass die Leute in unser Land kommen können. Vergessen Sie Sprüche wie: Man soll die Maschinen ins Ausland exportieren, damit dort gearbeitet werden kann. Wir möchten hier arbeiten!

Aebi Andreas (V, BE): Wir waren letzte Woche, wie viele von Ihnen, auf einem Fraktionsausflug. Wir waren im Freiburgischen. Wie immer auf solchen Ausflügen ist mir aufgefallen, wie schön unsere Wiesen und Felder sind. Es fällt mir aber im Vergleich mit dem Blick über die Felder, den ich auf Auslandreisen werfen kann, auch auf, wie klein unser Raum geworden ist. Nebst den schönen Wiesen, der intakten Natur, die man da entdecken kann, gibt es kaum mehr eine Ecke, wo nicht Menschen Raum beanspruchen, wo nicht gelebt und gebaut wird. Und ich meine damit nicht Zweitwohnungen, sondern Wohnraum und Verkehrswege für die wachsende Zahl von Menschen, die in dieses Land kommen und sich hier bewegen. Die Freiheit unseres Landes lockt. Das ist auch richtig so. Die Nachfrage ist also da. Damit haben wir auch das Angebot geschaffen.

Ich habe zwei Herzen in meiner Brust. Ich freue mich für die Bauwirtschaft, ich freue mich für die Handwerker, und ich freue mich für die prosperierende Schweiz. Aber es tut mir weh zu sehen, wie die Bevölkerungszahl wächst und wie das Kulturland deswegen schrumpft. Aufgrund meines Berufs und meiner Interessen reise ich viel und kenne etliche Ecken dieser Welt. Ich schätze den Austausch und bin klar der Meinung, dass unser Land auch dank der Zuwanderung viel erreicht hat. Aber wie bei allem im Leben ist das eine Frage von Mass und Steuerung.

Kein Land der Welt verzichtet auf die Steuerung der Zuwanderung, kein einziges. Bei einigen ist es offensichtlicher, bei anderen weniger. Gerade die grossen Einwanderungslander wie die Vereinigten Staaten, Kanada und Australien bemühen sich um Steuerung. Mein Vorvoredner hat richtigerweise gesagt, dass die USA dank der Zuwanderung zu dem geworden sind, was sie sind. Selber kann ich aus Erfahrung Folgendes sagen – ich ging mit 18 Jahren nach Kanada –: Da gab es Kontingente, und die gibt es heute noch. Da hiess es: «Was hast du für eine Berufsausbildung? Hast du überhaupt eine? Ansonsten wollen wir dich nicht.» Die letzte Frage lautete: «Mit wie viel Geld kommst du nach Kanada? Hast du Geld?» Hätte ich damals kein Geld gehabt, hätte ich keine Arbeitsstelle erhalten; ich wäre nicht nach Kanada gegangen. Und die Verhältnisse sind heute noch so. Das Ganze ist also keine einfache Sache, es macht das Ganze nicht einfacher.

Sie werden sagen, gerade die Landwirtschaft profitiere von den Arbeitskräften. Das ist so. Aber die Landwirtschaft zahlt wie alle Unternehmen und wie wir alle einen hohen Preis, wenn die Zuwanderung ungesteuert verläuft. Was wir heute leider sehen, ist, dass uns die Zuwanderung viel kostet, weil sie eben nicht mehr gesteuert ist und weil sie uns aus dem Ruder läuft. Es hat sich auch gezeigt, dass die Kontrollmechanismen, welche verhindern sollten, dass Leute einfach zum Sozialsystem hinwandern, in der heutigen Form nicht mehr optimal greifen. Es hat sich gezeigt, dass auch der Schutz vor Dumpinglöhnen nicht mehr greift – geschätzte Damen und Herren von der Linken, das sehe ich auch so! Es braucht eine Zahlensteuerung und am Schluss, wenn das Ganze aus dem Ruder läuft, nötigenfalls eben auch eine Beschränkung.

Zum Schluss vielleicht noch zum Bauen: Wir sprechen alle vom verdichten Bauen – verdichten und verdichten und verdichten! Die Käfighaltung bei den Hühnern haben wir abgeschafft. Wenn das so weitergeht, kommen wir zu einer Käfighaltung bei den Menschen, um unsere grünen Wiesen noch zu schützen. Noch haben wir eine intakte Natur, noch können wir uns an diesem Land freuen, aber wir müssen aufpassen. Hier besteht Handlungsbedarf; unsere Bevölkerung tickt gleich, indem sie sagt, dass es nicht mehr so weitergehen könne wie bis jetzt. Es darf nicht sein, dass wir am Schluss die schöne Natur nur noch auf den Milchpackungen sehen.

Es besteht Handlungsbedarf. Unterstützen Sie uns deshalb dabei, in die richtige Richtung zu handeln.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Herr Aebi, um eine wichtige Frage haben Sie jetzt herumschwadroniert, und zwar um folgende: In Ihrer Initiative werden die Asylsuchenden zu den Höchstzahlen dazugezählt. Jetzt nehmen wir einmal an, es gäbe eine Flut von Asylsuchenden. Dann haben Sie in Ihrem Sektor, in der Landwirtschaft, die eher weniger gut qualifizierten Leute nicht mehr. Wo nehmen Sie dann die Leute her, wenn es dann nicht mehr reicht? Wie wollen Sie dann den Acker noch bestellen?

Aebi Andreas (V, BE): Herr Wasserfallen, was die Arbeitnehmer in der Landwirtschaft anbelangt: Wir beide sind Berner, und wenn ich in unserer Region schaue, sehe ich, dass wir kaum mehr ausländische Arbeitnehmer in der Landwirtschaft haben. Ich glaube nicht, dass wir uns mit dieser Vorlage entsprechend einschränken würden, wenn die Asylsuchenden dazugezählt werden. Ich sehe die Vorlage so, dass wir nach wie vor einen optimalen Arbeitsbedarf haben, und dann funktioniert es auch. Aber es funktioniert nicht mehr, wenn wir von den entsprechenden Einwanderern und auch Asylsuchenden überschwemmt werden. Da habe ich persönlich keine Angst.

Naef Martin (S, ZH): Es wurde gesagt, man könne diese Vorlage unterschiedlich interpretieren – ich glaube Ihnen eigentlich nicht, dass man das kann. Fest steht: Die Einwanderung in unser Land, die Integration von Migrantinnen und Migranten, ist eine Erfolgsgeschichte – wirtschaftlich, aber auch menschlich und kulturell. Sie ist Teil der Geschichte, des Reichtums, der Vielfalt und der Attraktivität unseres Landes; sie ist Teil unserer Familiengeschichten, unserer Kultur. Diese Geschichte hat Schatten: der Umgang mit Migranten als willkommene Arbeitskräfte, aber als Menschen zweiter Klasse, als Menschen ohne Familien, als Menschen ohne Möglichkeit der Teilnahme am öffentlichen oder gar am politischen Leben. Das Saisonierstatut, das Familiennachzugsverbot haben dazu geführt, dass Kinder in unserem Land aufwachsen mussten, die man nicht sehen durfte, weil sie nicht hier sein sollten. Weniger Einwanderung oder gar eine gesteuerte Einwanderung bedeutete das nicht. Das Kontingentierungssystem war eine rein nach wirtschaftlichen Bedürfnissen ausgerichtete, vielfach willkürliche bürokratische Ordnung – von den Arbeitsbedingungen nicht zu sprechen. Wenn hier teilweise mit Kriminalität argumentiert wird: Diese hat auch viel mit der mangelnden Chancengerechtigkeit gerade auch unter diesem alten System zu tun. Dorthin möchte die SVP mit ihrer Initiative zurück.

Auch die Personenfreizügigkeit, also die Steuerung der Zuwanderung über den Arbeitsmarkt zusammen mit den flankierenden Massnahmen, ist möglicherweise nicht ein ideales System. Es ist aber sicher das bessere, vermutlich das beste System. Die Zuwanderung im Rahmen der Personenfreizügigkeit ist nämlich ebenso eine Erfolgsgeschichte. Sie ist die Voraussetzung für den Wohlstand und die soziale Sicherheit in unserem Land. Das ist eigentlich unbestritten.

Dass uns die Bevölkerungszunahme über den Arbeitsmarkt hinaus, nämlich im Wohnungswesen, in der Raumplanung, in der Bildung, bei den Infrastrukturen, vor Herausforderungen stellt, ist ebenso unbestritten. Wer aber nun die Personenfreizügigkeit kündigt, kündigt den erfolgreichen bilateralen Weg, er kündigt die Beziehungen mit unseren Nachbarn, er kündigt den Wohlstand, und er kündigt die Freiheit von Hunderttausenden Schweizerinnen und Schweizern. Wenn nun auch gleich noch ein Deckel über die Zahl positiv beantworteter Asylgesuche gelegt werden soll, so wird einmal mehr die humanitäre Tradition unseres Landes infrage gestellt.

Die SVP beweist damit einmal mehr, dass sie entweder nicht verstanden hat oder nicht verstehen will. Denn Angst vor dem Fremden in der Geschichte der Menschheit betrifft immer politische Macht, bedeutet immer aber auch politische Kurzsichtigkeit und Verantwortungslosigkeit.



Ich bitte Sie darum, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Heer Alfred (V, ZH): Lieber Martin Naef, ich habe weniger Angst vor dem Fremden als vor den Sozialdemokraten, die unser Land in den Ruin führen; dies als Vorbemerkung. Niemand ist gegen die Einwanderung in unser Land. Die Schweiz profitiert von der Einwanderung. Im Rahmen der Personenfreizügigkeit ist es aber so, dass jeder in unser Land einreisen kann, der aus einem EU-Land stammt, und deswegen türmen sich die Probleme auf. Schauen Sie nur einmal die Arbeitslosenstatistiken an, schauen Sie einmal, wie viele portugiesische Staatsangehörige beispielsweise in unserem Land im Vergleich zu den Schweizerinnen und Schweizern arbeitslos sind. Es handelt sich eben nicht nur um eine Einwanderung in den Arbeitsmarkt, es handelt sich auch um eine Einwanderung in den Sozialstaat, die unerwünscht ist, die hohe Kosten zur Folge hat und die unser Land nicht weiterbringt.

Und wenn Sie immer wieder erwähnen, dass diese Einwanderung ein Erfolgsmodell sei, so schauen Sie doch einmal nüchtern die Zahlen des Bruttoinlandproduktes unseres Landes an. Ja, wir haben ein Wachstum, das trifft zu. Aber wenn Sie dieses Wachstum durch die Anzahl Köpfe teilen, dann stellen Sie fest, dass wir eben kein Wachstum mehr haben, sondern ein Nullwachstum. Mit anderen Worten: Wir haben es mit einem quantitativen Wachstum zu tun, das unser Land nicht weiterbringt. Anders gesagt: Der Durchschnitt der Einwohnerinnen und Einwohner in unserem Land wird durch die Einwanderung keinen Franken reicher. Das Wachstum stagniert, wie die Entwicklung des Bruttoinlandproduktes eindeutig aufzeigt. Die Nachteile dieser Einwanderung sind aber da: überfüllte Züge, überfüllte Straßen, neue Schulhäuser, die gebaut werden müssen. Die Summen, die wir in die Infrastruktur investieren müssen, sind hoch, ohne dass wir einen qualitativen Mehrwert hätten. Das ist die grosse Gefahr.

Es bestreitet niemand, dass auch die Schweiz auf qualitativ gute Personen angewiesen ist, dass wir sie benötigen. Aber wir benötigen sie nicht nur aus dem EU-Raum; es gibt auf dieser Welt noch genügend andere intelligente Leute, beispielsweise Amerikaner, Chinesen, Inder, Russen oder was auch immer, die als Ingenieure oder in der Informatik ihren Beitrag bei uns leisten könnten. Sie sind auch ausgeschlossen, Herr Naef. Und wenn Sie sagen «Angst vor dem Fremden», dann muss ich Ihnen sagen: Wir haben heute einfach eine Personenfreizügigkeit mit der EU, und die fremden Menschen aus allen anderen Teilen dieser Welt sind ausgeschlossen, obwohl sie teilweise besser qualifiziert sind als EU-Bürgerinnen und EU-Bürger.

Insofern gilt es eben, diese Verträge neu zu beurteilen, insbesondere auch, was den Zugang zum Sozialstaat betrifft. Wenn ein EU-Bürger in seinem Land ein Jahr lang in die Arbeitslosenkasse einbezahlt hat und nur einen Tag bei uns arbeitstägt ist und dann entlassen wird, dann hat er die vollen Leistungen der Arbeitslosenkasse, er hat die vollen Leistungen der Fürsorge zugut – auch wenn im Vorfeld dieser Abstimmungen immer das Gegenteil behauptet wurde. Dem ist eben nicht so. Das sind die Probleme, die wir haben.

Wenn immer behauptet wird, dass die Einwanderung dazu führt, dass unsere Sozialwerke sicher sind, dann stimmt das eben auch nicht. Auch der Bundesrat behauptet das heute nicht mehr. Sie wissen genau, dass die AHV auf dem Umlageverfahren basiert. Wer heute einbezahlt, der finanziert jetzt zwar die heutigen und jetzigen Renten. Es ist aber natürlich so, dass auch diese Personen einmal älter werden und einmal AHV beziehen werden, und das würde dann unweigerlich dazu führen – mit dieser Bevölkerungs金字塔 –, dass wir immer noch mehr Einwanderung brauchen, um die Finanzierung auch in Zukunft sicherstellen zu können.

Zu Herrn Noser möchte ich als Stadtzürcher nur noch Folgendes sagen – er hat Frau Koch von der SP erwähnt –: Ich habe Frau Koch persönlich gekannt, und ich muss ihm sagen: Von der FDP konnte Frau Koch niemand das Wasser

reichen, auch wenn sie bei den Sozialdemokraten war; und der Niedergang der FDP in der Stadt Zürich hängt ja vielleicht auch damit zusammen, dass Sie eine falsche Migrationspolitik betreiben.

van Singer Christian (G, VD): Monsieur Heer, vous parlez d'«Einwanderung» et de ses conséquences sur notre système d'assurances sociales, mais ne savez-vous pas que les statistiques démontrent clairement que l'apport des étrangers à nos assurances sociales est bien supérieur à ce qu'ils en retirent?

Heer Alfred (V, ZH): Das ist eine Behauptung, Herr van Singer, vor allem, was die AHV betrifft. Das ist ja das klassische Beispiel: Die Leute, die jetzt AHV einzahlen, werden auch einmal AHV beziehen. Aus einer heutigen Sicht können Sie selbstverständlich sagen, dass diese jetzt in die AHV einzahlen und dass, so gesehen, wie Sie richtig sagen, der Saldo in Bezug auf die Ausländer positiv ist.

Diese Leute werden aber alle auch einmal 65 Jahre alt; wenn es nach Ihnen ginge, sollten sie schon mit 60 Jahren die Rente beziehen. Wer finanziert dann diese Personen, die heute in die Schweiz kommen? Das ist ein Pyramiden-system, die unteren, die jüngeren Personen, finanzieren die oberen, die älteren Personen. Wenn Sie heute immer mehr Personen in die Schweiz lassen, werden diese zwar unten auf der Pyramide beginnen, sie werden aber nach oben wandern. So gesehen ist es eben kein positiver Trend. Auch der Bericht des Bundesrates hat gezeigt, dass diese Darstellung gerade bezüglich der AHV nicht stimmt.

Bulliard-Marbach Christine (CE, FR): Mit der Volksinitiative «gegen Masseneinwanderung» will die SVP die Personenfreizügigkeit mit den Staaten der Europäischen Union versenken. Stattdessen soll künftig mit Kontingenten und einem riesigen Bürokratieapparat entschieden werden, wer in die Schweiz kommen darf und wer nicht.

Ich bin gegen diese Volksinitiative, denn eine Annahme würde der Schweizer Wirtschaft erheblichen Schaden zufügen und unser Land zu einer einsamen Insel auf dem Kontinent machen. Wenn wir die Personenfreizügigkeit mit den EU- und den Efta-Staaten aufgeben würden, hätte das Auswirkungen auf sämtliche bestehenden bilateralen Verträge mit der EU. Diese würden leichtfertig aufs Spiel gesetzt, und unser Land würde politische Isolation drohen.

Die Initiative gibt meiner Meinung nach eine falsche Antwort auf eine berechtigte Frage, nämlich: Wie können wir in der Schweiz den Mangel an qualifizierten Fachkräften beheben? Wir haben zu wenig Krankenpflegerinnen und Krankenpfleger, zu wenig Ingenieure, uns fehlen Techniker und viele andere Spezialisten. Nur dank den ausländischen Fachkräften und der Personenfreizügigkeit können wir diesen Mangel im Moment halbwegs beheben. Es wäre deshalb ein Fehler, jetzt die Personenfreizügigkeit aufzugeben. Damit würden wir unserer Wirtschaft den Wind aus den Segeln nehmen und gleichzeitig die Schweiz international ins Abseits stellen. Es ist aber klar, dass der Import von ausgebildeten Expertinnen und Experten nicht nachhaltig ist. Die Zuwanderer hinterlassen Lücken in ihren Heimatländern, und niemand garantiert uns, dass sie sich über längere Zeit in der Schweiz engagieren. Gleichzeitig steigt die Unzufriedenheit der Schweizer Bevölkerung über den Anteil der ausländischen Arbeitskräfte. Wenn wir diese Probleme künftig lösen wollen, müssen wir dringend mehr Fachkräfte im Inland ausbilden, und zwar vor allem in den Branchen, in denen Mangel herrscht. Dazu braucht es eine Bildungsoffensive von Bund und Kantonen.

Diese Woche hat die CVP-Fraktion einen Vorschlag eingereicht, der eine umfassende Strategie des Bundesrates zur Behebung des Fachkräftemangels fordert. Er soll aufzeigen, wo der Handlungsbedarf am grössten ist und mit welchen Massnahmen wir junge Menschen für eine Karriere in den entsprechenden Berufen motivieren können. Aber auch erfahrene Arbeitskräfte sollen vermehrt mobilisiert werden: Umschulungen, die bessere Einbindung von weiblichen

Fachkräften und Wiedereinsteigern können beispielsweise Rezepte sein, damit wir vermehrt Personal im Inland rekrutieren können.

Wir müssen das Problem von zwei Seiten angehen: Einerseits brauchen wir eine Bildungsoffensive im Inland – sowohl bei der beruflichen wie auch bei der akademischen Bildung. Andererseits müssen wir an der Personenfreizügigkeit mit den Ländern der EU festhalten.

Deshalb empfehle ich Ihnen, die Volksinitiative «gegen Masseneinwanderung» zur Ablehnung zu empfehlen.

Herzog Verena (V, TG): In der Debatte über die Volksinitiative werden den Befürwortern offenkundig oder subtil immer wieder Motive wie Ausländerfeindlichkeit oder der Wunsch nach einer Abschottung der Schweiz vorgeworfen. Diese Vorwürfe zielen ins Leere. Ihre Urheber erkennen die schwerwiegenden Probleme, die durch die ungebremste Zuwanderung entstehen.

Die Initianten haben gewiss nichts gegen Ausländer; es geht uns um die Menge, um die Massierung, die in den letzten Jahren zum Problem wurde. Vor allem in den Städten dominieren auf der Strasse, in Bussen, in Schulen rein zahlenmäßig immer mehr die ausländischen Bewohner. Das verunsichert viele Schweizerinnen und Schweizer sowie Ausländerinnen und Ausländer, die bei uns heimisch geworden sind. Vor allem aus städtischen Quartieren, wo die Schulklassen einen Anteil von 70 bis 90 Prozent an ausländischen Kindern haben, die unsere Sprache kaum verstehen, geschweige denn sprechen, ziehen die letzten Schweizer Familien aus. Mit Recht haben sie grosse Bedenken, dass ihre Kinder schulisch zu kurz kommen und ungenügend auf ihr Berufsleben vorbereitet werden, da das Bildungsniveau, das sich immer den Schwächeren anpasst, zwangsläufig sinkt. Mit der Verschlechterung unserer Bildung – nicht durch unsere Initiative – sind gleichzeitig auch unsere Wettbewerbsfähigkeit und die Erfolgsgeschichte unseres innovativen Landes gefährdet.

Ein grosses Problem haben aber auch ausländische Jugendliche, die erst mit 13 oder 14 Jahren in die Schweiz immigrieren und ohne Deutschkenntnisse und mit schlechter Bildung kaum eine Lehrstelle finden. Die Zunahme der Jugendarbeitslosigkeit und der Sozialfälle ist vorprogrammiert. Solche tragischen Fälle kennen wir alle von Frankreich, Spanien, Schweden und anderen europäischen Ländern nur zu gut. Wenn man solches in Kauf nimmt, Frau Nationalrätin Ingold, bezeichne ich das als menschenverachtend.

Wegen dieser und noch mancher anderer Probleme muss dringend gehandelt werden, um die unhaltbaren Zustände nicht weiter zu verschärfen. Die Initiative «gegen Masseneinwanderung» eignet sich bestens, um die bestehenden Probleme zu lösen. Sie lässt dem Gesetzgeber gleich mehrere Lösungsansätze offen. Speziell jene Parlamentarier, die immer so tun, als gäbe es als Alternative zur Personenfreizügigkeit mit der EU nur die Abschottung, sollten jetzt die Ohren spitzen.

Es bestünde die Möglichkeit, zur Systematik zurückzukehren, welche in der Schweiz bis zum Inkrafttreten der Personenfreizügigkeit im Jahr 2007 galt. Damals galt das Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer. In jener Zeit konnte man umfassende Erfahrungen sammeln, wie die Einwanderung über Höchstzahlen und Kontingente erfolgreich gesteuert werden kann. Selbstverständlich ist die Erteilung von Kontingenzen möglichst unbürokratisch und in einem schnellen Verfahren zu lösen. Auch die alte Einwanderungspolitik hatte mit Abschottung weiss Gott nichts zu tun.

Eine zweite Möglichkeit, die Zuwanderung besser zu kontrollieren, wäre ein sogenanntes Punktesystem; Australien, Neuseeland und Kanada haben damit bereits hervorragende Erfahrungen gemacht. Bei einem Punktesystem können neue Bewilligungen im Rahmen der Kontingente nur dann zugeteilt werden, wenn der Gesuchsteller eine bestimmte Anzahl von Punkten erreicht, die für gewisse Kriterien erteilt werden. Die Erfahrungen zeigen, dass ein solches System optimal für eine bedarfsgerechte Einwande-

rung sorgt; dies wird auch von Ökonomen bestätigt. Mit einem Punktesystem werden die Voraussetzungen dafür geschaffen, dass Personen einwandern, die einen volkswirtschaftlich positiven Beitrag leisten. Das wären dann Personen, die sich integrieren wollen und aufgrund ihrer persönlichen Voraussetzungen auch integrieren können. Neben den Bedürfnissen eines Unternehmens nach einem bestimmten Arbeitnehmerprofil können auch persönliche Kriterien für die Erteilung von Punkten massgebend sein, z. B. die berufliche Qualifikation, die Berufserfahrung usw.

Die Annahme der Initiative «gegen Masseneinwanderung» würde also dazu führen, dass die Schweiz im Bereich der Zuwanderung wieder Verantwortung übernimmt. Es geht darum, die Zuwanderung quantitativ und qualitativ und zum Vorteil unserer Bevölkerung und unserer innovativen Wirtschaft zu steuern – und nicht zu stoppen, Herr Nationalrat Noser. Das Hirngespinst, dass durch die Initiative «gegen Masseneinwanderung» die bilateralen Verträge gefährdet würden, können Sie endgültig vergessen. Solche Drohungen führen zu nichts.

Wir sind gefordert, für unser prosperierendes Land Verantwortung zu übernehmen, damit nicht durch eine masslose Zuwanderung das Bildungsniveau an unseren Schulen weiter gesenkt wird.

Und noch ein Satz zum Fachkräftemangel: Tatsache ist, dass durch immer mehr Einwanderer natürlich auch immer mehr Personal, Lehrpersonen, Ärzte usw. gebraucht werden.

Ich bitte Sie also, die Sorgen und Probleme unserer Schweizer Bevölkerung ernst zu nehmen und ihr die Initiative zur Annahme zu empfehlen.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr
La séance est levée à 13 h 00*

Fünfzehnte Sitzung – Quinzième séance

Donnerstag, 20. Juni 2013
Jeudi, 20 juin 2013

15.00 h

12.098

Gegen Masseneinwanderung. Volksinitiative

Contre l'immigration de masse. Initiative populaire

Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 07.12.12 (BBI 2013 291)
 Message du Conseil fédéral 07.12.12 (FF 2013 279)

Nationalrat/Conseil national 20.06.13 (Erstrat – Premier Conseil)
 Nationalrat/Conseil national 20.06.13 (Fortsetzung – Suite)

Müller Walter (RL, SG): Ich danke, dass wenigstens ein paar wenige Ratsmitglieder hier sind.

Die SVP übt sich heute in der Verschleierungstaktik. Mir ist trotz aufmerksamem Zuhören nicht ganz klar, ob sie jetzt um die Schweiz Stacheldraht aufziehen oder nur einen Wassergraben bauen will; schlimmstenfalls könnte man den Wassergraben schwimmend überqueren. Die Frage ist und bleibt, ob die Sprecherinnen und Sprecher der SVP wirklich glauben, was sie hier zum Besten geben. Wir wissen alle sehr wohl, dass glauben nicht wissen heißt. Meines Erachtens trifft das heute hier bei diesem Thema besonders auf die SVP zu.

Ich möchte zu Beginn auch meine Interessenbindung offenlegen: Ich bin Aussenpolitiker, ich bin ein Befürworter des bilateralen Weges. Ich bin gegen einen Beitritt zur Europäischen Union, und ich bin gegen einen Beitritt zum EWR. Unter diesem Gesichtswinkel möchte ich doch eine kurze und nüchterne Beurteilung dieser Initiative machen. Ich möchte vorab eine aussenpolitische Beurteilung machen, die aussenpolitische Wirkung aufzeigen. Dann möchte ich die konkrete Wirkung beurteilen und fragen, wie sich die Zahlen verändern würden. Zuletzt stellt sich noch die Frage der flankierenden Massnahmen oder der damit verbundenen Bürokratie.

Heinz Brand hat heute hier erklärt, dass wir, wenn wir das entschieden haben, damit dann die Verhandlungspartner an den Verhandlungstisch zwingen. Zum Verhandeln braucht es zwei, es braucht nicht nur die Schweiz, es braucht auch die EU. Wenn hier ein Gründanliegen der EU tangiert wird – und die Initiative sagt ganz klar, dass Schweizerinnen und Schweizer Vorrang haben, was nicht kompatibel mit dem heutigen Freizügigkeitsabkommen ist –, dann würde meines Erachtens eine Nachverhandlung keine Änderung ergeben. Wir können sagen, dass wir im Endeffekt sehr lange eine instabile aussenpolitische Situation hätten. Man könnte heute mit Fug und Recht behaupten, dass die Initiative durchaus ein Steilpass für die EU-Beitrittswilligen sei.

Ich komme nun zu den Zahlen. In Artikel 121a Absatz 2 der Bundesverfassung gemäss Initiativtext steht ganz klar: «Die Zahl der Bewilligungen für den Aufenthalt von Ausländerinnen und Ausländern in der Schweiz wird durch jährliche Höchstzahlen und Kontingente begrenzt ...» Nun gut, das ist beileibe keine Besonderheit. In Absatz 3 kommt die Präzisierung: «Die jährlichen Höchstzahlen und Kontingente für erwerbstätige Ausländerinnen und Ausländer sind auf die gesamtwirtschaftlichen Interessen der Schweiz unter Berücksichtigung eines Vorranges für Schweizerinnen und Schwe-

zer auszurichten ...» Was heißt das konkret? Wer ermittelt die Bedürfnisse der Wirtschaft, und wie werden sie ermittelt? Wer hat dann Vorrang? Ist es die Industrie, die IT-Branche, das Spital, das Pflegeheim, die Behindertenorganisation oder die Landwirtschaft? Für die SVP ist die Landwirtschaft offenbar nicht sehr wichtig. Ich habe heute gehört, die Landwirtschaft beschäftigt nicht viele ausländische Angestellte. Aber schauen Sie einmal den Gemüsebau an, schauen Sie einmal, wie viele ausländische Arbeitskräfte es dort gibt. Wir brauchen diese. Ja, vielleicht sagt das Parlament am Schluss, das seien nicht gesamtwirtschaftliche Interessen, das Gemüse könne man importieren, man brauche die Arbeitskräfte dringend für die Industrie, für die Spitäler oder für andere soziale Institutionen.

Es ist doch völlig klar, es war früher so, und es wird auch in Zukunft so sein: Wenn man sagt, die Höchstzahlen seien an den gesamtwirtschaftlichen Interessen auszurichten, dann wird sich praktisch nichts ändern, außer die SVP will die Industrie abwürgen oder die Prosperität unseres Landes eindämmen. Ich wiederhole es noch einmal: Es wurden immer so viele Arbeitskräfte zugelassen, wie die Wirtschaft verlangte. Es war früher mit der Kontingentierung so, es ist jetzt mit der Freizügigkeit so, und es wird sich auch später nichts daran ändern. In Bezug auf die Zahlen erreichen Sie mit der Initiative vermutlich nichts oder fast nichts.

Ein Punkt, der auch immer wieder erwähnt wird, ist die Riesenbürokratie der flankierenden Massnahmen. Lesen Sie in der Initiative: «... unter Berücksichtigung eines Vorranges für Schweizerinnen und Schweizer auszurichten; die Grenzgängerinnen und Grenzgänger sind einzubeziehen. Massgebende Kriterien für die Erteilung von Aufenthaltsbewilligungen sind insbesondere das Gesuch eines Arbeitgebers, die Integrationsfähigkeit und eine ausreichende, eigenständige Existenzgrundlage.» Ja, meine Damen und Herren von der SVP, glauben Sie nicht, dass das für unser Gewerbe, für unsere Industrie eine Riesenbürokratie auslöst? Gewerbe und Industrie müssen begründen, warum sie Arbeitskräfte wollen, und sie werden sich irgendwann einmal sagen: «Das will ich nicht mehr, ich gehe mit Teilen meines Betriebes ins Ausland. Es ist mir doch zu blöd, hier dauernd diese Bürokratie zu erledigen!» Sie werden mit der Initiative also nichts erreichen oder das Gegenteil von dem, was Sie erreichen wollen. Die heutigen flankierenden Massnahmen sind vielleicht noch Peanuts im Vergleich zu dem, was in Zukunft kommt, zu diesen Riesenbegründungen.

Aussenpolitisch wird die Initiative zum Super-GAU werden. Wir werden jahrelange Instabilität haben. Wir werden in Zahlen kaum etwas gewinnen. Wir werden eine Riesenbürokratie auslösen.

Ich danke Ihnen, wenn Sie diese für unsere Wirtschaft schädliche Initiative deutlich ablehnen.

Hodgers Antonio (G, GE): Cette initiative porte sur la croissance de la population. En effet, ces dernières années, la population suisse a crû d'environ 63 000 habitants par année. La croissance peut en soi être positive comme négative. Prenons d'abord les aspects positifs. Notre productivité a nettement été améliorée la décennie passée: nous sommes le deuxième pays au monde en termes de productivité. La créativité également est un bienfait qui vient avec la migration. Nos assurances sociales sont saines grâce aux migrants, notamment l'assurance-vieillesse qui, sans l'immigration, serait largement déficitaire, ou d'autres assurances sociales au sujet desquelles on dénonce parfois une surreprésentation des migrants. Cela est dû en réalité au fait que les migrants sont surreprésentés dans les métiers à risques – comme les métiers du bâtiment où l'on se blesse –, ce qui fait qu'ensuite on les retrouve comme bénéficiaires de ces assurances.

En somme, les étrangers en Suisse représentent 22 pour cent de la population, mais ils génèrent 27 pour cent du PIB: rien que par ce chiffre-là, on voit bien que l'apport – d'un point de vue économique du moins – des étrangers à la Suisse est largement positif.



Là-dessus, il y a évidemment des aspects négatifs, je le reconnais volontiers. On voit que nos trains sont bondés, que les bouchons ont largement augmenté sur nos routes, qu'il est très difficile de trouver un logement, et, en tant que Genoisis, je suis particulièrement sensible à cette problématique. Il est difficile de trouver un logement dans les zones urbaines. Les crèches et les écoles sont également en nombre insuffisant. Les espaces verts sont concurrencés et la pression sur le territoire se fait sentir.

En tant que membre du groupe des Verts, j'admetts volontiers que la croissance n'amène pas forcément la prospérité. Un point de PIB supplémentaire n'équivaut pas forcément à un point de qualité de vie en plus. Mais, si je reconnais la pertinence de la question soulevée par l'initiative populaire de l'UDC, je me pose la question suivante: pourquoi cibler l'instrument migratoire? Est-ce que la migration est une cause ou une conséquence? C'est une conséquence, bien évidemment. Les étrangers qui arrivent dans notre pays ne sont pas passés à côté de la Suisse, ont vu de la lumière et sont entrés dans notre pays avec un contrat de travail. Ce sont des employeurs suisses qui vont chercher les meilleurs éléments sur le marché européen. C'est cela, l'essentiel de la migration dans notre pays.

Donc, c'est bien le dynamisme économique, la volonté et la forte compétitivité de nos entreprises qui provoquent la migration. La migration n'est donc qu'un effet dont la cause est la croissance économique. Dès lors, il y a quelque chose de paradoxal dans la position de l'UDC, puisque, de sa main droite, elle dit vouloir une Suisse économiquement et fiscalement attractive; l'UDC défend des forfaits fiscaux pour les entreprises extrêmement bas, une politique entrepreneuriale extrêmement forte. Mais, de sa main gauche, l'UDC se plaint de la migration et du fait que les migrants occupent les routes, les écoles et les logements.

Il faut une conciliation dans cette politique. Prétendre que, avec une initiative pour freiner l'immigration, on va résoudre le problème, c'est comme prétendre qu'on va mieux conduire une voiture en accélérant et en freinant en même temps. Accélérer, ce serait maintenir une politique économique et fiscale extrêmement agressive sur la scène européenne, et freiner, ce serait adopter l'initiative de l'UDC pour stopper l'immigration. Cela ne va évidemment pas: on ne peut pas diriger un pays en lui donnant deux injonctions contradictoires.

Par conséquent, la solution des Verts porte sur le sens donné à notre prospérité économique. Il faut revoir notre modèle de développement; il faut concentrer le développement de notre pays sur la qualité de vie, sur des entreprises de qualité et compétitives. Au lieu de vouloir à tout prix attirer les entreprises multinationales, concentrons-nous afin de mettre plus l'accent sur les entreprises locales, sur nos PME, en mettant en oeuvre ce que les Verts ont synthétisé dans leur initiative populaire «pour une économie verte». Vous verrez qu'indirectement, sans mesures discriminatoires, sans mesures sur la migration elle-même, le nombre de migrants s'adaptera à une croissance, une croissance que l'on veut de qualité et plus durable.

Nidegger Yves (V, GE): En moins de sept mois, 136 000 citoyens suisses ont signé l'initiative populaire sur laquelle le Parlement se penche depuis ce matin pour lui apporter une réponse. Et ce nombre-là, dans un laps de temps aussi bref, démontre déjà qu'il existe une préoccupation importante au sein de la population, qui reconnaît le problème du caractère trop massif de l'immigration par rapport à ce qu'un petit pays, en comparaison avec ses voisins, peut absorber sans que le choc soit trop douloureux.

J'entends depuis ce matin des réponses données par le Parlement à ces 136 000 citoyens – qui préfigurent la position de centaines de milliers d'autres qui voteront en faveur de cette initiative –, réponses qui se réfèrent à une série de dogmes assez peu créatifs et trop souvent entendus. Il y en a trois principaux, auxquels je souhaiterais tordre le coup, si possible, dans les quelques minutes qui me sont imparties,

étant précisé que répondre par des dogmes, de la part d'un Parlement, à une préoccupation citoyenne, n'est pas forcément la réponse la plus attendue ni la plus efficace.

Le premier dogme est l'idée que si la migration est nécessaire en raison du fléchissement de notre démographie et de notre économie surdimensionnée, la forme de la libre circulation absolue, telle qu'elle a été instaurée dans l'Union européenne, serait la seule forme autorisée et que toute restriction serait comme un crime de lèse-circulation, quelque chose de scandaleux en soi. Or nous savons très bien que, depuis les années 1970, notre économie est surdimensionnée et a fait appel à de nombreux travailleurs étrangers avec des systèmes de contingents, et que ce n'est pas la libre circulation des personnes qui a inventé la possibilité d'ouvrir la barrière; il n'y a pas besoin de l'inventer, car la barrière se lève à chaque fois qu'on le veut. Ce que la libre circulation des personnes a apporté, ce n'est pas une possibilité d'engager des travailleurs étrangers, mais une interdiction de baisser la barrière, même lorsque le flot se fait trop important et que ses inconvénients se font trop douloureux.

Bien sûr, les contingents impliquent un système de contrôles et d'autorisations. Je suis heureux de voir que toute la gauche veut lutter aujourd'hui contre la bureaucratie sur ce seul point, tout en rappelant néanmoins que les mesures d'accompagnement préconisées à gauche, à savoir un syndicaliste derrière chaque travailleur et un policier derrière chaque employeur, peuvent présenter aussi une certaine lourde bureaucratie et des coûts qui ne sont pas supportables.

Le deuxième dogme, c'est celui qui voudrait que les emplois poussent comme des champignons sous les pas des migrants lorsque ceux-ci traversent la frontière, évidemment dans le sens Europe-Suisse, parce que apparemment le phénomène ne se produit pas lorsqu'on traverse la frontière dans l'autre sens. Si les emplois poussent effectivement comme des champignons de notre côté de la frontière, ce n'est pas à cause de l'arrivée de migrants, c'est parce que les conditions-cadres, et en particulier le droit du travail qui est plus souple, le droit fiscal qui est moins terroriste et la facilité des entreprises à se financer par un système bancaire qui jadis fut prospère, attirent les emplois et les entreprises. C'est ensuite, bien évidemment, que les migrants arrivent. Renverser la cause et la conséquence, on l'a entendu plusieurs fois ce matin, n'est pas véritablement très éclairant.

Le troisième dogme, c'est celui du PIB – mon préopinant l'a abordé tout à l'heure –, qui est présenté comme la mesure de toute chose. Une croissance du PIB apporterait nécessairement la preuve qu'une politique est intelligente, efficace et satisfaisante. Il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que si l'on passe de 7 millions à 8 millions d'habitants, la seule consommation de ces nouveaux habitants booste le PIB, que les infrastructures qui sont en retard et qui doivent être construites au pas de charge augmentent le PIB. Mais des tas de choses moins plaisantes augmentent aussi le PIB: la construction de nouvelles prisons, l'engagement de nouveaux policiers, les systèmes d'alarme dont il faut maintenant s'équiper dans toutes les maisons. Le remplacement des objets qu'on vous vole à cause des vagues de cambriolages, parce qu'il n'y a plus de frontières, augmente aussi le PIB. Le PIB n'est pas la mesure de toute chose et n'est certainement pas suffisant pour évaluer le contentement de la population. Il y a des tas de choses non désirables qui augmentent le PIB, les amendes de parking par exemple.

Il faudrait instaurer une notion de «qualité de vie intérieure nette» plutôt que de «produit intérieur brut» pour véritablement répondre aux 136 000 citoyens qui, en sept mois, ont apporté leur signature à cette initiative pour que le Parlement se prononce à son sujet, et j'espère qu'il le fera de façon éclairée.

Gmür Alois (CE, SZ): Die Wirtschaft brummt und läuft gut. Sie läuft so gut, dass die Wirtschaft auf Arbeitskräfte aus dem Ausland angewiesen ist. Als Präsident eines Spitals, als Vertreter des Gastgewerbes und als Vertreter der Ge-



tränkebranche weiss ich, dass Unternehmen in diesen Branchen gar nicht mehr funktionieren ohne Arbeitskräfte aus dem Ausland. Die Wirtschaft, das Gewerbe brauchen die Möglichkeit, unbürokratisch – ich betone: unbürokratisch – aus dem Ausland Arbeitskräfte zu holen. Die Schweizer werden dadurch nicht benachteiligt. Dank dem guten Funktionieren der Wirtschaft ist die Arbeitslosenquote in unserem Land sehr tief. Es gibt viele Arbeiten, die viele Schweizer nicht gern machen; man ist froh um ausländische Arbeitskräfte in Alters- und Pflegeheimen, in Spitälern, im Gastgewerbe, in der Logistik usw. Auch im hochqualifizierten Bereich bringen ausländische Arbeitskräfte mit ihrem Können und Wissen die Schweiz weiter. Es ist aber nicht so, dass nur die Wirtschaft und das Gewerbe von der Personenfreizügigkeit profitieren, nein. Jeder Einzelne hier drin und draussen auf der Strasse ist froh, wenn er krank ist, dass er gepflegt wird, ist froh, wenn im Hotel das Bett gemacht ist, ist froh, wenn er im Restaurant bedient wird. Alle profitieren davon, dass die Lebensmittel zur richtigen Zeit am richtigen Ort sind.

Die überdurchschnittliche Wettbewerbsfähigkeit und die grosse Leistungsfähigkeit der Schweiz, unser Wohlstand basieren auch auf der Arbeit unserer Zuwanderer, seien es Akademiker, Handwerker, Pflegefachleute oder Hilfsarbeiter. Die Probleme auf dem Wohnungsmarkt, die überfüllten Züge und verstopten Strassen einfach auf die Zuwanderung abzuschreiben ist zu einfach. Wir Schweizer brauchen immer mehr Wohnraum, wir Schweizer wohnen je länger, je mehr nicht mehr dort, wo wir arbeiten, und fahren immer mehr hin und her. Die Initiative «gegen Masseneinwanderung» löst die Probleme nicht, sondern schadet der Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz und gefährdet unseren Wohlstand.

Ich bitte Sie, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Reimann Maximilian (V, AG): Das Wichtigste an dieser Volksinitiative ist aus meiner Sicht die Tatsache, dass sie zustande gekommen ist und der Souverän, Volk und Stände, nun Gelegenheit erhalten, zu einem der brisantesten politischen Gegenwartsthemen Stellung zu nehmen: Wie viel Zuwanderung erträgt die Schweiz? Soll der Trend zu einer überproportionalen Zunahme der ausländischen Wohnbevölkerung so weitergehen, oder soll diesem Trend die Spitze gebrochen werden? Soll nicht schon morgen, sondern erst übermorgen oder gar nie die 30-Prozent-Marke überschritten werden? Ich stelle diese Fragen wertneutral in den Raum.

Ich wähne mich dabei äusserst glücklich, in einem Land leben zu dürfen, wo das Volk, das stimmberechtigte Schweizervolk, über diese Fragen verbindlich entscheiden kann. Ich betone dieses Prinzip, dieses wertvolle Element der direkten Demokratie, besonders auch deshalb, weil gewisse Kreise mit allen erdenklichen Mitteln am Werk sind, es einzuschränken und auszuhebeln, wie etwa der selbsternannte Club Helvétique. Ihr Heilmittel ist die zunehmende Ungültigerklärung von Volksinitiativen, vor allem dann, wenn sie irgendwelchem Staatsvertrags- oder Völkerrecht widersprechen. Im vorliegenden Fall hätten sie, wäre ihnen die Rückstzung der direkten Demokratie bereits gelungen, wohl so argumentiert, diese Masseneinwanderungs-Initiative widerspreche der Personenfreizügigkeit, ergo verstosse sie gegen einen bilateralen Vertrag mit der EU, unterhöhle damit Völkervertragsrecht und sei folglich ungültig zu erklären. Zudem – so die Gilde der Demokratieaufweichler weiter – stamme diese Volksinitiative von rechts bis rechts aussen, trage also den Stempel der Rechtspopulisten, und deshalb könnte es gar nicht schaden, wenn sie schon vor der Abstimmung im Keime erstickt werde.

So weit wird es glücklicherweise nie kommen, denn das Schweizervolk wird sich nie selber aus dem Rennen nehmen, wird sich nie selber degradieren. Zu positiv – insbesondere im Vergleich mit anderen Staaten – sind die Errungenschaften, ist das, was wir auf Basis der direkten Demokratie erreicht haben.

Zudem ist hier auch der Ort, um auf die andere Volksinitiative mit ähnlicher Zielsetzung hinzuweisen, auf die im links-

ökologischen Spektrum herangewachsene Ecopop-Initiative, die einen recht strengen Stopp bei der Zuwanderung zur Sicherung der natürlichen Lebensgrundlagen anstrebt, und zwar dauerhaft. Sie sehen, auch links der Mitte macht man sich grosse Sorgen über eine Überbevölkerung der Schweiz, auch links der Mitte ist man in höchstem Masse besorgt über die immer mehr zu platzen beginnenden Infrastrukturen, die überfüllten Züge, die zunehmenden Staus und damit das Chaos auf unseren Strassen, in unseren Städten und Dörfern. Sind das nun allesamt Linkspopulisten, die die Ecopop-Initiative zustande gebracht haben? Ich überlasse die Antwort dazu all jenen, die nicht müde werden, die geistigen Väter und Mütter der vorliegenden Initiative ins Lager der Rechtspopulisten abzudrängen, was immer sie unter diesem Begriff auch verstehen mögen.

Für mich heisst Populismus politische Nähe zum Volk. Wer über ausreichend Populismus verfügt, ist auch in der Lage, eine Volksinitiative zustande zu bringen. Gilden, wie der abgehobene Club Helvétique, sind es nicht. Populus helveticus, das Schweizervolk, wird demnächst also Gelegenheit haben, über zwei Zuwanderungs-Initiativen zu befinden. Die vorliegende, mit Absender SVP, hat einen zeitlichen Vorsprung. Ob eine zeitliche Harmonisierung der beiden verfahrensrechtlich möglich ist, kann ich nicht beurteilen. Ob zeitliche Harmonisierung überhaupt wünschenswert ist, hängt auch nicht von mir ab. Für heute genügt es zu wissen, dass sowohl rechts der Mitte als auch links der Mitte grösstes Unbehagen über das Tempo und die Auswirkungen einer unbremsten Zuwanderung herrscht. Dazu soll und muss das Volk sich an der Urne äussern können. Die beiden Volksbefehren kommen folglich zur richtigen Zeit.

Dasjenige, um das es heute geht, unterstütze ich voll und ganz. Gegen dieses wird nun seit Stunden der Teufel an die Wand gemalt, und es wird noch Umgemach, Repressalien und weiss Gott was alles prophezeit. Es wird nichts so heiss gegessen, wie es gekocht wird, schon gar nicht in der Politik. Jedes Land, das auch nur annähernd einer so hohen Zuwanderung ausgesetzt ist wie die Schweiz, wird Verständnis haben für entsprechende Gegenmassnahmen. Solche zu ergreifen ist legitim, ist demokratisch, ist staats- und völkerrechtlich korrekt. Darüber wird das Schweizervolk souverän entscheiden, was immer wir ihm heute für eine Empfehlung abgeben werden.

Reynard Mathias (S, VS): Beaucoup de choses ont déjà été dites à propos de cette initiative, et je vais tâcher de revenir sur les points essentiels qui plaident pour un rejet net de ce texte, en y ajoutant quelques éléments plus généraux sur la libre circulation des personnes et des problèmes auxquels nous devons répondre aujourd'hui avec sérieux en tant qu'élus du peuple.

Même si l'argument ne semble pas beaucoup intéresser les représentants de certains partis présents dans cette salle, il convient de rappeler – comme cela a été fait plusieurs fois – que cette initiative est incompatible avec les engagements internationaux de la Suisse, notamment avec la Convention européenne des droits de l'homme ou encore la Convention relative aux droits de l'enfant.

Mais outre ces problèmes d'incompatibilité, cette initiative est surtout une proposition totalement irresponsable pour notre pays, pour notre économie – donc pour les travailleurs de ce pays –, pour notre positionnement au niveau international, pour notre prospérité.

En effet, une acceptation de l'initiative remettrait totalement en cause la voie bilatérale. Le texte proposé étant incompatible avec l'Accord sur la libre circulation des personnes, il faut s'attendre à ce que les sept accords juridiquement liés par la clause guillotine soient dénoncés. En outre, d'autres accords conclus entre la Suisse et l'Union européenne – et dont notre pays profite grandement – pourraient également être remis en question. Une telle initiative reviendrait à isoler la Suisse et à l'affaiblir durablement sur la scène internationale. Les mêmes qui ne juraient, il y a quelques années, que par la voie bilatérale entendent aujourd'hui la détruire.



Mais cette initiative est également un danger pour l'économie suisse. L'Union européenne est notre principal partenaire commercial: un franc sur deux est gagné par nos échanges avec l'Union européenne. Notre économie profite de cette situation et a un besoin accru de travailleurs étrangers qui participent à la croissance, au développement et à la réussite de notre pays. Ce besoin est particulièrement important dans certains secteurs, comme la construction, la restauration, le tourisme. Défendre cette initiative, c'est soutenir un projet dont les conséquences seront terriblement néfastes pour notre économie.

Nous ne pouvons donc qu'inviter notre conseil à recommander le rejet de cette initiative irresponsable et dangereuse pour notre pays.

Il faut toutefois mettre également le Conseil fédéral et le Parlement face à leurs propres responsabilités politiques. La libre circulation des personnes apporte énormément à la Suisse sur le plan économique, mais elle profite, pour l'heure, avant tout à certaines entreprises et non à toute la population suisse. Pire, elle pose certains problèmes concrets dans plusieurs domaines comme l'emploi, le logement, ou encore les infrastructures. Nous sommes en réalité loin du tableau idyllique dressé par le Conseil fédéral. Plutôt que de rester passif, ce dernier doit impérativement prendre de sérieuses mesures pour garantir les salaires, créer des logements à prix abordables, investir dans les infrastructures et mener une véritable politique en faveur de l'accès à la formation pour tous afin d'offrir à la jeunesse de notre pays des opportunités dans les nombreux secteurs où nous manquons de personnel qualifié.

Concernant l'emploi, quelques mesures comme la responsabilité solidaire ont été décidées et doivent impérativement être appliquées dans les plus brefs délais. Mais elles ne sont pas suffisantes. Pour que la libre circulation profite à l'ensemble de la population, et notamment aux travailleurs, il faut impérativement introduire un salaire minimum, parce que de nombreuses branches qui ne connaissent pas aujourd'hui de convention collective de travail se trouvent dans une situation qui correspond finalement à une situation où la sous-enchère salariale est tolérée. Il est également urgent de renforcer les contrôles pour éviter les abus et de prendre des mesures spécifiques pour les régions frontalières. Ces décisions sont aujourd'hui indispensables pour lutter contre le dumping salarial.

Enfin, sur le plan du logement, le Conseil fédéral doit aussi prendre de véritables mesures plutôt que d'assister passivement à l'augmentation persistante des loyers initiaux. Il faut dès aujourd'hui proposer des logements à loyers abordables, mieux protéger les locataires et instaurer un plafond pour les loyers initiaux. La crise du marché du logement doit être prise au sérieux par les autorités politiques de ce pays. Si le Conseil fédéral et le Parlement continuent de fermer les yeux sur ces problèmes et se murent dans l'attentisme sans prendre de mesures concrètes, il est certain qu'un jour, la population suisse acceptera une initiative aussi irresponsable et dangereuse que celle que nous examinons aujourd'hui.

Büchel Roland Rino (V, SG): Bei all den Emotionen, Herr Reynard, welche die Gegner der Initiative und auch Sie in die Diskussion eingebracht haben, sind entscheidende ökonomische Fakten auf der Strecke geblieben. Deshalb möchte ich ein paar Worte zur Bilanz der Schweizer Volkswirtschaft und zur Zuwanderung in den letzten zehn Jahren sagen.

Zuerst zur Volkswirtschaft: Es gab ein schönes Wachstum in der erwähnten Zeit. Wie aber sieht es mit der Produktivität aus? Wenn wir bemessen wollen, wie gut es einem Land geht, ist es das Wachstum pro Kopf, das zählt. Da sind Sie wohl mit mir einverstanden. Selbstverständlich ist das Bruttoinlandprodukt in der Schweiz gewachsen, viel stärker als im krisengeschüttelten EU-Europa. Das ist jedoch vor allem so, weil mehr Köpfe hinter diesen Zahlen stecken oder – es geht ja um Arbeit – vor allem auch mehr Hände.

Das «Beschäftigungsbarometer» meldet jedes Jahr 1 bis 1,5 Prozent mehr Arbeitende. Als Folge ist die Zahl der geleisteten Arbeitsstunden seit dem Jahr 2002 um 15 Prozent gestiegen. Wie aber hat sich das Inlandprodukt entwickelt? Die Wertschöpfung hat um 19 Prozent zugenommen. Das ist passabel. Aber Sie müssen kein Mathematiker sein, um festzustellen, dass unter dem Strich nicht einmal ein halbes Prozent mehr Leistung je Arbeitsstunde bleibt. Verglichen mit den aufstrebenden Staaten im asiatischen Raum ist das weniger als nichts. In den letzten vier, fünf Jahren war die Bilanz noch negativer: Die Produktivität der Einwanderer ist in dieser Zeit zurückgegangen. Warum das? Weil ein grosser Teil der zusätzlich Beschäftigten in der öffentlichen Verwaltung arbeitet. Nur schon im letzten Jahr nahm die Zahl der Verwaltungsangestellten um 3,7 Prozent zu.

Anstatt zu forschen, anstatt zu denken, anstatt zu arbeiten, «spezialisieren» wir uns mehr und mehr darauf, zu koordinieren, zu evaluieren und zu beraten. Ein Beispiel: All der Aufwand, den wir heute für ein Heer an studierten und hochbezahlten Bildungs- und Gesundheitsmanagern betreiben, nützt weder den Schülern noch den Kranken, geschätzter Kollege Gmür.

Nochmals kurz zum BIP – ich will hier keine Vorlesung in Volkswirtschaftslehre halten, deshalb nur kurz –: Die Lage ist sogar noch weniger erbaulend, als es die Zahlen vermuten lassen. Warum das? Es hat mit der Erhebungsmethode zu tun. Weil man den Output der Beamten nicht messen kann, werden deren Löhne und Kosten nämlich als Leistung direkt dem Inlandprodukt zugerechnet. Das BIP steigt also, obwohl keine anrechenbaren Leistungen erbracht werden. Zudem müssen diese Stellen von jenen bezahlt werden, die etwas herstellen, und zwar etwas, was man verkaufen und exportieren kann.

Viele Leute wurden in diesem Saal während der letzten Stunden richtiggehend abqualifiziert: Als Hinterwäldler oder Insulaner soll gelten, wer Probleme erkennt und nach Lösungen sucht.

Die Schweiz wächst jährlich um die Grösse einer Stadt wie Luzern oder St. Gallen. Seit der Öffnung der Grenzen zur EU sind fast 700 000 Menschen mehr in die Schweiz ein- als ausgewandert. Sind diese Menschen wirklich so hochqualifiziert, wie es die beiden Kommissionssprecherinnen sagten, und wie man es in den Voten immer wieder hören konnte? Nehmen wir das letzte Jahr: Von woher wanderten die Leute vor allem ein? Aus den sogenannten Gips-Staaten – also aus Griechenland, Italien, Portugal und Spanien. Den Rekord hält Portugal mit 12 900 Nettozuwanderern. Viele dieser Leute landen, leider, oft sehr schnell in unserem dichten sozialen Netz. Ich frage Kollege Caroni: Sind es denn jene Menschen, die Sie in Heiden, Hundwil oder Herisau so dringend brauchen? Schon heute ist es so, dass Angehörige der EU-/Efta-Staaten mehr Geld aus der Arbeitslosenkasse beziehen, als sie einzahlen.

Ich habe versucht, ein paar Fakten zusammenzutragen. Wenn Sie das auch tun und die Ergebnisse einfach nüchtern auswerten, werden auch Sie diese sinnvolle Initiative zur Annahme empfehlen.

Fluri Kurt (RL, SO): Wir erkennen nicht, dass das schweizerische Wirtschaftswachstum und die vergleichsweise hohe Zuwanderung der letzten Jahre zu einem Bevölkerungswachstum geführt haben, dass sich die Herausforderungen bei der Integration, auf dem Wohnungsmarkt, bei der Infrastruktur, bei der Raumplanung und in der Bildungspolitik entsprechend vergrössert haben. Diese Fakten sind jetzt vonseiten der Vertreter der SVP, vonseiten der Befürworter der Initiative, x-fach wiederholt worden. Herr Rutz hat gesagt, wir müssten den Problemen in die Augen schauen; Herr Fehr hat gesagt, die Initiative sei das einzige Rezept; Herr Maximilian Reimann hat empfohlen, nicht den Teufel an die Wand zu malen; mein Vorredner hat soeben volkswirtschaftliche Überlegungen gemacht, die sicher nicht falsch sind. Tatsache ist aber, dass wir nicht Australien und nicht Kanada sind. Wir leben in Europa, und wir haben die bilateralen Verträge mit der EU abgeschlossen. In diesen bilateralen Ver-

trägen sind eben die berufliche Qualifikation und die Ausbildung kein Kriterium für die Zuwanderung. Das ist Ihnen allen ebenfalls bekannt.

Das Rezept, es seien neue Verhandlungen zu führen, tönt sehr gut. Aber Sie glauben ja selbst nicht daran – so naiv sind Sie nicht –, dass in der heutigen Situation in Europa Neuverhandlungen mit der EU zu einem besseren Ergebnis führen würden als zu dem, was wir haben. Ich glaube, wir müssen froh sein darüber, dass wir diese Verträge haben und dass sie seitens der EU nicht bestritten werden. Ein besseres Ergebnis ist in diesem Klima, das in Europa gegenüber unserem Land herrscht – ob zu Recht oder zu Unrecht –, nicht erzielbar. Diesen Weg lehnen wir ganz klar ab. Den anderen Weg, der heute schon mehrfach empfohlen wurde, nämlich den sozialistischen Weg – so nenne ich das mal –, mit Mindestlohnvorschriften ausserhalb der Gesamtarbeitsverträge und ausserhalb der Sozialpartnerschaft, mit Mietzinsvorschriften, die eine Höchstmiete vorsehen, usw., lehnen wir auch ab. Das sind Rezepte, die nicht marktwirtschaftsverträglich sind.

An sich kennen wir alle den Weg, den wir bereits vor Längem eingeschlagen haben, den es weiterzuverfolgen gilt und den wir gegebenenfalls anzupassen haben. Wir kennen die flankierenden Massnahmen vom Juni 2004; wir haben sie im letzten Jahr angepasst. Am 1. Januar 2013 ist bekanntlich die verstärkte Bekämpfung der Scheinselbstständigkeit bei ausländischen Dienstleistungserbringern in Kraft getreten. Die Sanktionsmöglichkeiten für Arbeitgeber, welche gegen zwingende Mindestlöhne in Normalarbeitsverträgen verstossen, sind in Kraft gesetzt worden. Es gibt Sanktionsmöglichkeiten bei Verstößen gegen allgemeinverbindlich erklärte Gesamtarbeitsverträge usw. Seit dem 1. Mai 2013 sind auch die verschärften Bestimmungen betreffend die Lohnangaben im Rahmen des Online-Meldeverfahrens durch ausländische Arbeitgeber in Kraft.

Wir haben die Solidarhaftung, die wir vor Kurzem beschlossen haben. Wir haben die Ventilklausel verlängert. Auch hier: Glauben Sie tatsächlich – Sie alle, die mit uns zusammen die Verlängerung der Ventilklausel verlangt haben –, dass mit diesem Wissen die EU uns günstigere Bedingungen bei einer Neuverhandlung des Freizügigkeitsabkommens gewähren würde? Das glauben Sie ja selbst nicht! Wir haben die Weiterführung der Kontingente gegenüber Rumänien und Bulgarien bis 2014 usw.

Sie machen sich, die SVP-Vertreter meine ich jetzt, immer etwas über die Integration lustig. Andererseits beklagen Sie sich, wenn die Integration nicht greift und dementsprechend Kriminalität oder Desintegration und deren Erscheinungen publik werden. In Tat und Wahrheit bewähren sich die Integrationsmassnahmen – die Integrationsvereinbarungen in den Kantonen, der obligatorische Sprachunterricht, das Einbürgerungsverfahren, das ein höheres Gewicht auf die Integration legt. Wir sind auch positiv eingestellt gegenüber den Integrationsmassnahmen, die bei der nächsten Revision des Ausländergesetzes anstehen.

Sie beklagen sich über die zunehmende Enge in den Verkehrsmitteln. Wir wissen aber, dass sich auch unsere Mobilität wesentlich gesteigert hat. Ein grosser Teil der Mobilität ist Freizeitverkehr. Wir haben heute Morgen über Fabi beraten und werden morgen abschliessend entscheiden. Wir werden die Strasseninfrastrukturfinanzierung absichern.

Sie beklagen sich über Wohnungsmangel und steigende Mietpreise. Sie wollen die einschneidenden Rezepte, die gegen die marktwirtschaftlichen Grundsätze verstossen, nicht, wie wir auch nicht. Sie lehnen aber gleichzeitig raumplanerische Massnahmen ab, die zu einer klaren Trennung des Siedlungsgebietes vom Nichtsiedlungsgebiet führen. Sie wehren sich auch gegen raumplanerische Massnahmen, die zu einer Verdichtung führen. All das lehnen Sie ab. Ich frage mich, ob Sie das Problem überhaupt lösen wollen.

Wir wollen es lösen, aber nicht mit Ihren Rezepten. Wir wollen es auch nicht mit den Rezepten von links lösen, sondern wir wollen es auf dem eingeschlagenen, bewährten Weg lösen.

Wir bitten Sie deshalb, diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Quadri Lorenzo (V, TI): L'iniziativa popolare «contro l'immigrazione di massa» contiene una richiesta che definirei di una semplicità disarmante, ossia che la Svizzera torni a regolare i flussi d'immigrazione. Regolare l'immigrazione è uno dei compiti fondamentali di uno Stato che rientra negli stessi presupposti della sua esistenza. Con gli accordi bilaterali e segnatamente con la libera circolazione delle persone, la Svizzera ha rinunciato a questa sua facoltà nei confronti dei cittadini dell'Unione europea, una scelta che ha avuto conseguenze negative soprattutto per le regioni di frontiera.

Malgrado la SECO continui imperterrita, per il tramite di statistiche addomesticate, a sostenere tesi del tipo «immigrazione uguale ricchezza» ed a raccontare che anche nelle regioni di frontiera con la libera circolazione delle persone tutto fila a meraviglia, la realtà del territorio è ben diversa.

Se lo stesso Consiglio federale ha ritenuto di ricorrere alla clausola di salvaguardia vuol dire che il quadro roseo dipinto dalla SECO e da altri – più volte anche da chi negli interventi in questa sala mi ha preceduto, forse non conoscendo la realtà delle regioni di frontiera – probabilmente non trova un riscontro sul terreno.

L'Europa, soprattutto quella del sud, si trova in una crisi nera e noi questa Europa in crisi nera ce l'abbiamo fuori dalla porta di casa. In Italia si è giunti al punto da invitare pubblicamente i cercatori d'impiego ad emigrare in Svizzera, il che nel caso concreto significa in Ticino. Quindi, non essendo la vicina Penisola in grado di risolvere i propri problemi occupazionali li scarica su di noi per il tramite della libera circolazione delle persone. Questo è, tra l'altro, probabilmente l'unico punto su cui destra e sinistra della vicina Penisola sono uscite a mettersi d'accordo.

Aggiungo che le nuove ondate di asilanti arrivati in Sicilia dall'Eritrea venivano indirizzate verso nord – come prassi consolidata.

E chiaro che in tali circostanze l'immigrazione incontrollata non può esistere e quindi bisogna avere il coraggio di fare retromarcia. A questo si aggiunge che al momento della stipula e poi della votazione popolare sugli accordi bilaterali non si poteva certo prevedere la crisi gravissima in cui sarebbe precipitata l'Europa e non si poteva neppure prevedere la situazione allarmante in cui si sarebbe venuta a trovare l'Italia, dove perfino una regione del nord come il Piemonte nell'ultimo rating di Moody's risulta declassata a «junk», cioè a spazzatura.

Le condizioni sono dunque radicalmente cambiate e questo giustifica sotto tutti i punti di vista un'inversione di rotta. Questo giustifica che la Svizzera si riappropri della facoltà di regolare i flussi migratori a tutela del nostro mercato del lavoro, della nostra sicurezza e anche del nostro Stato sociale. L'immigrazione incontrollata provoca poi costi infrastrutturali importanti, derivanti da un aumento anormale della popolazione, e adesso è legata anche all'aumento degli affitti, come è stato peraltro dimostrato anche dai promotori apartitici dell'iniziativa Ecopop che sono stati citati in precedenza.

L'iniziativa popolare «contro l'immigrazione di massa» merita inoltre un sostegno massiccio da parte del Ticino poiché essa prevede la reintroduzione dei contingenti per i frontieri. Il contingentamento è l'unica misura possibile per evitare al nostro cantone un pesante deterioramento occupazionale con gravissime ripercussioni sociali. Qualsiasi altra misura è benvenuta, per carità, ma alla fine sono misure come il classico cerotto sulla gamba di legno, perché non risolvono il problema alla radice. L'unica possibilità è quindi una modifica radicale, un cambiamento di rotta ragionevole, come quello che viene proposto dall'iniziativa popolare «contro l'immigrazione di massa» che invito a sostenere.

Gysi Barbara (S, SG): Ich bitte Sie, die Initiative «gegen Masseneinwanderung» zur Ablehnung zu empfehlen.

Zurück zur Kontingentierung, das ist nun wirklich keine Option. Wir wollen nicht zu den Verhältnissen der Siebzigerjahre zurückkehren. Die Zuwanderung war damals übrigens



nicht tiefer. Auch mit einer Kontingentierung kann die Zuwanderung durchaus hoch ausfallen, denn es ist die Arbeitswelt, die die Nachfrage und damit auch die Höhe der Kontingente bestimmt. Stark lobbyierende Branchen werden zu höheren Kontingenzen kommen – etwa die Bauern –, aufsteigende Branchen, die vielleicht noch nicht so gut vernetzt sind, könnten dann das Nachsehen haben. Das ist im grossen Stil wirtschaftsfeindlich; das wollen wir auf keinen Fall. Was mir aber sehr wichtig scheint: Mit Kontingenzen sind die Arbeitnehmenden weit weniger geschützt, die Aufenthaltsbewilligungen für Migrantinnen und Migranten werden prekärer, als dies heute der Fall ist. Das gilt es auf jeden Fall zu verhindern. Mir geht es um kalkulierbare und gute Bedingungen für die Arbeitnehmenden: Es braucht genügend Schutz; als Gewerkschafterin ist mir das enorm wichtig und ein grosses Anliegen.

Wir brauchen auch geregelte Verhältnisse mit der EU. Der bilaterale Weg hat sich im Grundsatz bewährt, und der Arbeitsmarkt kann so durchaus auch kontrolliert werden. In der Schweiz muss zu Schweizer Löhnen gearbeitet werden – das ist das Wesentliche.

Diese Initiative ist nicht risikolos, denn diese Initiative wird, denke ich, zur Kündigung der Bilateralen führen. Da streuen uns die Vertreter und Vertreterinnen der Initiative Sand in die Augen, wenn sie meinen, die Kontingentierung sei auch im Rahmen der Bilateralen möglich bzw. man könnte da einfach die Bilateralen neu verhandeln. Was es braucht, ist nicht eine populistische Initiative gegen die Masseneinwanderung, sondern einen Ausbau der flankierenden Massnahmen. Da gibt es Handlungsbedarf; das sagen wir auch. Geraade in den Grenzregionen besteht die Gefahr des Lohndumpings, und es werden auch immer wieder Fälle aufgedeckt. Tiefstlöhne kommen verschiedenenorts, auch in den Grenzregionen vor: Nicht nur in der Westschweiz und im Tessin, nein, auch bei uns in der Ostschweiz, gerade im St. Galler Rheintal, werden immer wieder Fälle von Tiefstlöhnen und Lohndumping aufgedeckt. Das ist skandalös und muss bekämpft werden, doch nicht mit einer Initiative wie dieser, sondern mit verstärkten flankierenden Massnahmen und auch mit genügend Kontrollen und effektiven Bussen.

Was wir brauchen, sind Mindestlöhne, weil, wie gesagt, in der Schweiz zu Schweizer Löhnen gearbeitet werden soll. Was es auch braucht, sind Gesamtarbeitsverträge als Standard für die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Die Entwicklung unserer Wirtschaft und Gesellschaft ist auf die Zuwanderung angewiesen. Die demografischen Veränderungen zeigen, dass wir diese Arbeitskräfte benötigen. Wir werden nicht den ganzen Bedarf aus dem Inland abdecken können. Es braucht aber nicht nur flankierende Massnahmen im Arbeitsbereich, es braucht sie auch für den Wohnbereich.

Ich möchte Sie bitten, die Initiative abzulehnen.

Müri Felix (V, LU): Die Missstände und Probleme durch die Masseneinwanderung und den damit verbundenen Bevölkerungszuwachs werden von allen Parteien mehrheitlich bestätigt. Die Lösungsansätze sind aber grundverschieden. Die Linke will einmal mehr sozialistische Anliegen wie Mindestlöhne, gemeinnützigen Wohnungsbau und Steuererhöhungen propagieren. Mit solchen Forderungen werden nur die Symptome bekämpft, die Ursache hingegen, die unkontrollierte Zuwanderung, kann man so nicht in den Griff bekommen. Solange die Schweiz als Wohn- und Arbeitsort so attraktiv ist, so lange werden Ausländer in die Schweiz kommen. Doch vielleicht ist es ja genau das, was die SP möchte: das Niveau der Schweiz auf EU-Standard senken, indem sie der Wirtschaft den liberalen Boden entzieht und den Bürgern die Freiheit und Entfaltungsmöglichkeiten nimmt. So wäre der Weg in die EU, den die Linken anstreben, frei und sicherlich kürzer.

Anderer klammern sich an die Vorstellung, man könne das Zuwanderungsproblem mit einer Beschränkung der Migration aus Drittstaaten lösen. Dabei kommt nur ein Bruchteil der Zuwanderung aus Nicht-EU-Ländern. Herr Noser möchte alle gut ausgebildeten Spanier in der Schweiz haben. Ist doch klar, dass alle hierherkommen möchten, sagt Herr No-

ser. Hoffentlich weiss er, dass es noch andere Staaten mit gut ausgebildeten Personen gibt. Wenn er die auch noch alle möchte, ist unser Titel «Masseneinwanderung» sogar untertrieben. Dann gibt es die Schweiz bald nicht mehr. Es zeigt sich, dass eine Lösung ohne die Diskussion über die Personenfreizügigkeit nicht möglich ist. Die SVP hat als einzige Partei den Missstand bekämpft, aber sämtliche parlamentarischen Vorstösse wurden hier im Saal leider abgelehnt. Als letztes Mittel zur Beschränkung der Masseneinwanderung bleibt nun diese Initiative. Eine solche Initiative übt den nötigen Druck auf die politischen Instanzen aus und fordert den Bundesrat auf, endlich zu handeln.

Aeschi Thomas (V, ZG): Die SVP-Masseneinwanderungs-Initiative fordert, dass die Schweiz die Einwanderung von Ausländern in Zukunft wieder selbst steuern kann. Mittels jährlicher Höchstzahlen und Kontingente soll die Zahl der Bewilligungen für den Aufenthalt von Ausländern in der Schweiz begrenzt werden. Die Schweiz würde mit der Annahme dieser Initiative wieder zum System wechseln, das sie vor der Annahme der Personenfreizügigkeit hatte und das vornahmhaft funktionierte. Eine bedeutende Verbesserung bestünde jedoch darin, dass in Zukunft die Höchstzahlen für sämtliche Bewilligungen unter dem Ausländerrecht unter Einbezug des Asylwesens und der Grenzgänger gelten würden.

Die SVP ist sehr überrascht, wie gross die Widerstände gegen dieses Anliegen sind. Es ist doch selbstverständlich, dass ein Land selbst bestimmen kann, welche und wie viele Personen einwandern dürfen! In vielen anderen Ländern sind Quoten und Punktesysteme eine Selbstverständlichkeit. Weil es sich dabei um klassische Einwanderungsländer handelt, haben sie schon viel früher realisiert, dass die Einwanderung ausser Rand und Band gerät, wenn sie nicht gesteuert wird. Gerne gehe ich im Folgenden auf die Einwanderungssysteme einzelner Länder ein.

Die wichtigste Leitlinie der australischen Einwanderungsrichtlinien lautet: «The criteria for the Migration Program are selective – those applicants who meet Australia's requirements and have good prospects for successful settlement are chosen. There are detailed rules governing entry in each migration category and selection is based on a case-by-case assessment of applications.» Sie sehen: In Australien gilt der Leitsatz, dass Immigration selektiv ist und dass für eine Einwanderung die Kriterien detaillierter Richtlinien erfüllt sein müssen. Einwanderer werden mittels eines Punktesystems durch den Staat ausgewählt. Es ist nicht etwa umgekehrt wie bei uns, wo die Ausländer selbst bestimmen können, indem sie schauen, in welchem Land sie die höchsten Sozialleistungen erhalten, und dann auch dort einwandern. Das australische System ist also genau das Gegenteil der Schweizer Personenfreizügigkeit, wo jeder Einwanderer nur minimalste Bedingungen erfüllen muss, um in die Schweiz einwandern zu dürfen.

Auch in Kanada gibt es zwei bedeutende Kategorien, in welche die Einwanderer eingeteilt werden. Im «Business Immigration Program» werden gezielt Investoren angeworben, welche planen, in Kanada Geld zu investieren, und so Arbeitsplätze und Steuersubstrat schaffen. Es wird also sichergestellt, dass unter dem Strich das Land einen Nutzen von einem Einwanderer hat und nicht schon nach kurzer Zeit Sozialleistungen bezahlen muss. Im kanadischen «Federal Skilled Workers Program» werden wie in Australien die einwanderungswilligen Personen mittels eines detaillierten Programms auf Herz und Nieren geprüft. Nur wer diese sehr hohen Anforderungen erfüllt, wird schlussendlich zur Einwanderung zugelassen.

Auch die USA stellen «Economic Visas» für «high-skilled workers» aus. Pro Jahr werden so unter diesem System 65 000 Einwanderer ins Land gelassen, welche ebenfalls beweisen müssen, dass sie diese hohen amerikanischen Anforderungen erfüllen.

Die Beispiele aus Australien, Kanada und den USA zeigen, dass klassische Einwanderungsländer schon lange gelernt haben, gezielt jene Personen anzuziehen, welche ihrem Land auch einen hohen volkswirtschaftlichen Nutzen brin-



gen. Weshalb die anderen Parteien hier im Parlament, welche sich wie die SVP «bürgerlich» nennen, dies nicht einsehen, ist mir unverständlich.

Es wird gefragt, wer denn bei der Einwanderung Vorrang hätte, wenn man dieses System anpassen würde. Unter dem heutigen System haben alle Einwanderer Vorrang. Jeder kann kommen – und es kommt auch jeder. Die heutige Personenfreizügigkeit ist über kurz oder lang zum Scheitern verurteilt. Wir können und wollen nicht jedes Jahr um Zehntausende von Nettoeinwanderern wachsen. Aus diesem Grund benötigen wir unbedingt ein Quoten- und Punktesystem, wie es andere typische Einwanderungsländer bereits haben.

Geschätzte Kollegen aus den Fraktionen der FDP/die Liberalen, GLP, CVP und BDP: Sagen Sie nicht immer Nein – sagen Sie Ja zu diesem fortschrittlichen System, welches andere Länder schon seit Jahren erfolgreich anwenden.

Müller Philipp (RL, AG): Nehmen wir an, ich sei einer derjenigen, der beschränken will – nicht mehr Zuwanderung, kein Wachstum der Gesamtbevölkerung. Nehmen wir das an. Ich würde Ihre Volksinitiative trotzdem nicht unterstützen, und ich würde sie nicht unterschreiben.

In den Sechzigerjahren hatten wir eine Kontingentspolitik – die Sechzigerjahre wurden heute hier erwähnt, und die damalige Einwanderungspolitik wurde als vorbildlich dargestellt. In den Sechzigerjahren hatten wir Jahre, zum Beispiel 1962, mit einer Bruttoeinwanderung von 204 000 Personen; ich werde mir erlauben, hier ein paar wenige Zahlen zu erwähnen, weil offenbar heute nur wenige Zahlen genannt wurden. 1962 waren es also 204 000 Personen, und 1963 kamen 210 000 Personen. Im letzten Jahr, 2012, waren es 143 000 Personen. Das heißt, die Kontingentspolitik ist nicht tauglich, um die Einwanderung zu begrenzen.

Wenn ich Ihren Text lese, stellen sich zwei Fragen. Erste Frage: Wer bestimmt überhaupt die Höhe der Kontingente? Zweite Frage: Wie hoch sollen denn die Kontingente sein? Sollen wir hier drin jährlich über die Höhe der Kontingente verhandeln und debattieren? Das kann es nicht sein! Sie trauen der Wirtschaft nicht, weil sie zu viele Arbeitskräfte in die Schweiz holt und immer gleich die Fünfjahresbewilligung im Freizügigkeitsbereich beantragt, anstatt mit Kurzaufenthaltsbewilligungen zu arbeiten. Ich gebe Ihnen Recht; das ist so. Ich höre hier drin immer nur das Wort «Freizügigkeit». Man nimmt nicht zur Kenntnis, dass wir beispielsweise eben auch eine Einwanderung aus Drittstaaten haben, die nichts mit Europa und nichts mit der Freizügigkeit zu tun hat und jährlich – jedes Jahr – rund 40 000 Menschen in die Schweiz bringt.

Wir alle gehen davon aus und wissen, dass wir eine starke Einwanderung haben. Auch die FDP/die Liberalen haben keine Freude daran, wenn viele kommen, so viele, dass der Unmut in der Bevölkerung steigt. Wenn Sie also die Einwanderung beschränken wollen, dann machen Sie doch bitte zuerst eine Analyse! Das braucht nicht allzu viel. Sie können beispielsweise auf die FDP-Homepage gehen. Und wenn Sie die Analyse machen, sehen Sie, dass bei der Einwanderung über die Personenfreizügigkeit die Erwerbstätigenquote bei gegen 70 Prozent liegt. Bei der Drittstaateneinwanderung liegt sie bei nicht einmal 17 Prozent.

Wenn Sie hier monieren, dass das Bruttoinlandprodukt nicht mehr wächst als die Bevölkerung, haben Sie Recht. Machen Sie wiederum die Analyse, und Sie werden feststellen, dass es darin begründet liegt, dass zu viele Menschen kommen, die nicht arbeiten. Sie kommen eben nicht aus der EU über die Personenfreizügigkeit, sie kommen aus Drittstaaten.

Wenn Sie hier drin monieren, der Asylbereich sei nicht in Ordnung, dann haben Sie auch Recht, dann ziehen wir am selben Strick. Aber der Asylbereich macht 4 Prozent der Einwanderung aus, und man könnte provokativ sagen, dies sei 95 Prozent des Ärgers, da haben Sie auch Recht. Aber ich bitte Sie doch, eine Analyse zu machen. Es wurde hier auch moniert, bei der Einwanderung liege der Anteil des Familiennachzugs bei über 50 Prozent. Das ist falsch. Bei der Personenfreizügigkeit lag der Anteil des Familiennachzugs letztes

Jahr bei 23,6 Prozent, bei der Drittstaateneinwanderung hingegen bei 52,4 Prozent. Ich spiele wieder einmal mit den Zahlen, das ist einfach so. Aber das muss man wissen.

Wenn Sie weiter schauen, dann sehen Sie, dass es bei der Personenfreizügigkeit auch wieder Unterschiede gibt. Je höher qualifiziert die Leute sind, umso geringer ist der Anteil des Familiennachzugs. Bei den Deutschen liegt er bei 18 Prozent, bei den Türken liegt er bei 60 Prozent. Denn von dorther – und nicht über die Personenfreizügigkeit – kommen relativ viele Leute, die ganz schlecht qualifiziert sind. Das sind die Analysen, die zuerst gemacht werden müssen, wenn Sie beschränken wollen und wenn Sie Ihre Ziele auch erreichen wollen. Auch die FDP hat sich Gedanken gemacht. Auch wir wollen etwas verändern. Es gibt auch im Rahmen der Personenfreizügigkeit Möglichkeiten und Massnahmen, die man ergreifen kann, ohne dass man das Abkommen im Grundsatz gefährdet, ohne dass man es kündigen muss. Ich habe zu wenig Zeit, um das auszuführen, ich würde Sie auch langweilen, aber denken Sie daran: Auch hier hat die FDP Rezepte. Es sind im Übrigen nicht Rezepte, die nicht beissen. Wenn sie das zusammen umsetzen würden und die Frau Bundesrätin am selben Strick ziehen würde, was ich mir erträume – «I had a dream», hat mal jemand gesagt –, dann könnten wir das Problem lösen, ohne die Freizügigkeit zu gefährden.

Setzen wir also, zusammengefasst, dort an, wo die Probleme liegen: bei jenen Menschen, die in die Schweiz kommen, nicht arbeiten und sich nicht an unsere Gesetze und an unsere Rechtsordnung halten, die stören, die ökonomisch nicht ins Land passen – ohne dass wir die humanitäre Tradition deswegen aufgeben müssen, und ohne völkerrechtliche Verträge wie das Freizügigkeitsabkommen, das ökonomisch und wirtschaftlich ganz klar ein Vorteil ist, zu gefährden.

Büchel Roland Rino (V, SG): Geschätzter Kollege Müller, ich zitiere Sie sinngemäss. Sie haben gesagt: «Nehmen wir an, ich sei einer, der die Zuwanderung beschränken will.» Herr Müller, ich nehme das an. Heute sind wir bei 23 Prozent Ausländern. Auf wie viele Prozente wollten Sie im Jahr 2000 die Ausländer beschränken?

Müller Philipp (RL, AG): Herr Büchel, ich gehe davon aus, dass Sie nicht annehmen, dass ich nicht geglaubt habe, dass diese Frage kommt. Es waren 18 Prozent. Jetzt wollen Sie vielleicht noch wissen, wie viele das sind? – Nein.

Fehr Jacqueline (S, ZH): Auch ich bitte Sie, diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen, und auch ich möchte nicht alles wiederholen, was schon gesagt worden ist. Es wurde viel gesprochen, insbesondere auch von den Vertreterinnen und Vertretern der SVP. Aber bisher konnte mir von ihrer Seite noch niemand erklären, weshalb es, wenn die Menschen über Kontingente in die Schweiz kommen statt über den freien Personenverkehr, nicht zu Lohndruck kommen sollte. Sie wissen es genauso gut wie wir, wie ich: Ob die Löhne unter Druck kommen, hängt nicht davon ab, ob die Menschen über Kontingente oder über den freien Personenverkehr in die Schweiz kommen; ob die Mieten steigen, hängt nicht davon ab, ob die Menschen über Kontingente oder über den freien Personenverkehr in die Schweiz kommen; und genauso wenig hängt die Raumplanung davon ab, auf welchen Wegen und nach welchen Rechtssystemen die Menschen in die Schweiz kommen.

Wir selber haben es in der Hand, die Spielregeln in unserem Land so zu gestalten, dass die Früchte der Arbeit allen zugute kommen. Wir selber haben es in der Hand, die Gesetze so auszugestalten, dass Lohndruck bekämpft werden kann. Wir selber haben es in der Hand, die Raumplanung so zu gestalten, dass es nicht zu einer Zersiedelung kommt. Wir müssen zwei Dinge tun. Wir müssen erstens das hiesige Potenzial nutzen. Wir müssen dazu schauen, dass Väter und Mütter auch in der Familienphase erwerbstätig sein können. Alleine wenn wir es den Frauen, die bereits erwerbstätig sind, ermöglichen würden, einen Tag pro Woche mehr zu arbeiten, weil die Betreuung funktioniert, könnten 20 000 Ar-



beitsplätze von ihnen besetzt werden und müssten nicht über Zuwanderung besetzt werden. Wir können das hiesige Potenzial nutzen, indem wir die Weiterbildung fördern. Das ist das eine, was wir tun müssen.

Das Zweite, was wir tun müssen: Wir müssen die Zuwanderung mit innenpolitischen Massnahmen begleiten, mit Massnahmen, die gegen Lohndruck und gegen höhere Mieten wirken. Da stehen insbesondere Sie von der FDP, der CVP, der BDP und der GLP in der Pflicht, denn wenn wir weiterhin eine offene Volkswirtschaft wollen, müssen Sie bereit sein, diese Massnahmen so zu erweitern, dass sie wirken. Glauben Sie nicht, dass die Menschen in diesem Land der weiteren Öffnung der Schweiz zustimmen, wenn gleichzeitig die Löhne unter Druck kommen und die Mieten steigen! Das werden sie nicht tun. Und zählen Sie nicht auf die SVP. Wir wissen es alle: Die ungelösten Probleme sind das politische Kapital der SVP, und die SVP wird alles daran setzen, dass die Probleme grösser werden und sicher nicht gelöst werden.

Und zum Schluss vielleicht noch eine Frage: Wer würde eigentlich die Kontingente verteilen, und aufgrund welcher Berechnungen würden sie verteilt werden? Wer würde entscheiden, ob zuerst die Bauern ihren Bedarf decken können oder ob es das Gesundheitswesen sein soll, ob es in der West-, Ost- oder Zentralschweiz sein soll? Soll es der Bundesrat sein, der nach Façon der SVP sowieso alles falsch macht und sowieso nichts versteht und sowieso nicht weiß, welches die Bedürfnisse des Volkes sind? Soll es das Parlament sein, das in den Augen der SVP ebenso versagt und die Verantwortung nicht wahrnimmt, oder soll es am Schluss die SVP sein, die diese Kontingente festlegt und damit sagt, wie es funktionieren soll?

Im Ernst, wir wissen alle, dass diese Initiative nicht zur Lösung der Probleme beitragen wird, aber wir wissen ebenso alle, dass wir anderen diese Probleme lösen müssen, denn es wird kein Ja zu einer weiteren Öffnung der Schweiz geben, wenn es nicht zu wirksamen Massnahmen gegen Lohndruck und gegen steigende Mieten kommt.

Müller Leo (CE, LU): Die Initiative «gegen Masseneinwanderung» verlangt eine grundsätzliche Neuausrichtung der schweizerischen Zuwanderungspolitik. Dieser Bereich soll wieder neu und wieder umfassend geregelt werden. Die Initiative will insbesondere erreichen, dass die Schweiz die Zuwanderung wieder durch die Festlegung von jährlichen Höchstzahlen steuert, und zwar für alle Zulassungen. Negative Folgen der Zuwanderung sollen dadurch vermieden werden.

Die vorgeschlagene Lösung ist insbesondere nicht mit dem Freizügigkeitsabkommen zwischen der Schweiz und der EU und auch nicht mit der Konvention der Efta vereinbar. Eine Annahme der Initiative stellt, das haben wir jetzt schon mehrmals gehört, die bewährten bilateralen Beziehungen mit unseren europäischen Partnerländern infrage; das schadet der Schweizer Wirtschaft, das schadet unserem Land, und das schadet – zu diesem Thema will ich mich vor allem äussern – auch der Schweizer Landwirtschaft. Ich will mich jetzt speziell mit den Auswirkungen auf die Landwirtschaft auseinandersetzen.

Die produzierende Landwirtschaft würde mit einer Annahme der Initiative geschwächt. Die Initiative fordert die Festsetzung von jährlichen Höchstzahlen bei allen Zulassungsarten, unabhängig von der Herkunft. Bei der Verteilung der Kontingente hätte die Landwirtschaft das Nachsehen, weil es sich dort praktisch ausschliesslich um weniger qualifizierte Arbeitskräfte handelt. Es sind ja vor allem Erntehelferinnen und Erntehelfer, auf die die Landwirtschaft angewiesen ist. Das sind aus verschiedenen Gründen weniger qualifizierte Arbeitskräfte. Es sind Arbeitskräfte, die nicht oder weniger erwünscht sind; sie haben ein sehr geringes Steuersubstrat, die Integration ist schwierig usw. Es ist daher absehbar, dass die Landwirtschaft, wie auch ähnliche Berufszweige wie die Gastronomie, die Hotellerie, das Baugewerbe, Pflegeinstitutionen usw., im harten Konkurrenzkampf um Arbeitskräfte leer ausgehen würde.

Fallen diese Arbeitskräfte weg, ist ein Ersatz durch Schweizer Arbeitskräfte nicht oder kaum möglich, da solche nicht rekrutierbar und auch zu teuer sind. Da diese Arbeitskräfte heute vorab in der produzierenden Landwirtschaft – ich denke vor allem an den Gemüsebau, an den Obstbau, an den Weinbau, an Tierhaltungsbetriebe usw. – angestellt sind, würden diese Betriebe in der Folge ihre Produktion extensivieren müssen. Gerade das widerspricht aber dem Verfassungsauftrag, den die Landwirtschaft hat. Es braucht genügend Landwirtschaftsbetriebe, die Landwirtschaft ist dementsprechend auf genügend Arbeitskräfte angewiesen. Mit der Beschränkung der Zuwanderung würde gerade die produzierende Landwirtschaft geschwächt. Der schon heute tiefe Selbstversorgungsgrad würde weiter sinken. Ebenso ist die Landwirtschaft gefordert, ihre Strukturen anzupassen. Dazu werden grössere Betriebsstrukturen gefordert. Für solche Strukturveränderungen braucht es neben dem Betriebsleiter auch Arbeitskräfte. Die Initiative erschwert aber gerade den Zugang von solchen Arbeitskräften.

Eine Annahme der Initiative hätte zudem zur Folge, dass wieder zum alten System der Kontingente zurückgekehrt werden müsste. Die Rekrutierung der Arbeitskräfte, insbesondere in der Landwirtschaft, würde nicht mehr durch die Nachfrage gesteuert, sondern sie würde durch die Administration gesteuert, also durch Kontingente. Dazu wären – und das haben wir auch schon mehrmals gehört – wiederum Behördenentscheide erforderlich. Das würde eine Bürokratie hervorrufen, die wir ja alle nicht wollen.

Ich bitte Sie auch aus dieser Sicht, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen. Ich bitte Sie, der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Brunner Toni (V, SG): Es ist ein Privileg, dass man in der Schweiz, wenn man im Parlament mit seinen politischen Vorstellungen und Lösungsansätzen nicht durchkommt, diese vors Volk bringen kann. Man kann Unterschriften für eine Volksinitiative sammeln – und das letzte Wort hat der Souverän. Darum sind wir zum Volk gegangen und haben wegen der Massenzuwanderung Unterschriften für eine Initiative gesammelt.

Ich schätze darum die Situation realistisch ein, wenn ich sage, dass es heute hier drin für diese Initiative wohl keine Mehrheit geben wird. Hätten wir nämlich mit unseren politischen Vorstossen früher schon hier im Parlament Erfolg gehabt, wäre diese Initiative gar nicht notwendig gewesen.

Der Hintergrund unserer Initiative sind die massiv angewachsenen Zuwanderungszahlen, daraus sind die Besorgnis und letztlich auch die Erkenntnis entstanden, dass die Schweiz die Einwanderung nicht mehr selber steuern kann. Das möchten wir von der SVP ändern. Die Schweiz ist schliesslich ein souveräner Staat.

Ich habe heute die Debatte hier drin sehr genau mitverfolgt. Ich muss zu den Vertretern der anderen Parteien Folgendes sagen: Sie haben mit Kritik an unserem Volksbegehren nicht gegeizt. Sie haben aber mit eigenen Vorschlägen, was die Zuwanderung betrifft und wie wir sie in den Griff bekommen sollen, gegeizt. Wenn ich das, was ich von Ihnen gehört habe, kurz zusammenfassen müsste, dann müsste ich sagen, dass es ein grosses Schulterzucken war und dass diejenigen, die in Bezug auf eigene Vorschläge nicht ratlos waren, die Situation beschönigten. Sie sagten, dass alles gar nicht so schlimm sei, oder verwiesen präventiv auf die Europäische Union und sagten, dass wir mit Verhandlungen sowieso nichts erreichen könnten. Glauben Sie wirklich daran, oder sagen Sie das einfach? Werfen wir doch einen Blick auf das europäische Umland:

Ein erstes Beispiel ist die Ventilklausel. Gestern erreichte uns die Meldung, dass die EU-Staaten die einseitige Anwendung der Ventilklausel durch die Schweiz akzeptiert haben. Man habe sie sogar stillschweigend zur Kenntnis genommen. Das ist ja eigentlich noch verblüffend, wenn ich daran denke, wie hier in der Schweiz bereits wieder das Horrorszenario heraufbeschworen wurde, dass man hier das Verhältnis zur Europäischen Union belasten werde und dass man das gescheitert nicht tun würde – aber nichts dergleichen ist

geschehen. Warum wird die Ventilklausel von der Europäischen Union akzeptiert? Sie wird akzeptiert, weil die Voraussetzungen erfüllt sind, weil wir das damals ausgehandelt haben und weil wir schwarz auf weiß belegen können, dass es mit der Anzahl der Zugewanderten in die Schweiz ein Problem gibt. Darum stösst man eben auch auf Verständnis, aber man muss so etwas halt auch aushandeln, sonst kann man sich nicht darauf berufen.

Ein zweites Beispiel ist die Schengen-Reform. Die Europäische Union reformiert Schengen. Ab 2014 sollen an nationalen Grenzen für die Dauer von höchstens zwei Jahren wieder Grenz- und Passkontrollen eingeführt werden können. Man muss sich dazu auf eine Notsituation berufen, z. B. darauf, dass eine massenhafte Ankunft von Asylbewerbern befürchtet wird. Die EU bewegt sich also. Im Prinzip ist das eine Abkehr von der bisherigen Schengen-Politik, welche von den europäischen Staaten selber kommt.

Ein drittes Beispiel ist das Fürstentum Liechtenstein, EWR-Mitglied und Schengen-Land. Als autonomer Staat nimmt sich das Fürstentum Liechtenstein trotzdem das Recht auf eine restriktive Ausländerpolitik, z. B. im Zuwanderungsbereich. Einwanderung 2011 ins Fürstentum Liechtenstein: 650 Personen. Auswanderung 2011 aus dem Fürstentum Liechtenstein: 467 Personen. Saldo: Einwanderung 2011 ins Fürstentum Liechtenstein: 183 Personen. 2011 hatten sie 75 Asylgesuche. Mit ihrer restriktiven Asylpolitik hatten sie gerade mal zwei Flüchtlinge, nämlich eine Frau aus China und einen Mann aus Somalia, anerkannt.

Diese drei Beispiele zeigen doch, dass die Zuwanderung überall ein Thema ist. Als selbst Herr Darbellay von der CVP einen Vorschlag in Richtung der Begrenzung der Zuwanderung machte, sagte er tatsächlich – das war am 20. April dieses Jahres –, dass wir die Ventilklausel in Dauerrecht überführen sollten. Wer das will, kommt letztlich zum Schluss, dass er unserer Initiative zustimmen muss. Wir müssen mit der Europäischen Union nachverhandeln. Sagen Sie Ja zur Initiative!

Tschümperlin Andy (S, SZ): 63 Rednerinnen und Redner haben sich auf der Liste für das heutige Geschäft eingetragen. Dazu kommen 15 Sprecherinnen und Sprecher der Kommission und der Fraktionen. 31 dieser Rednerinnen und Redner gehören der SVP-Fraktion an. Mehr als die Hälfte der Fraktion hat heute in dieser Debatte also gesprochen. Bei der Durchsicht dieser Liste staunte ich aber nicht schlecht, dass ausgerechnet Jean-François Rime, der Präsident des Schweizerischen Gewerbeverbands, nichts zu sagen hatte. Ausgerechnet der Präsident der Dachorganisation der Schweizer KMU hat nichts dazu zu sagen. Ich hätte mich auf das Votum gefreut. Ich hätte mich köstlich darüber amüsiert, wenn ich vom höchsten KMU-Vertreter gehört hätte, wie er mit einem Salto rückwärts die Position des Schweizerischen Gewerbeverbands mit jener seiner Partei vereinbaren will.

Wir haben es heute bereits mehrmals gehört, ich sage es trotzdem noch einmal: Der Schweizerische Gewerbeverband, also der Verband, den Jean-François Rime präsidiert, lehnt diese Volksinitiative ab. Der Gewerbeverband nennt im Positionspapier drei Hauptargumente gegen diese Initiative: 1. Die Initiative ist mit dem Freizügigkeitsabkommen zwischen der Schweiz und der EU nicht vereinbar. Bei einer Annahme müsste der bisherige bilaterale Weg der Schweiz mit der EU mit grosser Wahrscheinlichkeit gekündigt werden. 2. Die Initiative führt zu einem bürokratischen Mehraufwand. Würde die Initiative angenommen, müsste jedes Gesuch einzeln geprüft werden. Es müsste ein Gesuch eines Arbeitgebers vorliegen. Dann müssten die Höchstzahlen überprüft werden. Es müsste dann abgeklärt werden, ob der Vorrang einer Schweizer oder eines Schweizers berücksichtigt werden muss. Die Integrationsfähigkeit mit der entsprechenden Existenzgrundlage müsste auch noch eingeschätzt werden. Stellen Sie sich diesen Aufwand einmal praktisch vor! Nur schon die Überprüfung der Integrationsfähigkeit einer Person würde Stunden dauern. Sie erinnern sich an unsere Diskussionen in diesem Saal. Wir haben sie einige Male ge-

führt. Wer bestimmt das? Ist es die SVP? Der Bundesrat? Oder braucht es eine gesetzliche Grundlage? Erinnern Sie sich an unsere Debatten dazu. Die Vorstellungen sind hier sehr unterschiedlich.

3. Die Initiative bremst das Wirtschaftswachstum. Das heutige Modell der Zuwanderung basiert darauf, dass die wirtschaftliche Lage die Nachfrage nach Arbeitskräften beeinflusst. Das ist auch gut so.

Zum Schluss unserer mehrstündigen Debatte schliesse ich mit einem Zitat von unserer Fraktionssprecherin Bea Heim: «Es kommt ja nicht allzu oft vor, dass so unterschiedliche Organisationen – der Arbeitgeberverband, der Gewerkschaftsbund, der Gewerbeverband, Travail Suisse, der Bauernverband und die Eidgenössische Kommission für Migrationsfragen – unisono der gleichen Meinung sind wie die SP, der Bundesrat und die Staatspolitische Kommission: Die Initiative gehört klar abgelehnt!»

Rime Jean-François (V, FR): Monsieur Tschümperlin, je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de parler; il est vrai que je ne figure pas sur la liste des orateurs.

Ma position mérite une brève explication: vous savez tous dans quelles circonstances j'ai repris la présidence de l'USAM, suite au départ imprévu de Monsieur Bruno Zuppiger. Vous devriez savoir, comme moi, que quand vous faites partie du comité d'une initiative populaire, vous ne pouvez plus retirer votre nom par la suite, c'est pourquoi mon nom y figure encore. En l'occurrence, lorsque j'ai été élu, j'ai dit que je resterais absolument neutre dans ce débat, par rapport à mon parti et par rapport à l'USAM. C'est dans ce sens-là que j'ai renoncé à prendre position aujourd'hui.

Romano Marco (CE, TI): L'iniziativa «contro l'immigrazione di massa» utilizza un colpo di cannone per uccidere una piccola ape per restare in tema con il dibattito sull'apicoltura di ieri. Sparando, molto verosimilmente, ucciderete l'ape, ma tacete, o non comprendete, le conseguenze del colpo su tutto quanto sta attorno. Gli effetti collaterali saranno pesanti e la presunta soluzione espone la Svizzera a gravi pericoli. Per la Svizzera, introdurre e regolare la migrazione oggi con contingenti, significa sparare irrimediabilmente sulla via bilaterale, che ci pone in una condizione d'eccezione nei rapporti economici con i Paesi europei. Quale conseguenza generale, con la messa in discussione della via bilaterale, si aprirebbe un vortice di discussioni e di forzature che potrebbe aprire le porte all'entrata nell'Unione europea, realtà in pesante crisi economica e istituzionale. L'isolazionismo d'altro canto è pura utopia, distruttiva per il nostro Paese da un punto di vista economico e soprattutto inapplicabile nella quotidianità. Una terza via ad oggi non è nota e i promotori dell'iniziativa non sono in grado di indicarcela. Teniamoci la via bilaterale, cerchiamo di gestirla al meglio, e non scherziamo con il fuoco.

Questa iniziativa popolare va respinta, ma la discussione offre comunque l'opportunità di richiamare la necessità di agire e di controllare, nei limiti del possibile anche di limitare, la libera circolazione delle persone. Gli spazi di manovra sono dati, non c'è bisogno di cannoneggiare tutto il sistema. È una questione di responsabilità di tutti gli attori in campo. Invitando il Parlamento a respingere l'iniziativa e a raccomandare al popolo la non accettazione, mi appello a voi invitandovi a comprendere la necessità di agire a sostegno della situazione tesa nelle regioni di frontiera, nelle regioni periferiche. La Svizzera e il Ticino hanno bisogno di misure pratiche, realizzabili e forti per gestire e controllare meglio la libera circolazione delle persone.

Lo stesso vale per la libera prestazione dei servizi. Introdurre contingenti pare la soluzione a tutti i mali, ma in realtà non risolverebbe i problemi reali. Gli effetti negativi sarebbero nettamente superiori ai presunti benefici, tutti da dimostrare.

Tocca al Consiglio federale, con la SECO e l'Ufficio federale della migrazione, collaborare con maggiore intensità ed efficacia con i cantoni affinché siano applicate regole strette e uniformi in tutto il Paese. Gli accordi sono dati, vi è margine



per un'applicazione maggiormente capace di tutelare il mercato interno. Questo margine oggi non è sufficientemente preso in considerazione. Se non rispondiamo con atti concreti, offriamo sostegno indiretto ad iniziative come queste. E ora di smetterla di dire che tutto va bene, le medie nazionali non rispecchiano le situazioni contingenti di difficoltà. Affrontiamo i problemi e non avremo bisogno di una politica di contingenti che distrugge la via bilaterale.

Penso a un migliore controllo dei permessi e ad un maggiore rigore nel rilascio di quest'ultimi; penso alla necessità di eliminare situazioni di evidente vantaggio concorrenziale per lo straniero; penso al fatto che gli imprenditori italiani sotto i 10 000 franchi non devono pagare l'IVA; penso a misure di accompagnamento a contrasto del dumping salariale – non salari minimi generalizzati, ma salari vincolanti per settore –; penso a misure nel mondo della formazione per riportare gli svizzeri ad occupare settori professionali dimenticati. Gli spazi di manovra sono dati, occorre sfruttarli fino in fondo. Ma non è solo responsabilità della politica: imprenditori e attori economici svizzeri, assumetevi le vostre responsabilità, nel presente e nel futuro. Il comportamento delle imprese e degli operatori locali è fondamentale nella difesa del mercato interno e dell'occupazione indigena. Privilegiare il consumo interno, privilegiare l'assunzione di manodopera locale, privilegiare ditte locali è già oggi possibile, tocca ad ognuno di noi dare il proprio contributo.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Herr Nationalrat Bortoluzzi hat heute gesagt, man solle viel häufiger solche Debatten führen. Ich möchte mich ganz herzlich bedanken für diese sehr spannende Diskussion, aber allzu häufig sollten Sie solche Debatten vielleicht doch nicht durchführen.

Ich möchte mit etwas Positivem beginnen. Wir leben in einem Land, das in internationalen Rankings in Bezug auf die Lebensqualität und die Wettbewerbsfähigkeit regelmäßig obenaufschwingt, und zwar ist es nicht nur oben, sondern häufig ganz oben oder sogar zuoberst. Das ist eigentlich toll. Und nicht nur das, auch in Bezug auf die Arbeitslosigkeit haben wir ein so tiefes Niveau, dass uns sehr viele andere Staaten darum beneiden. Fazit: Unser Land ist attraktiv. Normalerweise ist man ja stolz darauf, wenn man attraktiv ist; für uns oder zumindest für einige von uns ist das jetzt aber offenbar eher ein Problem. Vielleicht gehört es etwas zu unserem Land, dass man nicht gerne über die Erfolge spricht und auch nicht stolz ist, sondern sich lieber über die Probleme unterhält.

Es ist aber unbestritten, dass die Schweiz ein sehr attraktives Land ist, und zwar nicht nur wegen der schönen Landschaften und wegen der hohen Lebensqualität, sondern weil sie eben auch ein attraktiver Ort ist für die Arbeit, für die Arbeitskräfte, für die Arbeitnehmenden. Es kommen viele Arbeitskräfte in die Schweiz, und es kommen auch viele Firmen in die Schweiz. Während wir bei den Firmen automatisch das Gefühl haben, das sei gut für unser Land, ist die Einschätzung bei den Menschen etwas unterschiedlich. Aber es ist so, es kommen viele Arbeitskräfte in unser Land, es war in den letzten hundert Jahren immer so: Wenn der Wirtschaftsmotor brummte, kamen viele Arbeitskräfte, wenn der Wirtschaftsmotor stotterte, kamen weniger. Das hat sich in den letzten hundert Jahren nicht geändert, das war immer so.

Wenn wir die Arbeitskräfte, die gekommen sind, nicht gebraucht hätten, dann hätten wir heute eine hohe Arbeitslosigkeit. Das haben wir aber nicht, und das heißt, dass der Arbeitsmarkt die Arbeitskräfte, die gekommen sind, immer auch gebraucht und entsprechend absorbiert hat. Ich bin froh, ich habe heute eigentlich von allen gehört, dass die Zuwanderung für unser Land gut und wichtig ist und dass wir ohne Zuwanderung nicht dort wären, wo wir heute sind. Ich nenne Ihnen nur ein Beispiel, damit Sie sich noch einmal ganz bewusst machen, dass das eben nicht leere Worte sind: Ohne ausländische Arbeitskräfte hätten wir heute keinen Basistunnel am Gotthard. Im Jahr 2010, kurz vor dem Durchstich, waren 87 Prozent der Arbeitskräfte auf der Baustelle Ausländer und 13 Prozent Schweizer.

Das Problem ist also nicht die Zuwanderung an sich, sondern es ist offenbar das Gefühl, dass heute niemand die Zuwanderung steuert. Deshalb ist es ja das Ziel der Volksinitiative, über die wir heute debattieren, dass die Schweiz die Zuwanderung eigenständig steuern kann, dass wir die Zuwanderung selber in die Hand nehmen. Das haben die Befürworter der Initiative heute mehrmals so gesagt.

Der Bundesrat hat Verständnis dafür, dass man die Zuwanderung steuern will und dass man will, dass die Schweiz sie selber steuert. Nur ist die Frage: Wer steuert denn eigentlich heute die Zuwanderung? Warum kommen eigentlich so viele Zuwanderer in unser Land? Weil sie ganz offensichtlich in der Schweiz Arbeit finden. Warum finden sie Arbeit? Weil sie Arbeitgeber haben, weil sie Unternehmen finden, die sie beschäftigen, und weil sie Leute finden, die ihnen Aufträge geben. Und wer gibt ihnen diese Arbeit, wer beschäftigt eigentlich diese ausländischen Arbeitskräfte? Wenn Sie die Branchen anschauen, in denen diese Migranten oder diese ausländischen Arbeitskräfte arbeiten – zum Beispiel jene aus dem EU-/Efta-Raum –, dann sehen Sie, wer sie beschäftigt: Es sind die Bauunternehmer, es sind die Bauern, es sind die Gastwirte, es sind die Hoteliers, es sind die Dienstleistungsbetriebe, der Handel, die Maschinenindustrie, es sind die Spitaldirektionen und Heimleitungen – sie alle stellen ausländische Arbeitskräfte an, sie beschäftigen diese.

In den Augen der Befürworter, der Initianten der Initiative, sind es also die Genannten, die ganz offensichtlich so masslos Zuwanderung verursachen. Es sind offenbar diese Unternehmer und diese Arbeitgeber, die die unkontrollierte Zuwanderung verursachen. Sie sind offenbar auch schuld daran, dass wir verstopfte Züge haben, dass unsere Natur verschandelt wird, dass die Wohnungsmieten steigen und die Löhne gedrückt werden.

Wenn Sie dieser Meinung sind, dann müssen Sie mit diesen Branchen sprechen, dann müssen Sie mit der Wirtschaft sprechen, dann müssen Sie mit Herrn Nationalrat Noser sprechen. Er war übrigens heute während des ganzen Tages der Einzige, ich habe heute sehr aufmerksam zugehört, der sich geoutet hat. Er hat gesagt: Ich stelle solche Leute an, ich bin einer, der Arbeitskräfte aus dem EU-/Efta-Raum anstellt.

Wenn Sie diese Fragen an die Unternehmer stellen, dann müssen Sie diese dann auch fragen – fragen Sie auch Herrn Noser –, warum es die Wirtschaft nicht schafft, ihren Hunger auf ausländische Arbeitskräfte etwas zu zügeln. Warum lässt sie es zu, dass Schweizer sich in die Enge gedrängt fühlen? Warum setzt sich die Wirtschaft nicht vermehrt dafür ein, dass die gutausgebildeten Frauen eine Stelle finden und in der Schweiz arbeiten können? Warum beschäftigen diese Unternehmer 265 000 Grenzgängerinnen und Grenzgänger, wenn sich doch die Bevölkerung in den Grenzregionen dadurch so schlecht fühlt? Warum haben die Arbeitgeber im Tessin kein Verständnis für die Tessiner Bevölkerung, die sich durch die über 50 000 Grenzgängerinnen und Grenzgänger so bedrängt fühlt? Was ist denn los mit diesen Unternehmen? Warum denken sie nicht an die Bevölkerung? Warum ebnen die Unternehmer und die Arbeitgeber offenbar heute den ausländischen Arbeitskräften den Weg in die Sozialversicherungen?

Sie merken an diesen Fragen, dass das Ganze doch etwas komplexer ist und dass es sich lohnt, hier genauer hinzuschauen. Es war für mich heute, ehrlich gesagt, schon etwas erstaunlich, mit welchen Vorwürfen Wirtschaftsvertreter die Wirtschaft eingedeckt haben. Es war für mich ebenso erstaunlich, dass diese Wirtschaftsvertreter ausgerechnet den Behörden mehr Vertrauen schenken als der Wirtschaft, als den Arbeitgebern und den Unternehmen in unserem Land. Die Initianten wollen, dass die Behörden bei der Zuwanderung das Steuerrad übernehmen. Die Behörden sollen sagen, wie viele Arbeitskräfte in unser Land kommen sollen, wie viele Arbeitskräfte unsere Wirtschaft braucht. Die Behörden sollen sagen, was im Gesamtinteresse unseres Landes ist; sie sollen nicht nur sagen, wie viele Menschen kommen dürfen, sondern sie sollen auch noch sagen, wer kommen darf. Man traut das nämlich der Wirtschaft, dem Arbeits-



markt ganz offensichtlich nicht zu. Das ist doch ziemlich erstaunlich!

Der Bundesrat bedankt sich für dieses fast unbegrenzte Vertrauen. Es scheint ihm aber in diesem Fall nicht wirklich gerechtfertigt zu sein.

Die Befürworter der Initiative gehen offenbar davon aus, dass es eine «richtige» Zahl gibt, eine «richtige» Anzahl von Zuwanderern, dass es eine Zahl gibt, die nicht masslos ist. Wie hoch ist dann diese Zahl? Was wäre dann eine massvolle Zuwanderung? Es ist erstaunlich: Den ganzen Tag hat niemand gesagt, was man darunter versteht. Ich habe nur gehört, dass das, was wir heute haben, nicht gehe, dass das nicht erträglich sei. Ich habe gehört, es seien zu viele zugewandert; ich habe gehört, 80 000 Zuwanderer netto seien zu viel. Was ist denn richtig?

Das ist schon meine Frage an die Befürworter dieser Initiative. Ist die Zahl von 10 000 richtig, sind 20 000 richtig, sind 50 000 richtig? Wer bekommt dann diese Kontingente und wer nicht? Sagen Sie den Bauern, dass sie auf ihre 10 000 ausländischen Arbeitskräfte verzichten müssen? Sagen Sie den Gastronomen, dass sie ihre 20 000 ausländischen Arbeitskräfte nicht mehr bekommen?

Heute wurden auch die Probleme benannt, die wir im Zusammenhang mit der Zuwanderung haben. Ich glaube, es ist richtig, dass wir über diese Probleme auch sprechen. Die Zuwanderung, die wir haben, die wir brauchen und die in den letzten Jahren nicht nur stark war, sondern vor allem auch rasch erfolgte, wirkt sich schon auf unsere Gesellschaft und auf unser Zusammenleben aus. Sie wirkt sich auf den Arbeitsmarkt aus. Es stimmt, wenn die Arbeitskräfte vor allem aus Ländern kommen, in denen es gegenüber der Schweiz ein grosses wirtschaftliches Gefälle gibt, dann ist das Risiko gross, dass das auf die Löhne der Schweizer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer drückt. Das wollen wir nicht. Deshalb waren die flankierenden Massnahmen schon am Anfang, bei der Einführung der Personenfreizügigkeit, die Voraussetzung dafür, dass die Bevölkerung die Personenfreizügigkeit überhaupt akzeptiert hat. Die flankierenden Massnahmen sind weiterhin eine Voraussetzung dafür, dass die Akzeptanz erhalten bleibt. Der Vollzug ist wichtig. Wenn neue Probleme auftauchen oder Missbräuche bekannt werden, müssen wir diese Probleme und Missbräuche auch mit neuen, mit zusätzlichen Instrumenten bekämpfen.

Zum Stichwort Wohnungsmarkt: Ja, es stimmt, es gibt Regionen in der Schweiz, in denen günstiger Wohnraum rar geworden ist. Es genügt aber nicht, wenn wir uns darüber beklagen: Wir müssen etwas tun! Städte und Kantone tun einiges, und wir müssen sie dabei unterstützen. Der Bundesrat überlegt ebenfalls Massnahmen, mit denen er hier für mehr günstigen Wohnraum sorgen kann, und Ihre Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie fordert ebenfalls weitere Massnahmen.

Etwas dürfen wir aber nicht vergessen, wenn wir über dieses Thema sprechen: Der Wohnraumbedarf von uns allen hat in den letzten Jahren und Jahrzehnten enorm zugenommen. Viele von Ihnen haben wahrscheinlich ihr Kinderzimmer noch mit zwei oder drei Geschwistern geteilt. Ihre Grosseltern oder Ihre Kinder schlafen aber wahrscheinlich nicht mehr mit ihren zwei oder drei Geschwistern im gleichen Zimmer: Die haben alle ihr eigenes Zimmer. Unser Wohnraumbedarf hat enorm zugenommen, und das hat natürlich auch Auswirkungen auf den Wohnungsmarkt.

Es wurde gesagt, dass unser Kulturland unter Druck sei. Das stimmt: Unser Kulturland, unsere Landschaft ist in Bedrängnis, die Zersiedelung in unserem Lande ist bedenklich. Dagegen gibt es Instrumente, die man dann aber auch ergreifen muss. Die Revision des Raumplanungsgesetzes, die ja bei der letzten Abstimmung von der Bevölkerung angenommen worden ist, enthält solche Instrumente. Man kann sich dann aber nicht jedes Mal dagegen wehren, man muss auch bereit sein, solche Eingriffe und Massnahmen zu unterstützen.

Es ist richtig, dass unsere Infrastrukturen belastet sind. Die Züge, die Strassen sind belastet. Das ist aber nicht nur wegen der Zuwanderung so. Sie wissen es auch: Viele von uns

pendeln, immer mehr Menschen haben ihren Arbeitsplatz und ihre Wohnung nicht mehr am gleichen Ort. Wir pendeln über immer weitere Strecken. Das hat natürlich Auswirkungen auf die Infrastruktur. Eine Zahl, die Sie sich merken müssen, vor allem, wenn Sie an die verstopften Strassen denken: Die Hälfte des motorisierten Individualverkehrs ist Freizeitverkehr. Es ist also eine ganz freiwillige Angelegenheit, ob Sie sich hier in die verstopften Strassen stürzen oder nicht.

Auch hier, wie bei allen genannten Bereichen, würde ich aber sagen: Die Zuwanderung kann Probleme verschärfen oder verstärken. Die Probleme sind aber hausgemacht, und vor allem haben wir die Lösungen in der Hand und können sie steuern. Wir müssen es aber auch tun.

Die Frage ist, welche Antworten diese Volksinitiative auf diese Fragen, auf diese Probleme gibt, welche Lösungen die Initiative bietet. Die Initiative verlangt Höchstzahlen, Kontingente, und zwar die Einführung von Kontingenzen für die Einwanderung aus der ganzen Welt. Es ist nicht mehr eine europäische Frage, sondern die Initiative will, dass wir ein Kontingentsystem für die Einwanderung aus der ganzen Welt einführen.

Kontingente hatten wir schon einmal. Unter dem Kontingentsystem haben wir in den Sechziger- und Siebzigerjahren Hunderttausende von ausländischen Arbeitskräften ins Land geholt. Deshalb wissen wir heute: Kontingente bedeuten nicht tiefe Zuwanderung, das ist eine falsche Gleichung. Was wir aber auch wissen, ist: Kontingente bedeuten Bürokratie, und zwar viel Bürokratie; vor allem dann, wenn, wie das die Initiative fordert, noch ein gesetzlich vorgeschriebener Inländervorrang gelten soll. Sie müssen sich das einmal ganz konkret vorstellen: Mit diesem gesetzlich vorgeschriebenen Inländervorrang und den Kontingenzen müsste die Verwaltung die Kontingente aufteilen zwischen den Arbeitskräften pro Kanton, pro Branche, pro Status, also z. B. Status L- oder B-Bewilligung. Die Verwaltung müsste auch die 265 000 Grenzgängerinnen und Grenzgänger einzeln bewilligen, im Tessin, in Genf, in der Bodenseeregion: Jeder einzelne Arbeitgeber müsste beweisen, dass er keine inländische Arbeitskraft gefunden hat. Übrigens, wenn man die Initiative wörtlich nimmt, dann müssten auch noch die 200 000 Erwerbstätigen unter 90 Tagen, die im Meldeverfahren hier sind, einzeln bewilligt werden.

Kein Wunder, sind die Wirtschaftsverbände geschlossen gegen diese Initiative. Der Schweizerische Gewerbeverband hat Anfang 2012 eine Umfrage publiziert, und die hat gezeigt, dass zwei Drittel ausdrücklich nicht zum Kontingentsystem zurückkehren wollen. Der Gewerbeverband sagt zu dieser Initiative, dass sie das Wirtschaftswachstum bremse, dass sie zu einem bürokratischen Mehraufwand führe und dass sie keine Lösung für die Nebeneffekte der Zuwanderung biete. Der Bauernverband ist auch gegen die Initiative, und zwar, weil damit die Landwirtschaft geschwächt werde und weil die Initiative den Zugang zu Arbeitskräften erschwere und die Kontingente zu teuren Verwaltungsverfahren führen würden. Auch Economiesuisse ist gegen die Initiative, die Gewerkschaften sind gegen die Initiative – ich sage es noch einmal: Die versammelte Wirtschaft kämpft gegen diese Initiative.

Ich komme zu den Schlussfolgerungen: Die Zuwanderung ist wichtig, und die Zuwanderung ist gut für unser Land, und zwar nicht nur wegen des Arbeitsmarktes, sondern auch aus kulturellen und aus sozialen Gründen – auch wegen des Familiennachzuges, auch wegen der Kinder, die zu uns kommen. Unser Land ist ein Land der Vielfalt. Die Vielfalt ist eine unserer Stärken, und die Zuwanderung gehört zu dieser Vielfalt. Dort, wo die Zuwanderung negative Auswirkungen auf die Gesellschaft, auf unser Zusammenleben hat, müssen wir Lösungen finden, aber nicht indem wir gegen die Arbeitskräfte kämpfen, sondern indem wir mit ihnen gemeinsam Lösungen für unsere Gesellschaft finden.

Der Bundesrat und Sie, die Bundesversammlung, können diese Lösungen nicht alleine finden. Wir leben in einem föderalistischen Staat, wir können die Lösungen nur gemeinsam finden, mit den Kantonen, mit den Städten, aber auch



mit den Sozialpartnern. Das gilt auch für die Bereiche Wohnungsmarkt, Infrastrukturen und Landschaftsschutz. Alle müssen mitmachen, auch die Arbeitgeber, auch die Unternehmerinnen und Unternehmer, die ausländische Arbeitskräfte brauchen. Auch sie müssen Verantwortung übernehmen für die Integration, und sie müssen Verantwortung dafür übernehmen, dass überall dort, wo inländische Arbeitskräfte da sind, diese auch berücksichtigt werden, dass ihnen auch eine Chance gegeben wird und dass wir damit unser inländisches Potenzial besser nutzen als bisher.

Ich bitte Sie, vermischen Sie Zuwanderung und Asyl nicht miteinander! Erstens machen die Asylsuchenden weniger als 5 Prozent der gesamten Zuwanderung aus. Zweitens hat unser Land eine humanitäre Tradition. Deshalb spielen wir die Flüchtlinge nicht gegen die Arbeitskräfte aus.

Was passiert, wenn die Initiative angenommen wird? Ich sage es ganz nüchtern: Gemäss Vertrag fallen nach sechs Monaten alle Bilateralen I automatisch dahin – so viel kann man heute sagen. Die Bevölkerung hat dreimal Ja gesagt zur Personenfreizügigkeit. Jetzt wird sie sich ein viertes Mal dazu äussern können. Das ist gut. Es ist gut, dass wir darüber diskutieren. Wir werden der Bevölkerung aufzeigen, was die Personenfreizügigkeit bringt, was die Alternativen wären, welches die Antworten sind, die wir überall dort haben, wo die Zuwanderung eben die Gesellschaft nicht nur bereichert, sondern auch belastet. Und wir werden der Bevölkerung aufzeigen, dass diese Initiative keine Antwort auf echte Probleme ist, sondern neue Probleme schafft.

Ich bitte Sie, dem Bundesrat und der Mehrheit Ihrer Kommission zu folgen und diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Wobmann Walter (V, SO): Frau Bundesrätin, in den letzten zwanzig Jahren hat die Schweizer Bevölkerung um rund eine Million zugenommen, vor allem durch Zuwanderung. Jetzt meine Grundsatzfrage: Wie viele Einwohner verträgt unser kleines Land in Zukunft?

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Besten Dank für diese Frage, Herr Wobmann. Ich würde gerne eine Rückfrage stellen, aber das darf ich nicht. War das schlecht für unser Land? Ich habe Ihnen die wirtschaftliche Situation aufgezeigt. Was müssen wir tun? Einerseits müssen wir dafür sorgen, dass unsere Wirtschaft die Arbeitskräfte kriegt, die sie tatsächlich braucht. Andererseits müssen wir dafür sorgen, dass der Zusammenhalt und das gesellschaftliche Leben in unserem Land auch gut funktionieren, wenn Menschen in unser Land kommen. Dafür gibt es keine Zahl, sondern dafür gibt es konkrete Massnahmen.

Moret Isabelle (RL, VD), pour la commission: J'aimerais rappeler les principales conclusions de la majorité de votre commission.

La majorité de la commission constate que, malgré un système de contingents, la Suisse a connu une immigration plus forte dans les années 1970 qu'aujourd'hui.

La libre circulation des personnes permet donc de contenter les entreprises dans leur besoin en main-d'œuvre, sans la rigidité et la bureaucratie du système des contingents.

La majorité considère le mécanisme de préférence nationale comme une procédure lente et bureaucratique. Pour démontrer que l'ordre de priorité a été respecté, l'employeur devrait prouver qu'il a cherché sur le territoire national des employés qui pourraient correspondre à ses besoins.

La majorité partage le constat des associations économiques quant à l'asymétrie entre les grands et les petits acteurs de l'économie. Les grandes entreprises obtiendraient des contingents nécessaires, alors que les petites structures risqueraient d'être lésées lors de la fixation des seuils annuels. Tout à l'heure, Monsieur Noser nous a parlé de l'exemple de sa propre entreprise et de ses craintes à ce sujet.

La remise en cause de la libre circulation des personnes et, par extension, le risque de rupture des Bilatérales préoccupent la majorité de la commission. Compte tenu de son

haut niveau d'exportation vers l'Union européenne, la Suisse se retrouverait affaiblie économiquement sans l'accès au marché européen. Pour mémoire, l'Union européenne absorbe 60 pour cent de nos exportations, et une place de travail sur trois dépend de nos relations avec l'Union européenne. Or l'initiative n'aborde pas la question des relations de notre pays avec l'Union européenne. De même, elle ne propose pas d'alternative à une potentielle rupture des autres accords des Bilatérales I en raison de la clause guillotine.

La majorité de la commission estime qu'une renégociation de la libre circulation avec l'Union européenne pourrait s'avérer très difficile, voire impossible.

Je vous rappelle donc la conclusion de notre commission: elle vous invite, par 18 voix contre 7, à adhérer au projet du Conseil fédéral, donc à recommander au peuple et aux cantons de rejeter cette initiative populaire sans contre-projet.

Humbel Ruth (CE, AG), für die Kommission: Die Meinungen sind gemacht, dennoch möchte ich Ihnen noch ein paar Fakten in Erinnerung rufen und auch zwei Falschaussagen korrigieren.

Zuerst ist festzuhalten, dass die bilateralen Verträge demokratisch gut legitimiert sind. Dreimal hat das Schweizer Volk die Abkommen an der Urne bestätigt: im Jahr 2000, im Jahr 2005 und im Jahr 2009. Die Zuwanderung aus den EU-Staaten ist die Folge der Nachfrage der Unternehmungen nach Arbeitskräften. Da stehen primär auch einmal die Arbeitgeber und Unternehmungen in der Verantwortung. Es ist eigentlich erstaunlich, dass die Initianten kein Vertrauen haben in die Wirtschaft, in die Unternehmungen, obwohl sie sonst immer vorgeben, deren Interessen wahrzunehmen. Die Initianten rufen nach dem Staat: Einmal mehr soll der Staat regeln, was die Unternehmen offensichtlich nicht können, nämlich Ausländerinnen und Ausländer nach den Bedürfnissen der Wirtschaft als Arbeitskräfte in die Schweiz zu holen.

Es wurde so dargestellt, als ob das Freizügigkeitsabkommen ein Freipass für alle EU-Bürgerinnen und -Bürger wäre. Das ist natürlich nicht so. Wer aus der EU in die Schweiz kommt will, braucht einen gültigen Arbeitsvertrag, oder er muss selbstständig sein – da haben wir in Zusammenhang mit den flankierenden Massnahmen die Dokumentationspflicht verschärft –, oder er muss als Nichterwerbstätiger über ausreichende finanzielle Mittel verfügen, darf also keine Sozialhilfe beanspruchen. Rechtsmissbräuche werden durch die Personenfreizügigkeit nicht gedeckt. Rechtsmissbräuchliches Verhalten muss von unseren Behörden konsequent geahndet und unterbunden werden.

Wir haben verschiedene Zahlen gehört, insbesondere auch, was die Belastung des Sozialsystems, der IV und der Sozialhilfe, angeht. Dabei wurde insbesondere auf den hohen Anteil von Türken und Ex-Jugoslawen, namentlich Serben, in der IV hingewiesen. Das hat rein gar nichts mit der Personenfreizügigkeit zu tun; bekanntlich gehören die Türkei und Serbien nicht zur EU. Es sind vielmehr die Spätfolgen der Kontingentspolitik. Tatsache ist, dass die EU-Bürgerinnen und -Bürger heute mehr in die AHV und in die IV einzahlen, als sie an Renten beziehen.

Auch die Kriminalität wurde bemüht: Die steigende Kriminalität in unserem Land hat aber nichts mit der Personenfreizügigkeit mit der EU zu tun. Die Kriminalstatistik zeigt ganz klar auf, dass es bei Schweizerinnen und Schweizern wie auch bei Ausländerinnen und Ausländern mit Wohnsitz in der Schweiz keine steigende Kriminalität gibt, sondern die Zahlen konstant bleiben. Die Kriminalität steigt bei den Kriminaltouristen wie auch bei den Asylsuchenden.

Wir haben Exponentinnen und Exponenten des Schweizerischen Gewerbeverbandes gehört. Ich möchte daran erinnern, dass der Schweizerische Gewerbeverband im Hearing wie alle anderen Wirtschaftsverbände der Schweiz sich klar gegen die Initiative geäußert hat. Er stellte eine von ihm durchgeföhrte Umfrage vor, wonach 70 Prozent seiner Mitglieder gegen die Initiative sind. Sie wollen nicht zum alten System der Personenkontingente zurück. Es wurde uns vom



Gewerbeverband aufgezeigt, dass der Ausländeranteil in der Baubranche 50 Prozent beträgt, im Hotellerie- und Gastgewerbe 40 Prozent, in der Landwirtschaft 30 Prozent, im Gesundheitswesen über 30 Prozent. Wir könnten so fortfahren und wären dann eben bei der in dieser Debatte mehrmals gestellten Frage nach der Zuteilung der Kontingente. Überfüllte Züge, verstopfte Straßen, überhöhte Mieten, zubetonierte Landschaften, Druck auf Arbeitsplätze und Löhne – das sind Probleme, welche uns und die Bevölkerung beschäftigen. Wir haben im Parlament auch verschiedentlich Gelegenheit, in den entsprechenden Handlungsfeldern Lösungsansätze zu finden. Die Masseneinwanderungs-Initiative aber löst keines dieser Probleme.

Ich fasse zusammen und möchte dazu aus dem Papier des Schweizerischen Gewerbeverbands zitieren, das uns zugestellt worden ist. Die Masseneinwanderungs-Initiative ist abzulehnen, «weil sie mit dem Freizügigkeitsabkommen nicht vereinbar ist, weil sie das Wirtschaftswachstum bremst, weil die Initiative zu einem bürokratischen Mehraufwand führt und weil sie keine Lösung ist, um die Nebeneffekte der Zuwanderung zu beseitigen.»

Ich bitte Sie, der klaren Kommissionsmehrheit – der Entscheid fiel mit 18 zu 7 Stimmen – zu folgen und die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

*Eintreten ist obligatorisch
L'entrée en matière est acquise de plein droit*

Bundesbeschluss über die Volksinitiative «gegen Masseneinwanderung»

Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «contre l'immigration de masse»

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Fehr Hans, Aeschi Thomas, Bugnon, Joder, Pantani, Perrin, Rutz Gregor)

... die Initiative anzunehmen.

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Fehr Hans, Aeschi Thomas, Bugnon, Joder, Pantani, Perrin, Rutz Gregor)

... d'accepter l'initiative.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 12.098/9089)

Für den Antrag der Mehrheit ... 128 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 49 Stimmen

Präsidentin (Graf Maya, Präsidentin): Gemäss Artikel 74 Absatz 4 des Parlamentsgesetzes findet keine Gesamtabstimmung statt.

13.019

Strategie

Bevölkerungsschutz und Zivilschutz 2015 plus

Stratégie

de la protection de la population et de la protection civile 2015 plus

Erstrat – Premier Conseil

Bericht des Bundesrates 09.05.12 (BBI 2012 5503)

Rapport du Conseil fédéral 09.05.12 (FF 2012 5075)

Nationalrat/Conseil national 20.06.13 (Erstrat – Premier Conseil)

Fridez Pierre-Alain (S, JU), pour la commission: Dans son rapport sur la Politique de sécurité de la Suisse 2010, le Conseil fédéral avait annoncé travailler avec les cantons à la mise en forme d'une stratégie de la protection de la population et la protection civile pour les années 2015 et suivantes. Le Conseil fédéral a adopté ce rapport stratégique en date du 9 mai 2012. Signalons qu'une consultation a été réalisée et que, sans surprise, les instruments que représentent tant la protection de la population que la protection civile ont été considérés comme des vecteurs incontestés permettant de relever les défis tels que les catastrophes ou les situations d'urgence de toute nature. La stratégie proposée vise à mieux préparer notre pays à la survenue de catastrophes et de situations d'urgence.

Ce rapport dresse un état des lieux de la situation qui prévaut actuellement dans le domaine de la protection de la population et, surtout, énumère les différentes mesures susceptibles d'améliorer les potentialités et l'efficacité du système. Ces mesures doivent encore faire l'objet de précisions et d'une concrétisation. La finalisation du dossier surtout doit être réalisée de concert entre la Confédération et les cantons.

Je rappelle que le système coordonné de protection de la population associe cinq partenaires principaux qui contribuent ensemble à la sécurité nationale:

- la police qui est chargée de maintenir l'ordre et la sécurité;
- les sapeurs-pompiers qui interviennent lors de sauvetages et dans la lutte contre les sinistres;
- les services de la santé publique qui dispensent les soins médicaux d'urgence;
- les services techniques qui sont chargés de maintenir en fonction les infrastructures techniques et d'assurer l'approvisionnement en eau, gaz et électricité par exemple;
- la protection civile enfin dont les rôles sont multiples: assistance aux personnes en quête de protection, protection des biens culturels, réalisation de travaux de remise en état et plus généralement interventions multiples en faveur de la collectivité.

Passons maintenant en revue les principales adaptations proposées à la stratégie. Tout d'abord dans le domaine de la protection de la population:

1. une meilleure coordination des organisations partenaires à l'échelle de la Suisse, sous la responsabilité de l'Office fédéral de la protection de la population;
2. la désignation claire d'organes de contact afin d'améliorer et de simplifier la collaboration entre les cantons et la Confédération;
3. une plate-forme électronique commune afin d'optimiser la communication;
4. une clarification dans le système actuel de l'obligation de servir afin d'améliorer le recrutement et de régler les questions d'indemnisation;
5. une répartition claire des tâches; par exemple, entre les pompiers et la protection civile, qui est compétent pour intervenir lors de sauvetages dans des décombres?

